Public Disclosure Authorized

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

MINDDEVEL

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF DECENTRALIZATION AND LOCAL DEVELOPMENT

COOPERATION CAMEROUN – BANQUE MONDIALE

PROJET DE GOUVERNANCE LOCALE ET DE RESILIENCE COMMUNAUTAIRE
LOCAL GOVERNANCE AND RESILIENT COMMUNITIES PROJECT
(LOGORC PROJECT/PGL-RC)

Stratégie de Passation des Marchés du Projet pour Promouvoir le Développement (PPSD)

Présentation sommaire du projet

Pays :	République du Cameroun
Maître de l'Ouvrage/ Organisme de Mise en Œuvre :	Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL) – Unité d'Exécution du PGL-RC
Nom complet du projet :	**Projet de Gouvernance Locale et de Résilience Communautaire**
Montant total du financement :	**300 000 USD** (trois cent millions de Dollars des Etats Unis)
Numéro d'identifiant du projet :	**P175846**
Résumé des objectifs de développement du Projet :	Accroître l'accès des communautés aux services de base et aux infrastructures résilientes au climat, et renforcer la capacité locale à gérer efficacement les ressources et à fournir des services
Durée :	**Cinq (05) ans**

Mars 2022

Table des matières

Sigles et Acronymes 4
1 Aperçu du projet 5
1.1. Description du projet 5
1.1.1 Objectifs du projet 5
1.1.2 Description du concept 5
1.1.2. Principales composantes du projet 6
1.2. Objectif de développement du projet 7
1.3. Bénéficiaires du projet et couverture géographique 8
1.3.1. Bénéficiaires : 8
1.3.2. Couverture géographique: 8
1.4. Indicateurs de performances clés 8
1.5. Résumé des marchés envisagés 9
1.6. Cadre Institutionnel 10
1.7. Exigences juridiques particulières en matière de passation des marchés 12
1.8. Genre, jeunesse et Développement durable ..13
1.8.1. Genre 13
1.8.2. Jeunesse 14
1.8.3. Co-bénéfices climatiques. 14
1.8.4. Lien entre le climat et le concept ‘‘FCV’’(Fragilité, Conflit et Violence) 15
2. Aperçu du pays, de l'emprunteur et du marché 16
2.1. Situation générale 16
2.2. Contexte opérationnel 18
2.2.1. Aspects de la Gouvernance 19
2.2.2. Aspects économiques 19
2.2.3. Aspects de durabilité 20
2.2.4. Aspects technologiques 20
Principales conclusions 21
2.3. Evaluation de la capacité du Bénéficiaire et de l’Unité de Coordination du Projet (UGP) 21
2.3.1. Expérience de l’Emprunteur 21

2.3.3. Organes /Acteurs intervenant dans la passation des marchés 24
2.3.4. Evaluation de l'expérience et de la capacité d'exécution de projets similaires.....27
2.3.5. Besoin d'un soutien actif et direct 28
2.3.6. Capacité de gestion des contrats.....28
2.3.7. Systèmes de gestion des plaintes et de règlement des différends 29
Principales conclusions 31
2.4. Analyse du marché 31
2.4.1. Etudes du marché des 04 catégories de marchés 31
2.4.2. Marché des transfers monétaires 36
2.4.3. Dynamique du marché des transferts monétaires électroniques : "Mobile money".....36
Principales conclusions : 37
3. Justification de la stratégie de passation des marchés (PPSD).....38
Principales conclusions 38
4. Evaluation des risques de la passation des marchés 39
Principales conclusions 41
5. Objectifs clés de la passation des marchés 42
6. Options de passation des marchés et recommandations 43
6.1. Préalables : Option d'approche du marché....43
6.2. Analyse des options.....45
6.2.1. Travaux.....45
6.2.2. Fournitures.....49
6.2.4. Services de consultants 59
6.3. Arrangements préférés pour les activités de faible-valeur et/ou de faible-risque 62
7. Résumé de la Stratégie de passation des marchés 68
ANNEXE 1: **Stratégie de passation des marchés en zone considérée comme d'insécurité et en situation d'urgence du PNDP**

Sigles et Acronymes

AC	Autorité Contractante
ACMP	Autorité Chargée des Marchés Publics
AID/IDA	Association Internationale pour le Développement du Groupe de la Banque Mondiale
AOI :	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
A Post. / A Prior.	Revue a posteriori ou a Priori de la passation des marchés par la Banque Mondiale
CC-BC	Contrat-Cadre avec Bons de Commandes
CF / DC	Consultation des Fournisseurs/ Demande de Cotations
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
ED	Entente Directe (Gré à Gré)
CAP/PAC	Community Action Plan/Plan d'Action Communautaire
CDT	Collectivité Territoriale Décentralisée
CDL/LCD	Comité Développement Local/ Local Development Committee
CISG/CISM	Community Investment Support Grants/Subventions de soutien à l'investissement communautaire
FCV	Fragilité, Conflit et Violence
PDI	Personnes Déplacées à l'Intérieur du pays
CLS/LCS	Comité Local de Suivi des Investissements Publics/ Local Public Investment Monitoring Committee
CRC	Cellule Régionale de Coordination
CPNP/PNSC	Comité de Pilotage National du projet / Projet National)
FEICOM	Fonds spécial d'Equipement et d'Intervention interCOMmmunale
LOGORC/PGLRC	Projet de Gouvernance Locale et de Résilientes Communautés/ **Local Governance and Resilient Communities Project**
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINDDEVEL	Ministère de le Décentralisation et du Développement Local – Ministry of Decentralization en Local Develpment
MINMAP	Ministère des Marchés Publics / Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé des Marchés publics
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MO/MOD	Maître de l'Ouvrage / Maître de l'Ouvrage Délégué
ONACC	Observatoire National du Changement Climatique
PCD/PDR	Plan Communautaire de Developpement/ Plan de Development Régional/ Regional Development Plan/
PME/TPE	Petite et Moyenne Entreprise/ Très Petite Entreprise
PNDP	Projet National de Développement Participatif
PNPS	Politique Nationale de Protection Sociale
PPM	Plan de Passation des Marchés
PPSD	Project Procurement Strategy for Development (Stratégie de Passation de Marchés pour promouvoir le Développement)
Regions (10)	1.AD (Adamaoua) – 2.ES (Est) – 3.EN (Extrême-Nord) – 4.CE (Centre) – 5.LT (Littoral) – 6.OU (Ouest) – 7.NO (Nord) – 8.NW (Nord-Ouest) – 9.SU (Sud) – 10.SW (Sud-Ouest)
SND30	Stratégie Nationale de Développement 2020-2030
SIGED	Système Intégré de Gestion des Décaissements
SNMP	Système National des Marchés Publics
STEP	Systematic Tracking of Exchanges in Procurement/ Outil électronique de planification et de suivi systématique du cycle de passation des marchés
THIMO/TP-HIMO	Travaux /Publics à Haute Intensité de Main d'Œuvre
UGP-C	Unité de Gestion du Projet-Central
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
VBG	Violences Basées sur le Genre

1 Aperçu du projet

1.1. Description du projet

Le Gouvernement de la République du Cameroun sollicite de la Banque mondiale un financement de 300 millions de dollar US, pour le financement **du Projet de Gouvernance Locale et Résilience Communautaire**. Le Projet sera mis en œuvre par le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDEVEL) qui mettra en place une Unité de Gestion Centrale du projet (UGP-N) et des Cellules Régionales de Coordination (CRC).

1.1.1 Objectifs du projet

Le projet, en cours de préparation, en étroite collaboration avec le MINDDEVEL et la Banque Mondiale a pour objectifs de :

- Renforcer l'engagement des citoyens pour consolider le contrat social ;
- Renforcer les organes de gouvernance locale pour la maîtrise d'ouvrage et la prestation des services ;
- Améliorer la fourniture des services de base au bénéfice des populations vulnérables, spécialement celles affectées par les conflits ;
- Soutenir la résilience des communautés et la création des opportunités socio-économiques dans les régions impactées par les conflits.

Le projet combinerait l'appui à la décentralisation, à l'aide d'engagements de développement tout en renforçant les capacités de résilience des communautés, notamment des ménages vulnérables impactés par les conflits.

1.1.2 Description du concept

Le projet s'appuiera sur les enseignements tirés d'autres projets de la Banque mondiale, qui ont contribué à renforcer le contrat social et appliquera une approche intégrée basée sur des études récentes menées par la Banque.

Le projet comporte deux piliers d'interventions clés :

(i) des interventions directes au niveau local, pour améliorer les infrastructures communautaires (**composante 1**), qui représentent environ 2/3 de l'enveloppe du Crédit, soit environ 200 millions USD ;
(ii) le renforcement des capacités des entités locales décentralisées **(composante 2).**

Le projet combinerait l'appui à la décentralisation à l'aide d'engagements de développement **tout en renforçant les capacités de résilience des communautés**, notamment des ménages vulnérables impactés par les conflits. **C'est dire que la mise en œuvre des activités du projet devrait refléter l'esprit de la décentralisation.**

Il sera aussi question d'améliorer et renforcer la résilience climatique des infrastructures communautaires et l'accès aux services de base.

Le choix des sites des activités de la **composante 1** (relative à l'amélioration des infrastructures communautaires et des services de base), est essentiellement fondé sur les évaluations de la vulnérabilité spatiale. C'est dire que les bénéficiaires et la nature des activités seront déterminés au fur et à mesure de l'avancement des activités préalables de préparation à la mise en œuvre.
L'allocation des fonds parmi les communes retenues, s'effectuera sur la base de la taille de la population (TBC).

Toutes les infrastructures nouvellement construites, et dans la mesure du possible, la modernisation des infrastructures existantes, comprendront des mesures d'adaptation et d'atténuation du climat.

1.1.3 Principales composantes du projet

Le projet comprend quatre composantes et une composante provisoire, comme explicité ci-dessous :

- ***Composante 1 : Réhabilitation des infrastructures communautaires et intercommunales – 180 000 USD***

Cette composante utilisera des plateformes communautaires pour aider les membres de la communauté à obtenir un accès inclusif aux services sociaux essentiels et aux infrastructures de base par le biais de : (i) le renforcement des capacités des communautés à identifier leurs besoins; (ii) la construction, la réhabilitation et la fourniture de services d'infrastructures communautaires et (iii) la construction et la réhabilitation résiliente au climat d'infrastructures régionales qui facilitent les interactions intercommunales et/ou bénéficient à plusieurs communes.

Couverture géographique : Six (06) Régions à savoir : Extrême-Nord, Nord, Adamaoua, Est, Sud-Ouest et Nord-Ouest.

NB : Certaines localités frontalières des zones de crise, dans les régions de l'Ouest (Babadjou et Fongo Togo) et du Littoral (Douala 4) pourraient être concernées par les activités de cette composante. La prise en compte de ces localités, impactées par les mouvements des populations originaires des Régions où règne l'insécurité, fera l'objet d'une programmation complémentaire et/ou une réorganisation des activités prévues dans lesdites Régions.

La composante comprend 3 sous-Composantes :

Sous-composante 1.a: Renforcement des capacités des communautaires - 20 millions USD

Cette sous-composante soutiendra les activités suivantes : (i) la sensibilisation communautaire, ; (ii) la création de CLD là où ils n'existent pas dans les régions ciblées ; (iii) la formation aux compétences de base pour les membres des CLD, et (iii) la formation aux compétences des membres de la communauté pour mettre en œuvre et entretenir les infrastructures communautaires.

Sous-composante 1b : Appui au développement communautaire- 100 millions USD

Cette sous-composante fournira (i) un appui technique aux CLD nouvellement formés pour élaborer des Plans d'Action Communautaires (PAC), (ii) un appui technique aux ELD pour sélectionner les infrastructures communautaires prioritaires à financer par la sous-composante (iii) infrastructures communautaires.

Sous-composante 1c : Construction et réhabilitation des infrastructures intercommunales- 60 millions USD

Cette sous-composante financera la construction et la réhabilitation des infrastructures intercommunales qui relient et profitent à de multiples communautés.
La sélection sera basée sur le plan de développement régional (soutenu par la composante 2b).

- ***Composante 2 : Amélioration du cadre de gouvernance à plusieurs niveaux et de la capacité des entités décentralisées à fournir des services (90 millions USD).***

Cette composante : (i) fournira une assistance technique aux entités centrales et locales pour rendre opérationnel le programme de décentralisation au niveau institutionnel et politique ; (ii) construira et renforcera la capacité des collectivités territoriales décentralisées à gérer et à mettre en œuvre les ressources de manière plus efficace ; et participative ; et inclusive ; et à exercer les compétences qui leur sont transférées.

Elle comprend trois sous-composantes :

Sous-composante 2.a : Renforcement du cadre institutionnel et règlementaire à plusieurs niveaux pour la décentralisation - 15 millions USD
Les activités proposées cibleront à la fois les institutions et les acteurs centraux et locaux et consisteront en ce qui suit : (i) Environnement réglementaire et politique pour le cadre de gouvernance à plusieurs niveaux ci-dessus ; (ii) Conduite du changement pour accompagner le transfert de compétences et de ressources.

Sous-composante 2.b : Renforcement des capacités locales de prestation des services – 30 millions USD

Les activités concernées sont : (i) Appui à l'opérationnalisation des conseils régionaux et renforcement de la capacité des conseils municipaux ; (ii)

Planification, programmation et budgétisation des investissements publics locaux ; (iii) Mise en œuvre et suivi des projets ; (iv) Outils de motivation de la performance : Subventions/financement basé sur la performance.

Sous-composante 2.c: Subventions basées sur la performance : 45 millions USD

Elle porte sur la systématisation/institutionnalisation des mécanismes de participation citoyenne dans les processus de développement local avec concentration sur la préparation et l'exécution du budget d'investissement public à travers le triptyque i- information, ii- consultations/participation et iii- collaboration.

- ***Composante 3 : Gestion, suivi et évaluation de projet – 30 millions USD***

Soutien à la gestion et à la coordination du projet à travers 03 sous-composantes :

- Sous-composante 3a : Gestion et administration de projet
- Sous-composante 3b : Suivi et évaluation de projet
- Sous-composante 3c : Gestion des connaissances

- ***Composante 4 : Composante d'intervention d'urgence (CERC)***

Composante provisoire à montant nul, le CERC est un fonds d'urgence qui peut être déclenché en cas de crise d'origine humaine, de crise de santé publique ou de catastrophe naturelle, par la déclaration officielle d'une urgence nationale, ou sur demande officielle d'un des membres du gouvernement du Cameroun.

1.2. Objectif de développement du projet

L'objectif de développement du projet (ODP/PDO) est bidimensionnel à savoir :

- Accroître l'accès des communautés aux services de base et aux infrastructures résilientes au climat ; et
- Renforcer la capacité locale à gérer efficacement les ressources et à fournir des services.

1.3. Bénéficiaires du projet et couverture géographique

1.3.1. Bénéficiaires :

Les bénéficiaires du projet comprennent les régions touchées par les facteurs FCV (Fragilité, Conflit et Violence) afin de soutenir le plan de prévention et de résilience du Gouvernement du Cameroun, pour lutter contre les facteurs de fragilité, de conflit et de violence. Les régions dont des évaluations de la vulnérabilité spatiale ont porté sur : (i) les vulnérabilités socioéconomiques,

(ii) les facteurs FCV internes (c'est-à-dire le nombre de conflits/violences, les déplacés internes) et (iii) l'effet d'entraînement des pays voisins (c'est-à-dire les réfugiés), seront principalement soutenues dans le cadre de la composante 1.

1.3.2. Couverture géographique:

Les interventions au niveau communautaire visant à améliorer les infrastructures communautaires et les services de base (composante 1) concentreront leurs interventions dans les régions touchées par les facteurs FCV (Fragilité, Conflit et Violence) à savoir : Les Régions de l'Extrême-Nord, Nord, Adamaoua, Est, Sud-Ouest et Nord-Ouest.

Dans le cadre de la composante 2, l'assistance technique pour opérationnaliser davantage le processus de décentralisation et fournir aux entités décentralisées des outils et des processus améliorés pour gérer et mettre en œuvre efficacement les ressources bénéficierait à tous les CTD dans les 10 régions. Les activités de renforcement des capacités se concentreront sur les six régions identifiées (EN, NO, AD, ES, SW et NW), par les évaluations de la vulnérabilité spatiale conformément à la composante 1.

1.4. Indicateurs de performances clés

L'atteinte de l'ODP/PDO sera mesurée par la base des trois piliers suivants :

- Taux d'exécution du budget d'investissement public décentralisé dans les secteurs / régions ciblés (Pourcentage) ;
- Les bénéficiaires ayant un accès amélioré aux infrastructures et services économiques / sociaux résilients au climat (Nombre, ventilé par sexe) ;
- Les bénéficiaires ayant une perception positive de leur participation à la planification du développement local (Pourcentage)

De manière détaillée et par composante, les indicateurs suivants seront utilisés :

Composante1 : Réhabilitation des infrastructures communautaires et intercommunautaires : (9 indicateurs)

1. Nombre de nouveaux CDL établis ;
2. Nombre de membres des CDL qui ont achevé une formation aux compétences élémentaires (dont % femmes et % jeunes) ;
3. Proportion des femmes au sein des CDL nouvellement établis ;
4. Part des membres femmes des CDL nouvellement établis à des postes de leadership au sein des CDL ;
5. Nombre de membres de la communauté qui ont achevé la formation aux compétences en travaux publics (dont % femmes et % jeunes) ;
6. Nombre des membres de la communauté employés dans des travaux publics financés par les subventions du CSIG (dont % femmes et % jeunes) ;

7. Nombre de plans d'action Communautaire développés avec la participation de la communauté ;
8. Pourcentage de personnes signalant une amélioration dans leur résilience individuelle et Communautaire aux impacts du changement climatique à la suite des activités de travaux publics ;
9. Infrastructures communautaires et intercommunales qui sont construites / modernisées avec des normes résilientes au climat et aux catastrophes ;

Composante 2 : Amélioration du cadre de gouvernance à plusieurs niveaux et de la capacité des entités décentralisées à fournir des services (8 indicateurs).

1. Ministères sectoriels qui remplissent leurs objectifs de transfert annuel des ressources aux CTD ;
2. CTD qui ont préparé leur Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT);
3. CTD dans les régions ciblées qui ont préparé leurs PRD et PCD de manière participative ;
4. Fonctionnaires locaux formés à des compétences clés identifiées (dont femmes) ;
5. Part des projets communautaires sélectionnés inclus dans les budgets d'entretien et opérationnel respectifs de leurs CTD ;
6. Citoyens participant aux consultations budgétaires dans les régions ciblées (dont femmes et jeunes) ;
7. Comités de Suivi participatif locaux (CLS) qui ont généré des rapports de suivi budgétaire dans les régions ciblées ;
8. Part des CTD cibles ayant atteint les objectifs fixés dans le cadre des subventions/ primes de performance.

Composante 3 : Gestion, suivi et évaluation du projet (2 indicateurs)

1. Plaintes enregistrées, traitées
2. Bénéficiaires satisfaits de la qualité de service fournie dans le cadre du projet

1.5. Résumé des marchés envisagés

A ce stade de la préparation du projet, et en attendant la réalisation des différentes études préalables, sur la base d'un premier cadrage des activités envisagées, au regard des composantes et sous-composantes déjà connues, les marchés à passer portent essentiellement sur :

(i) ***Marchés de travaux*** *(représentent environ 2/3 du montant de l'enveloppe du crédit): i- Réalisation des travaux de construction et/ou de réhabilitation d'installations de services sociaux communautaires identifiées par les CDL ;ii- Travaux de construction/réhabilitation d'infrastructures de base au niveau communautaire ; iii- Réalisation des travaux de construction et/ou de Réhabilitation d'infrastructures visant à soutenir l'adaptation au climat ; iv- Travaux de construction et réhabilitation d'infrastructures intercommunales dans 06 régions*

(ii) ***Marchés de Fournitures de biens*** *: matériel roulant ; matériel et équipement de protection individuelle pour les THIMO ; équipement technique et matériel informatique ; mobilier et équipements divers ; fournitures de bureau et divers petits matériels ;*

(iii) ***Marchés de Services autres que les services de consultants*** : *Campagne de communication et de diffusion des informations et activités du projet ; Transferts monétaires pour travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO) ; Acquisition, paramétrage et maintenance du logiciel TOM2PRO pour l'UGP-C et les 10 CRC (dans les dix régions) ; Services divers pour le bon fonctionnement de l'UGP-C et des 10 CRC : communication ; gardiennage ; diverses polices d'assurance; maintenance des équipements de bureau.*

(iv) ***Contrats de Services de consultants*** *:Recrutement d'ONGs i- pour le ciblage géographique et la sélection des bénéficiaires du projet ; ii pour le choix, à partir des PAC, des infrastructures communautaires clés à réhabiliter ou à construire ; Ingénierie sociale en vue de l'accompagnement de l'opérationnalisation des THIMO ; Maîtrise d'œuvre complète (i- Etudes APS/APD/DCE ; ii- supervision et contrôle) des travaux de Construction et réhabilitation d'infrastructures intercommunales ; Maîtrise d'œuvre complète (APS/APD/DCE et Contrôle) des travaux de construction ou de réhabilitation d'infrastructures communautaires ; Partenaires d'exécution pour le NW & SW ; L'audi annuel des comptes et du PPA ;*

1.6. Cadre Institutionnel

Le projet utilisera des arrangements de mise en œuvre décentralisée, pour soutenir le processus de décentralisation du Gouvernement. L'approche institutionnelle de mise en œuvre du projet contribuera d'une part à garantir l'adhésion de la communauté, à soutenir la mobilisation locale, le renforcement des capacités et le renforcement des institutions communautaires ; et d'autre part à renforcer la capacité des structures régionales, en particulier les conseils régionaux nouvellement créés, à jouer un rôle clé dans le développement de leurs régions. Les organes de gestion et de coordination sont les suivantes

- **Le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL)**

Le point d'encrage du projet est le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL). Cet encrage institutionnel se trouve amplement justifié de part, ses attributions et le rôle central de ce Département ministériel dans le processus de décentralisation et le développement local.

Créé à la faveur du Décret Présidentiel N°2018/190 du 02 mars 2018, modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, le MINDDEVEL est responsable de l'élaboration, du suivi, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière de décentralisation ainsi que de la promotion du développement local.

A ce titre, il est entre autres chargé de :

- L’élaboration de la législation et de la réglementation relatives à l’organisation et au fonctionnement des CTD ;
- L’évaluation et le suivi de la mise en œuvre de la décentralisation ;
- Le suivi et le contrôle des CTD ;
- L’application de la législation et de la réglementation sur l’état civil ;
- L’exercice de la tutelle de l’Etat sur les CTD.
- La promotion du développement socio-économique des CTD ;
- La promotion de la bonne gouvernance au sein des CTD.

- **Les Organes de Coordination et de gestion de projet.**

Comité National de Pilotage du Projet (CNPP)

Un Comité de pilotage qui est l’organe d’orientation stratégique du projet sera mis en place. Le CNPP sera constitué des représentants des ministères clés intervenant dans le projet à l’instar du MINEPAT, le MINFI, le MINEP, MINAS, ainsi que les Ministères impliqués dans le transfert de compétences aux CTD, et les partenaires au développement.

Unité Centrale de Gestion de Projet (UGD-C) et Cellules Régionales de Coordination (CRC)

L’UGP-C est l’unité de coordination du projet au niveau national. Elle sera établie à Yaoundé, sous la supervision et la coordination de MINDDEVEL. Le rôle de l’UGP-C est d'assurer la qualité de la mise en œuvre des activités dans les Cellules Régionales de Coordination d'exécution du projet (CRC), ainsi que de rendre compte des progrès globaux au gouvernement et à la Banque mondiale.

Les Cellules Régionales de Coordination (CRC) seront établies dans les six Régions qui mettront en œuvre les activités des composantes 1 et 2 à savoir : l’Adamaoua, l’Est, l’Extrême-Nord, le Nord, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Il est question en cela, d’épouser et de concrétiser l’esprit de la décentralisation. Les six CRC ci-dessus, seront chargées de l'exécution du projet au niveau local. Elles pourraient aussi se charger de la passation des marchés et des activités des quatre autres Régions le cas échéant. Elles travailleront en étroite collaboration avec les Délégués Régionaux du MINDDEVEL, les Présidents des Conseils Régionaux et les Maires.

Dans les régions du NW et du SW, il sera recruté des **« Partenaires d’exécution ».** Le projet envisage aussi de mettre en place un cadre régional de concertation intersectorielle.

Le cadre institutionnel qui est largement explicité dans les Documents du projet (Accord de Crédit, PAD et Manuel de mise en œuvre du projet) se résume dans la figure ci-dessous :

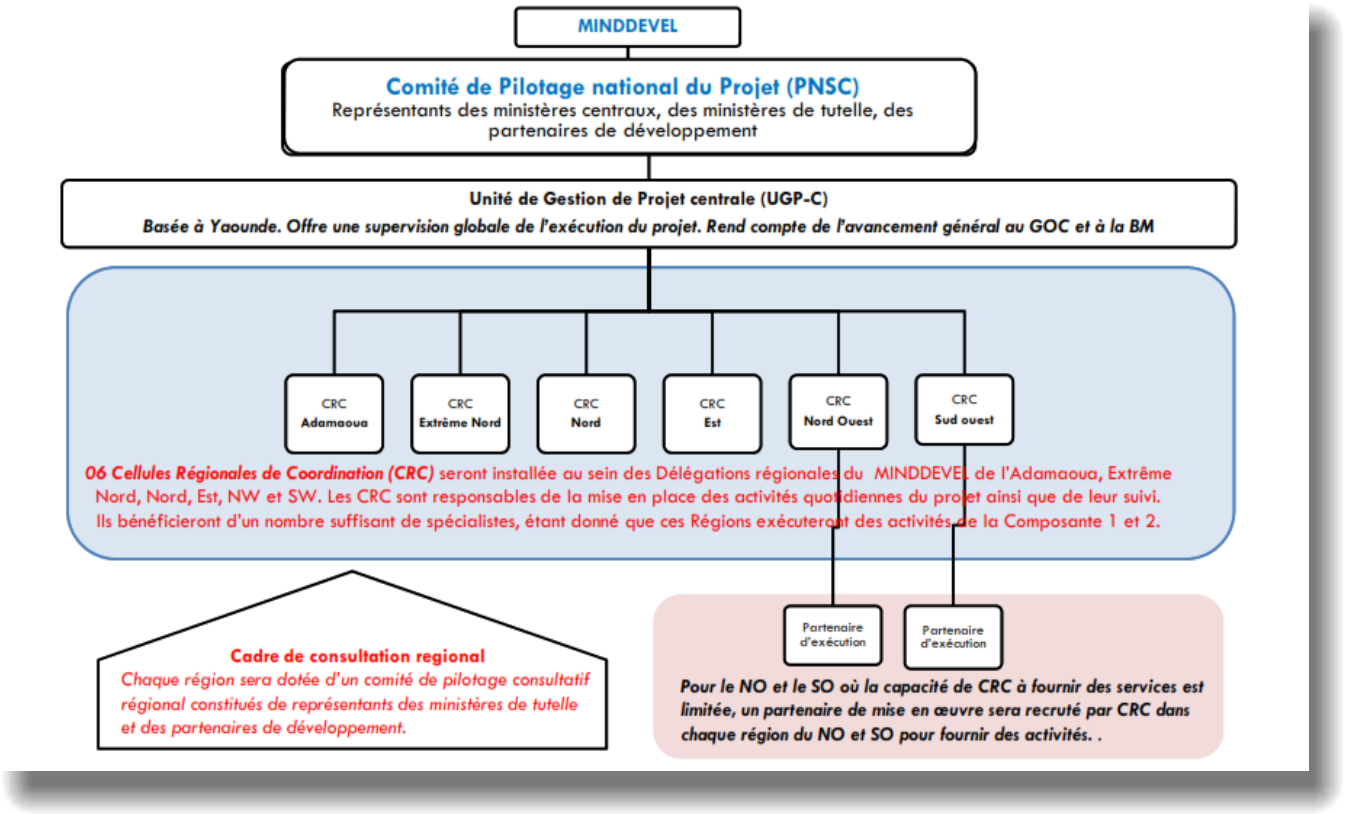


Fig. : Présentation du cadre institutionnel du Projet (PGL-RC)

1.7. Exigences juridiques particulières en matière de passation des marchés

Réglementation nationale

Le cadre juridique national est assis sur deux textes fondamentaux qui régissent les marchés publics au Cameroun. Il s'agit pour ce qui est des Administrations publiques et Etablissements publics, du **Décret N° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des marchés publics et** ses différents textes d'application et du Décret 2018/355 du 12 juin 2018, fixant règles communes applicables aux marchés des entreprises publiques.

Les dossiers d'appel d'offres types (DAOT), y compris les CCAG (Cahiers des Clauses Administratives Générales (CCAG) des MP ou modèles de marchés mis en place par l'ARMP servent de documents de référence utilisés, par toute les AC dans la passation des marchés de travaux, de fournitures, de services et de prestations intellectuelles.

Réglementation des Partenaires (Bailleurs de fonds)

Elle est définie dans les documents juridiques de l'accord de financement à savoir :

- L'Accord ou la Convention de financement ;
- Les Directives/ Règles/ Règlements de PM (Suivant le Bailleur) ;
- Document sur la fraude et la corruption ;
- La boîte à outils et des documents types de passation des marchés (DTPM) ;
- Autres : modèles et exemples, meilleures pratiques.

Interaction entre procédures nationales – et procédures des Partenaires (Bailleurs)

Dans le cadre des projets à financement conjoint, le Code des marchés publics dispose qu'il ne s'applique aux marchés conclus dans le cadre des conventions internationales signées par l'Etat qu'en ses dispositions non contraires aux dites conventions. **C'est dire qu'il y a prééminence des procédures des PTF (Bailleurs de fonds) sur les procédures nationales**

En d'autres termes que, ce sont les procédures de la Banque Mondiale qui seront appliquées par les Organes mis en place par le Code Camerounais dans le cadre du projet « Gouvernance Locale et Résilience Communautaire » en cours de préparation au MINDDEVEL.

Toutefois, le MO et MOD/AC transmettent les dossiers soumis à revue préalable, à la Banque pour avis de non objection (ANO), après épuisement au niveau national de l'étape considérée : PPM, projets de DAO, Rapports d'évaluation et propositions d'attribution, projets de contrat et les avenants.

Dispositions de passation des marchés applicables au Projet : Règles applicables

Le projet appliquera le Nouveau Cadre de Passation des Marchés (CNP) de la Banque. Une stratégie globale de passation des marchés du projet pour le développement (PPSD) et un plan de passation des marchés (PPM) des 18 premiers mois, sont préparés au cours de la phase de préparation du projet et soumis à l'avis de la Banque. Tous les biens, travaux, services autres que les services de consultants, et les services de consultants, à financer par le projet, doivent être acquis conformément aux exigences énoncées dans le Règlement de passation des marchés ***(Règlement de passation des marchés de la Banque mondiale pour les emprunteurs dans le cadre du financement des projets d'investissement (FPI), daté de juillet 2016 et révisé en novembre 2017, août 2018 et novembre 2020).***

Le projet sera en outre soumis aux Directives anticorruption de la Banque, datées du 15 octobre 2006, révisées en janvier 2011 et à compter du 1er juillet 2016.

Système de planification et de suivi de la passation des marchés

Le projet utilisera les outils électroniques de planification et de suivi de la passation des marchés de la Banque, en occurrence la plate-forme nommée « ***STEP : "Systematic Tracking of Exchanges in Procurement"/" Suivi Systématique des Echanges dans la Passation des Marchés"»;*** pour enregistrer toutes les activités liées aux marchés, incluant la préparation (TDRs, études préparatoires diverses, spécifications techniques) ; la mise à jour et l'approbation des Plans de Passation des Marchés (PPM), et les demandes d'examen préalable et d'avis de non-objection de la Banque sur les activités de passation des marchés lorsque cela est applicable, et la réception des réponses. Il en est de même pour la gestion des marchés et contrats depuis la phase de notification jusqu'à la réception définitive, y compris les opérations de clôture des dits marchés et contrats.

Cadre Institutionnel et organique : Acteurs de la passation :

Le principe de séparation des fonctions recommandé par les bonnes pratiques (au niveau international) bien que peu évidente est consacrée dans le cadre normatif du pays, avec notamment les fonctions : de passation des marchés, de contrôle et de régulation du système, dévolues respectivement aux (i)- Maître de l'Ouvrages/Délégué qui est l'Autorité Contractante; (ii)- aux Commissions Centrales de Contrôle des Marchés/MINMAP (Organes de Contrôle a priori) : et à (iii)- l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

Un Observateur Indépendant (OI) recruté par l'ARMP assiste à toutes les étapes clés du processus de passation des marchés pour en garantir l'équité et la saine application des principes de PM.

Le SNMP camerounais est chapeauté par un acteur au-dessus : l'Autorité des Marchés Publics (AMP) qui est le MINMAP. Ce dernier dispose des pouvoirs les plus étendus lui permettant d'organiser et de veiller sur le bon fonctionnement du système des marchés publics.

1.8.Genre, jeunesse et Développement durable

1.8.1. Genre

Le projet vise à réduire les écarts entre les sexes et à contribuer à l'autonomisation des filles et des femmes au Cameroun. Afin de tirer partie des synergies et du soutien du Ministère du Genre, le projet assurera dans toutes les activités, une participation substantielle des femmes et intégrera des adaptations sensibles au genre tout au long de la chaîne de livraison.

Parmi les indicateurs permettant d'évaluer l'atteinte des OPD, on peut citer celui relatif à **« l'accès amélioré aux infrastructures et services économiques / sociaux résilients au climat, par les populations bénéficiaires dont le nombre est ventilé par sexe »**.

En effet des constats suivants ont été faits, ce qui a amené le projet à prendre ce facteur très au sérieux et à le placer au centre des OPD :

- Le Cameroun est devenu partie aux Conventions et Traités régionaux et internationaux sur la protection et la promotion des droits des femmes, mais leur mise en œuvre accuse un retard important. Les disparités entre les sexes du pays sont visibles dans tous les secteurs. Le Cameroun se classe 150e sur 189 dans l'Indice d'inégalité entre les sexes ;
- L'accès à la propriété foncière reste problématique ; les femmes se comptent le plus, parmi les analphabètes et sont de ce fait, plus engagées dans le secteur informel, aggravant ainsi leur vulnérabilité socio-économique. La discrimination entre filles et garçons, femmes et hommes reste un obstacle majeur au développement humain au Cameroun ;
- Les violences à l'égard des femmes (VAF) sont encore courantes dans le pays. Les pratiques qui nuisent aux femmes, notamment les mutilations génitales féminines, le repassage des seins et le mariage précoce, sont encore à déplorer, en particulier dans les régions du nord-ouest, du sud-ouest, de l'Adamaoua, du nord et de l'extrême nord ;
- En politique comme dans le domaine de la décentralisation et de la gouvernance locale le genre est très peu pris en compte, bien que d'importants progrès soient en outre perceptibles. Les chiffres sont parlant sur la sous-représentation des femmes : i- les femmes ne représentent que 23,4% des conseillers régionaux ; ii- aucune femme n'a été élue présidente d'un conseil régional lors des premières élections régionales tenues en décembre 2020 ; iii- sur 360 communes, seules 35 sont dirigées par des femmes maires, etc…

C'est au regard de ces quelques constats que, dans le cadre du présent projet (comme dans la plupart des projets récents, ou en cours de préparation), il est envisagé dans la rubrique « Mobilisation communautaire et établissement des CDL dans des zones sans CDL » de **la sous-composante 1** (la plus importante), qu'au moins quarante pour cent (40%) des membres des CDL, et trente pour cent (30%) de ceux dans des postes de leadership, comme présidents, seront des femmes.

Le projet facilitera le contrôle des femmes sur les ressources et renforcera leur pouvoir de négociation au sein du ménage. Il renforcera les innovations, notamment les crèches mobiles et les activités de prévention de la VBG

(violence basée sur le genre), afin de s'attaquer aux contraintes sous-jacentes au travail des femmes en dehors du foyer et de contribuer à modifier les normes de genre inégales.

La composante 2 encouragera activement l'engagement des femmes bénéficiaires dans les secteurs à forte productivité (parfois appelés « secteurs dominés par les hommes ») afin de leur permettre de gagner plus et de s'émanciper économiquement.

1.8.2. Jeunesse

La structure de la population du Cameroun est essentiellement constituée de jeunes dans la mesure où les individus âgés de moins de 15 ans représentent plus de 43% de la population totale. Les personnes âgées de 15 à 34 ans constituent plus de 35% de la population et celles âgées de plus de 60 ans représentent moins de 6%.

Bien que les jeunes soient essentiels au développement, à la stabilisation, à la consolidation de la paix et au relèvement des Etats, on note comme une espèce de leur exclusion socio-économique.

Les jeunes au Cameroun sont confrontés à un certain nombre de défis liés à l'exclusion, notamment le chômage, la précarité de l'emploi pour ceux qui en trouvent, le manque d'accès à l'information sur les opportunités, l'accès limité aux régimes fonciers, le manque d'intégration dans les programmes de développement rural.

À l'échelle nationale, les jeunes ont des taux de chômage et de sous-emploi plus élevés que leurs pairs adultes. En 2014, 96 % de l'emploi des jeunes en dehors du secteur formel était dans l'agriculture. En revanche, le ratio des jeunes (15 à 24 ans) occupés par rapport à la population totale du secteur rural s'établissait à près de 62 %, bien en deçà des 82 % rapportés pour les adultes (+25 ans). Le sous-emploi et le chômage persistants chez les jeunes peuvent entraîner de la frustration et des griefs qui, à leur tour, peuvent conduire à la radicalisation ou à des troubles sociaux.

1.8.3. Co-bénéfices climatiques.

Les interventions menées dans le cadre de plusieurs activités du projet pourraient générer d'importants co-bénéfices climatiques.

Dans le cadre de la sous-composante 1.b, les activités de travaux publics qui intègrent les activités telles que le reboisement, la restauration des paysages, infrastructures de gestion de l'eau, etc. , renforceront les chaînes de valeur agricoles prometteuses afin de promouvoir la sécurité alimentaire et la résilience climatique. Le projet interviendra en outre dans les zones les plus vulnérables aux chocs climatiques, améliorant la résilience et réduisant les mécanismes d'adaptation négatifs non seulement chez les bénéficiaires directs, mais aussi plus largement dans leurs communautés.

1.8.4. Lien entre le climat et le concept ‘‘FCV’’(Fragilité, Conflit et Violence)

La fragilité et la dynamique de la pauvreté sont encore exacerbées par les défis croissants posés par les aléas naturels et le changement climatique. Le Cameroun connaît des régimes pluviométriques irréguliers, des changements de température, des événements environnementaux extrêmes, notamment une augmentation de la fréquence et de la durée des sécheresses, des inondations, de l'érosion dans les zones côtières et de la dégradation des sols. Les catastrophes naturelles et l'impact du changement climatique subi par chaque région diffèrent considérablement, mais les régions du nord sont les plus touchées et sont les moins résilientes au changement climatique.

Entre août et octobre 2020 seulement, on estime que plus de 160 000 personnes ont été touchées par les inondations dans la région de l'Extrême-Nord. En parallèle, on note une tendance à la baisse des précipitations en saison des pluies dans les régions du Sud-Ouest, de l'Ouest et aussi dans le septentrion. L'élévation continue du niveau de la mer menace la vie de ceux qui vivent le long de la côte et on estime que d'ici 2100, 580 000 personnes auront été déplacées au Cameroun à cause de l'érosion côtière. Les mouvements de population et les conflits au niveau communautaire liés au changement climatique et à l'intensification des catastrophes naturelles sont en augmentation.

L'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition du gouvernement du Cameroun de 2020 prévoit qu'en 2021, 2,8 millions de personnes devraient faire face à des niveaux aigus d'insécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire alimente davantage les conflits localisés autour des ressources naturelles.

Les efforts du Gouvernement Camerounais pour faire face aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques sont limités, tant les moyens disponibles sont limités par rapport à la demande. Le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC) a été validé en juin 2015, avec une vision que d'ici 2035, « le changement climatique dans les cinq zones agro-écologiques du Cameroun soit pleinement intégré au développement durable du pays, réduisant ainsi sa vulnérabilité, voire transformant le problème du changement climatique en une solution/opportunité de développement ».

2. Aperçu du pays, de l'emprunteur et du marché

2.1. Situation générale

Le pays en bref

Abritant plus de 25 millions d'habitants en 2018, le Cameroun est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Bordant l'océan Atlantique, il partage ses frontières avec la République centrafricaine (RCA), le Gabon, la Guinée Equatoriale, le Nigéria et le Tchad. Les régions limitrophes avec le Nigéria (Nord-Ouest et Sud-Ouest) sont anglophones, alors que le reste du pays est francophone. Le Cameroun est richement doté en ressources naturelles (pétrole et gaz, minerais et bois précieux etc…) et agricoles (café, coton, cacao, maïs et manioc etc…).

Situation politique

Les premières élections régionales se sont tenues en décembre 2020. Le parti au pouvoir, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), a remporté neuf régions sur dix.

Les élections de 2020 opérationnalisent les Régions, deuxième échelon de la décentralisation prévue dans la constitution de 1996. Les Communes quant à elles, étaient opérationnelles et avaient connu des transferts des compétences et de ressources concomitantes depuis 2010. Le MINDDEVEL travaillent en liaison avec les départements ministériels sectoriels dans la préparation des textes de transfert des compétences et des ressources aux régions.

On peut aussi indiquer pour ce qui concerne la décentralisation que les élections municipales de 2020 ont donné lieu à un renouvellement des conseils municipaux. C'est dire qu'on note donc une nouvelle dynamique dans la politique publique de la décentralisation.

Pays stable depuis plusieurs décennies, le Cameroun est confronté depuis quelques années aux attaques du groupe Boko Haram dans l'extrême Nord et à un mouvement séparatiste dans les régions anglophones. Depuis septembre 2017 cette situation a fait plus de 500 000 déplacés internes, près de 400 victimes dans la population civile et plus de 200 morts parmi les forces de l'ordre. Avec la résurgence de la crise en République centrafricaine depuis janvier 2021, plus de 6 000 Centrafricains se sont réfugiés dans la région de l'Est qui accueille déjà plus de 60 % des réfugiés centrafricains.

Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en février 2021, le Cameroun accueillait plus de 440 461 réfugiés, majoritairement Centrafricains (319 794) et Nigérians (118 195).

Situation sociale

La part de la population pauvre a augmenté de 12 % entre 2007 et 2014, pour atteindre 8,1 millions d'habitants, en raison d'une croissance démographique plus rapide que le rythme de réduction de la pauvreté. Ce sont les régions septentrionales du pays qui concentrent la pauvreté avec 56 % de la population pauvre.

Situation économique

Le Cameroun est doté d'importantes ressources naturelles (Eau, bois, pétrole, minerais, faune, etc.) et reste l'un des principaux producteurs mondiaux de certains produits de base à savoir le cacao, le café, les bananes, le palmier à huile, le tabac, le caoutchouc, le coton.

Au regard de sa position géographique stratégique qui fait du pays une passerelle naturelle vers la Région enclavée d'Afrique Centrale (Tchad, RCA, Niger, nord du Congo), le Cameroun demeure sans aucun doute un pays influent au sein de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Cependant, la chute mondiale des prix du pétrole et la faiblesse de la demande ont entraîné un ralentissement économique sur la période allant de 2016 à 2017. En 2019, la croissance du PIB a été estimée à 3,9% (FMI), contre 4,1% en 2018, en dépit de la hausse des prix du pétrole et de la vigueur de la demande intérieure. En tout état de cause, l'économie du Cameroun reste la plus résiliente en Afrique centrale à cause de sa diversité.

En 2020, la pandémie de COVID-19 a entraîné une dégradation importante de la situation économique. La consommation a chuté en raison des pertes de revenus des ménages et des entreprises liées aux mesures de distanciation sociale et aux incertitudes sur l'évolution de la pandémie. Il en a été de même pour les investissements publics et privés. Du côté du service public, les écoles et les services de santé non liées au COVID ont été fortement perturbés. Les services de planning familial ou encore de suivi de grossesse ayant chuté respectivement de 37% et 18%. La crise aurait entrainé une augmentation du taux de l'extrême pauvreté passant de 24.5% en 2019 à 25.3% en 2021.

Enjeux de développement

Classé 149ème sur 180 pays dans l'indice de perception de la corruption 2020 établi par **Transparency International,** le Cameroun connaît des problèmes de gouvernance qui freinent son développement et le rendent moins attractif aux yeux des investisseurs.

Sur les plans social et socio-économique, la corruption qui est la manifestation la plus marquée de la mauvaise gouvernance touche un nombre important de ménages au Cameroun. Les résultats de l'ECAM II révèlent que plus de 42% des ménages camerounais y ont été confrontés, en tant que victimes ou acteurs de la corruption. Il s'agit là de la petite corruption systémique qui implique des petites sommes d'argent et des agents de l'Etat de petites catégories. Les ménages les plus nantis sont plus touchés par le phénomène de la corruption que les ménages pauvres. En effet, près de 46% des ménages non pauvres ont déjà été acteurs ou victimes de la corruption, contre environ 34% chez les ménages pauvres.

Dans son rapport intitulé « Cameroun : Renforcer la surveillance, la gouvernance et la maîtrise des risques budgétaires dans la gestion des entreprises publiques », le Fonds monétaire International (FMI) relève que la mauvaise gouvernance et l'opacité sont les principaux maux des entreprises publiques camerounaises.

L'Institution de Bretton Woods affirme à cet effet que : « *le manque de performance et de compétitivité des entreprises publiques perdure depuis de nombreuses années, et est lié en grande partie à des problèmes de*

gouvernance et de transparence. Le système de gestion et de surveillance des entreprises publiques reste fragmenté, sans encore être un véritable pilote pour assurer la tutelle de l'Etat actionnaire ».

Pour répondre aux nombreux défis de développement qui l'interpellent, le Gouvernement ambitionne de faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035, déclinée dans le Document de la vision de développement à l'horizon 2035. Pour y parvenir, il est question de

« faire de la population l'acteur principal de son propre développement à travers une politique volontariste de création d'emplois décents, d'accroitre l'espérance moyenne de vie en améliorant les conditions de vie à travers une généralisation de l'offre et de la qualité des services sociaux, de maitriser l'accroissement de la population en tenant compte des exigences de la croissance économique, de réduire les écarts entre les riches et les pauvres par l'amélioration du partage des fruits de la croissance économique, et d'accroitre la solidarité nationale et la protection sociale des couches vulnérables ».

- Dynamique démographique

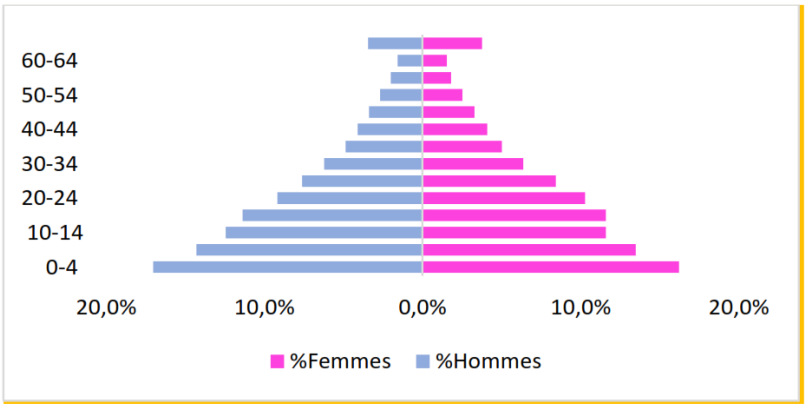
Evolution de la population. L'effectif de la population du Cameroun est estimé à 23 248 044 habitants en 2017. Elle est en croissance de plus de 33% par rapport à sa taille de 2005 qui s'élevait à 17 463 836 habitants. La population s'accroît à un taux moyen annuel de 2,4% depuis 2005, ce qui implique que sa taille doublera dans 29 ans environ à partir de 2017 si elle venait à garder la même dynamique. Autrement dit, elle pourrait s'établir à plus de 46 496 000 habitants en 2046.

Répartition spatiale de la population.

Plus de la moitié de la population (53,2%) réside en milieu urbain et les Régions ayant les poids démographiques les plus importants sont le Centre (19,6%), l'Extrême-Nord (18%), le Littoral (15,2%), et le Nord (11%). Par contre, la Région où la densité de la population est la plus importante est le Littoral (174,8 habitants/km 2), suivie de l'Ouest (142,9 habitants/km2).

La structure par sexe de la population

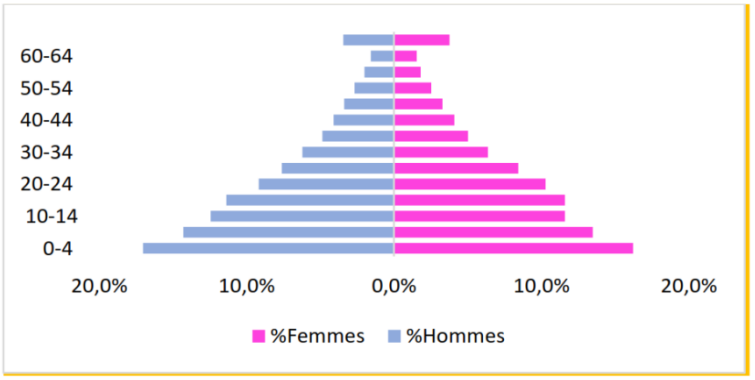
Elle établit que la population féminine représente environ 51% de la population totale. La présence des femmes est encore plus marquée en milieu rural où elles représentent une proportion encore plus importante.



Dividende Démographique (DD)

Le rapport de dépendance démographique qui mesure le nombre moyen d'individus à charge, à savoir les personnes âgées de 0 à 15 ans et celles âgées de plus de 60 ans, pour une personne en âge actif s'établit à 85 dépendants pour 100 personnes en âge actif en 2018. Compte tenu du taux d'activité qui est d'environ 70% et du taux d'occupation qui est de 66,4%, le ratio de dépendance économique qui mesure le nombre moyen de personnes non occupées par personne employée (productive) se situe à environ 298 pour 100. Ainsi, les personnes occupées ont, en plus d'elles même, environ trois (03) personnes en moyenne non occupées à leur charge. Cette structure de la population est peu favorable à la croissance et au développement économique dans la mesure où elle ne donne pas suffisamment de marge de manœuvre pour épargner et entreprendre des investissements productifs à cause des charges (personnes) importantes dont elles ont la responsabilité. De plus, la taille relativement importante.

Graphique 7 : Pyramide des âges de la population en 2017



Source : *BUCREP, projections.*

2.2. Contexte opérationnel

2.2.1. Aspects de la Gouvernance

La lutte contre la corruption est au centre des préoccupations du Gouvernement Camerounais qui multiplie des initiatives en vue de la modernisation de l'administration publique, notamment par la digitalisation de nombreuses prestations (dans les finances publiques en général et dans les marchés publics en particulier) et la création des structures chargées de la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent à l'instar de la CONAC, l'ANTIC, le NIF, le TCS, etc…

Depuis plus d'une décennie, le Gouvernement du Cameroun a entrepris une série de réformes dans le but d'améliorer les performances de l'exécution budgétaire, de répondre aux besoins des populations en offrant des services de base de qualité et d'atteindre les résultats fixés par les dépenses publiques. L'accélération du processus de décentralisation et de la gouvernance locale participe de cette logique. D'où la création de tout un département ministériel et la mise en place effective des exécutifs régionaux et du sénat.

Dans le sous-secteur des marchés publics, le SNPM a été revu en profondeur en vue de sa modernisation et l'accroissement de sa performance avec, entre autres : i- la mise en place de nouveaux acteurs (consacrant de manière plus visible le principe de séparation de fonctions) et ii- la refonte en profondeur du cadre législatif et réglementaire de la commande publique en général. Cette réforme a abouti à la mise en place de deux textes fondamentaux qui régissent les marchés publics au Cameroun à savoir : le **Décret N° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des marchés publics**, applicable aux Administrations publiques et les Etablissements publics) d'une part et le **Décret 2018/355 du 12 juin 2018, fixant règles communes applicables aux marchés des entreprises publiques,** d'autre part**.**

La mise en place du CER (Comité chargé de l'Examen des Recours résultant des marchés publics) vient corriger un manquement du SNPM, longtemps décrié par les Partenaires, en ce qui concerne la bonne gouvernance dans les marchés publics, à travers un mécanisme fiable piloté par l'organe de Régulation. Ce qui n'était pas le cas jusqu'en 2018 date de la réforme.

2.2.2. Aspects économiques

Quelques données chiffrées sur le pays selon le FMI :

PIB (2020) : 44,41 Milliards USD
PIB par habitant (2020) : 1 660 EUR
Croissance : 3,4 % en 2021 (prévision), -2,8 % en 2020, 3,9 % en 2019
Inflation : 2,2 % en 2021 (prévision), 2,8 % en 2020, 2,5 % en 2019

Ces chiffres bien qu'en baisse par rapport aux années d'avant crises sanitaires, prouve clairement que l'économie camerounaise se montre résiliente malgré différentes crises (baisse des prix des matières premières, crises sécuritaires). La croissance de l'économie camerounaise selon le MINEPAT-Report (2019) est portée par les secteurs primaire (14,0%), secondaire (27 ,1%) et tertiaire (52,3%). Elle est principalement tirée par la demande intérieure, résultant de la consolidation des dépenses de consommation finale en hausse de 4,4% en moyenne, et de l'accélération des investissements en hausse de 6,6% (INS, 2017). En effet, plusieurs projets d'infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunications ont été réalisés.

Face à la crise sanitaire mondiale, le Gouvernement a présenté un plan de réponse socio-économique estimé à 479 milliards FCFA sur trois ans, dont 180 milliards en 2020.

Le Cameroun a conclu le 26 juin 2017 un programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC) de trois ans avec le FMI d'un montant de 666 millions USD. Celui-ci s'est conclu en septembre 2020. Les principaux objectifs étaient de restaurer les équilibres macroéconomiques qui se sont dégradés sur la période récente, et d'enrayer la chute des réserves de devises (centralisées à l'échelle de la CEMAC). Ces dernières atteignaient 4 903 milliards FCFA à fin avril 2020 (+25 % sur un an), soit un niveau équivalent à environ 4,5 mois d'importations. Le programme FMI impliquait également une limitation de l'endettement non

concessionnel et visait l'apurement des arriérés intérieurs accumulés. Des négociations pour la conclusion d'un nouveau programme sont en cours.

Dans le cadre de la réponse à la crise sanitaire, le pays a également bénéficié de deux prêts du FMI au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR) d'un montant de 136 milliards FCFA en mai 2020 puis de 87 milliards FCFA en octobre 2020, du moratoire sur le service de la dette extérieure décidé par le Club de Paris et le G20, ainsi que d'appuis budgétaires et d'aides directes pour renforcer le système de santé.

En fin 2021, le Cameroun a accédé à l'Allocation Prévention et Résilience (PRA) d'IDA191, d'un montant d'environ six cent à sept cent (600 à 700 USD) dollars des États Unis, pour soutenir davantage les efforts du gouvernement visant à renforcer sa résilience face à la fragilité, aux conflits et à la violence (FCV). L'allocation du PRA bénéficiera à toutes les régions touchées par les défis FCV, et répondra en particulier aux principaux facteurs de conflit et de violence identifiés par le Pays. Le PRA s'inscrit également, dans le renforcement de la décentralisation qui pour elle est déterminante pour renforcer la résilience du pays et prévenir l'escalade des conflits et de la violence.

2.2.3. Aspects de durabilité

Les liens entre les deux premières composantes du projet, permettront de favoriser un développement communautaire de manière durable. Le renforcement des capacités à fournir aux CTD dans le cadre de la composante 2 permettra de s'assurer que les sous-projets à mettre en œuvre dans le cadre de la composante 1 ont été informés par les processus de planification locaux et que l'exploitation et l'entretien de l'infrastructure à financer sont intégrés dans le budget annuel.

Il sera aussi question, que le processus de budgétisation local soit soutenu au-delà de la durée de vie du projet. Cette approche permettrait également de fournir des services concrets aux communautés pendant la durée de vie du projet, tout en garantissant que les approches participatives ascendantes établies sont intégrées dans la planification locale et les processus budgétaires pour l'institutionnalisation et la durabilité.

2.2.4. Aspects technologiques

La révolution numérique est en cours au Cameroun où les Technologies de l'Information et de la Communication [TIC] connaissent un essor sans précédent. D'importants projets d'infrastructure voient le jour, comme l'accès à la fibre optique dans les grandes villes, ainsi que l'arrivée de la 4G et la 4G+ (LTE Advanced). Derrière ces avancées, tout l'écosystème se met en place, les entreprises se digitalisent, les particuliers s'équipent en smartphone, des start-ups se créent de toute part. L'utilisation des TIC permettra notamment de faciliter la mise en place des systèmes de mise à disposition des informations et de transfert des données du projet sur l'ensemble du pays.

De plus, le pays de par son expérience dans les travaux routiers, les travaux d'accès aux services de base et autres aménagements d'infrastructures communautaires est parfaitement au courant des avancées technologiques dans ces domaines. De nombreux projets réalisés ou en cours, sur l'ensemble du territoire en sont la preuve. A titre d'illustration on peut citer les projets : PLANUT, PROLAC, différentes phases du PNDP et du PFS (filets sociaux), PDFVM-FEICOM Villes moyennes, PDUE/PDVIR, PERACE, etc…

En ce qui concerne les transferts monétaires dans le cadre des paiements des prestations des THIMO, les aspects technologiques portent essentiellement sur les outils de transferts monétaires modernes, à savoir : les paiements électroniques tels que le Mobile Money et les autres formes bancaires de paiement électronique, tels que « YUP » de la Société Générale (SOGE) de banque au Cameroun.

Principales conclusions

Le contexte opérationnel tel que décrit ci-dessus est favorable à la mise en œuvre de la passation des marchés du projet, dans la mesure où, à l'analyse, les aspects étudiés sont bien maitrisés et les faiblesses relevées notamment en matière de gouvernance sont prises en compte de manière à minimiser le risque associé, tout au long du processus de passation des marchés.

Les aspects économiques, de durabilité et d'innovation technologique seront pris en compte tout au long du cycle de la passation des marchés, notamment depuis les étapes de définition des besoins ; de préparation des termes de références et des spécifications techniques ; et de préparation des documents de passation des marchés, jusqu'à l'évaluation et l'attribution des marchés et contrats. La phase d'exécution des marchés/contrat est également prise en compte.

A cette étape de la préparation du projet, où le cadrage de l'ensemble des activités n'est pas encore effectif d'une part, et tenant compte du concept particulier de ce projet, (qui porte pour l'essentiel dans le choix des bénéficiaires fondé sur les évaluations de la vulnérabilité spatiale qui analyse (i) les vulnérabilités socio-économiques, (ii) les facteurs internes de la FCV et (iii) l'effet de l'exode des populations réfugiées)) d'autre part, nous pourrions nous satisfaire de la bonne maîtrise des enjeux qui visent entre autres, la mise en œuvre effective de la décentralisation à travers le PGL-CC . Le ciblage géographique et la sélection des bénéficiaires du projet seront déterminés au fur et à mesure de l'avancement de la préparation du projet. Tout ceci se fera dans la plus grande transparence et nécessitera un temps approprié.

2.3. Evaluation de la capacité du Bénéficiaire et de l'Unité de Coordination du Projet (UGP)

2.3.1. Expérience de l'Emprunteur

- Expériences du pays dans la mise en œuvre de projets similaires :

Le Cameroun dispose d'une expérience avérée dans la mise en œuvre de projets/programmes financés par divers Partenaires Techniques et Financiers (PTF), dont la Banque Mondiale. Parmi les projets possédant des activités similaires réalisés au Cameroun, nous pouvons citer :

- **Le PDUE** (Projet de Développement Urbain et d'approvisionnement en Eau) mis en œuvre dans 5 villes, 07 communes, 4 Communautés Urbaines et 04 Régions, par le MINDUH, financé par un Crédit IDA de 50 millions USD. C'est le projet dont le succès a permis la mise en place du projet (en cours de réalisation), le PDVIR financé par la BM (IDA), à hauteur de 160 millions USD ;
- **Le PDVIR** (**Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes (PDVIR)** qui est mis en œuvre par le **Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain** (MIHDU) dans 09 Communes, 07 villes et 06 Régions. Il a pour objectif d'améliorer la gestion urbaine et l'accès à l'infrastructure dans des zones urbaines sélectionnées, en particulier pour les quartiers sous-équipés, et, accroitre la résilience aux aléas naturels et autres crises admissibles ;
- **Le PERACE** (Projet d'Electrification Rurale et d'Accès à l'Electricité dans les régions sous desservies au Cameroun) en cours d'exécution et dont l'objectif de développement est, d'accroître l'accès à l'électricité notamment dans les régions sous desservies que sont l'Extrême-nord, le Nord, l'Adamaoua, l'Est, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Il est financé à hauteur de 150 millions USD, sur Fonds IDA;
- **Le PDF-VM** (Programme de Décentralisation FEICOM-Villes Moyennes) financé par la KFW-BD, qui vise à appuyer le processus de décentralisation, la transparence et la participation citoyenne au Cameroun. Il est mis en œuvre dans plus de 10 villes moyennes ;
- **Le PRODESV** (Programme de Développement Economique et Social des Villes Secondaires Exposées à des Facteurs d'Instabilité), mis en œuvre par le FEICOM et qui est dans sa deuxième phase, sous financement de l'Union Européenne ;
- **Les différentes phases du PNDP** (le Programme National de Développement Participatif) dont l'objectif de la phase actuelle est de renforcer la gestion des finances publiques locales ? ainsi que les processus participatifs de développement au sein des Communes en vue de garantir la fourniture des infrastructures et des services socio-économiques durables et de qualité, est mis en œuvre par le MINEPAT, pour un financement de plus de 100 milliards de FCFA ;

- **Le PROLAC** (Projet Régional de Relance et de Développement Autour du Lac Tchad) qui est un projet de 60 millions USD et dont le but est d'améliorer les conditions d'existence et la résilience des populations concernées, en leur offrant des facilités d'accès aux infrastructures de mobilité rurale, de croissance économique et d'emploi ainsi que des opportunités pour leurs activités économiques ;
- **Les différentes phases du PFS** (Projet Filets Sociaux) et le **PFS-AIE (Filets Sociaux Adaptatifs et d'Inclusion Economique)** dont l'OPD est de soutenir la mise en place d'un système national des filets sociaux adaptatifs pour les ménages pauvres et d'augmenter l'accès aux opportunités de revenus pour les jeunes vulnérables, y compris ceux déplacés, dans l'économie informelle, au Cameroun.

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive. On peut aussi citer les projets additionnels ci-après :

- le Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations **(PULCI),** mis en œuvre par le MINEPAT et financé à hauteur de 108 millions USD par la Banque Mondiale ;
- le Projet d'Investissement et de Développement des Marchés Agricoles **(PIDMA),** mis en œuvre par le MINADER sur un financement de la Banque mondiale de 100 millions USD ;
- le Projet d'Amélioration de la Compétitivité Agricole **(PACA)** mis en œuvre par le MINADER et financé à hauteur de 60 millions USD par la Banque Mondiale ;
- le Projet de Développement de l'Élevage au Cameroun **(PRODEL),** mis en œuvre par le MINEPIA, pour un financement de 100 millions USD de la Banque Mondiale ;
- le Plan d'Urgence Triennal pour Accélérer la Croissance au Cameroun (**PLANUT**) sur financement propre.

Expérience du MINDDEVEL dans la gestion des projets

MINDDEVEL est un jeune Ministère, né de la volonté du Gouvernement du Cameroun de passer à l'échelle, dans le processus de décentralisation. Jadis piloté par le Ministère l'Administration Territoriale (MINATD), le MINDDEVEL draine pas mal de Cadres de haut niveau, qui sont pour la plupart, issus des Administrations de grande expérience dans la gestion des projets comme le MINEPAT, le MINAT, le MINFI, le MINFOPRA et même des services du Premier Ministre.

C'est dire que malgré cette jeunesse relative, on ne peut pas rester figer sur le fait que le MINDDEVEL n'ait pas d'expérience préalable dans la mise en œuvre de projets financés par la Banque mondiale. Elle possède déjà une expérience de travail avec d'autres Partenaires de développement, notamment :

- **le PNUD**, dans le Projet d'Appui à l'Accélération et l'Approfondissement de la **Décentralisation et du Développement Local au Cameroun (PAADD)** ;

- **l'AFD,** avec la Facilité d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local **(FADDEL)** ;
- L'**UNICEF**, l'**ONUFEMMES**, l'**ONUSIDA** et l'**Union Européenne** (UE).

D'autre part, le MINDDEVEL assure la tutelle technique du **FEICOM** (Fonds spécial d'équipement et d'Intervention intercommunale) qui est au centre de financement et du développement des Communes. Le FEICOM met en œuvre de nombreux projets, dont le PDF-VM ci-dessus cité.

Le MINDDEVEL assurera le pilotage et la coordination du projet dans le cadre du Comité National de Pilotage du Projet (PNSC), avec une large représentation des Ministères centraux et sectoriels dont le Ministère en charge de l'économie et du plan (MINEPAT), qui a pour rôle, la coordination de l'ensemble des portefeuilles de projets financés par les Bailleurs. Ce Ministère est le bras séculier du gouvernement dans la coopération technique internationale.

2.3.2. Les Organes de Coordination et gestion de projet.

- Le MINDDEVEL

Le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL) qui assura la Maîtrise d'Ouvrage du projet et sera chargé de l'exécution du projet. Le logement du projet au MINDDEVEL se trouve amplement justifié de par ses attributions et le rôle central de ce Département ministériel dans la décentralisation et le processus de décentralisation

- Le Comité National de Pilotage du Projet (CNPP)

Le Comité de pilotage est l'organe d'orientation stratégique du projet. Il est présidé par le Maître de l'Ouvrage et constitué des représentants des ministères clés intervenant dans le projet, à l'instar du MINEPAT, le MINFI, le MINEP, MINAS, ainsi que les ministères de tutelle impliqués dans le transfert de compétences aux CTD) et les partenaires au développement. Il sera chargé d'approuver les plans de travail et budgets annuels élaborés par l'Unité Centrale de Gestion du Projet. Le CNPP examinera également les rapports annuels des auditeurs internes et les rapports d'audit financier, pour guider la mise en œuvre globale du projet. Il se réunira au moins deux fois par an.

- L'Unité Centrale de Gestion de Projet (UGP-C)

L'UGP-C sera établie à Yaoundé, sous la supervision et la coordination de MINDDEVEL. Le rôle de l'UGP-C est d'assurer la qualité de la mise en œuvre des activités dans les Cellules Régionales de Coordination d'exécution du projet (CRC), ainsi que de rendre compte des progrès globaux au gouvernement et à la Banque mondiale. Le personnel affecté à l'UGP-C sera réduit au minimum et comprendra des postes clés tels que i- Coordinateur, ii- Responsable de la gestion financière (RAF), iii- Spécialiste de la Passation des Marchés (SPM) ; iv- Spécialiste de l'environnement ; v- Spécialiste Social et vi- Spécialiste du suivi et de l'évaluation.

- Les Cellules Régionales de Coordination (CRC)

Ce sont dix Unités régionales d'exécution du projet, qui seront mises en place et qui travailleront en étroite collaboration avec les Délégués Régionaux MINDDEVEL, les Présidents des Conseils Régionaux et les Maires. Les CRC exécuteront les activités du projet sur le terrain et superviseront le suivi des activités mises en œuvre par les tiers. Les CRC seront dotés d'un large éventail de spécialistes techniques qui superviseront la mise en œuvre du projet sur le terrain, y compris, mais sans s'y limiter, le coordinateur, les spécialistes de la mobilisation communautaire, les spécialistes du genre, le spécialiste FM, le spécialiste des achats, le spécialiste des communications, le spécialiste S&E et SIG, spécialiste de l'environnement et spécialiste social. Les CRC engageront des Prestataires de Services Techniques (PST/ TPS) sélectionnés par voie de concours pour certaines des activités du projet. Pour les régions NWSW, une modalité de mise en œuvre tierce sera utilisée avec notamment le recrutement des **« Partenaires d'exécution ».**

- Cadre régional de concertation

Il sera également mis en place au niveau régional, un cadre de concertation intersectorielle sur le projet entre les autorités locales des Régions.

2.3.3. Organes /Acteurs intervenant dans la passation des marchés

- Organes de gestion des marchés

- **Maître d'Ouvrage/Délégué (MO/D) /Autorité Contractante (AC)**

Le MO est l'Autorité Contractante. Il possède l'initiative et la conduite des opérations de passation et d'exécution des marchés publics. Il peut déléguer ses fonctions à un ou plusieurs responsables de ses services (Maître d'Ouvrage Délégué/MOD). Ses attributions sont les suivantes :

- Conduit toutes les opérations préalables à la passation et à l'exécution des marchés dont le PPM (copie à MINMAP et ARMP);
- Prépare les projets de DAO et autres DC à soumettre à la CSPM ;
- Lance les appels d'offres, attribue, publie les résultats, signe et notifie les marchés/avenants ;
- Signe, notifie les ordres de service et suit l'exécution physico-financière des marchés ;
- Résilie en tant que de besoin les contrats ;
- Sollicite l'accord préalable des CSPM du MINMAP et de la BM pour les procédures exceptionnelles aux étapes prévues par le CMP et le Règlement de la Banque.

- **Structures Internes de Gestion Administrative des Marchés (SIGAM)**

Le Code des marchés publics (CMP) prévoit la mise en place au sein de chaque Maître de l'Ouvrage, par le MINMAP, d'une **Structure Internes de Gestion Administrative des Marchés (SIGAM).**

Le SIGAM est la principale interface entre les organes de contrôle et le MO/AC et assiste le MO/AC dans ses attributions aux stades de :

- Maturation des projets ;
- Élaboration et du suivi des plans de passation des marchés ;
- Élaboration des projets de dossiers de consultation ;
- Réception des offres et finalisation des projets de marchés et d'avenants ;
- Centralisation et archivage de tous les documents et données relatifs aux marchés ;
- Examen et mise en œuvre des observations de la Commission des marchés ;
- Publicité et notifications diverses du Maître de l'Ouvrage ;
- Rédaction des rapports d'activité périodiques sur la situation générale des marchés passés.

Dans le cadre des Unités de Coordination des projets, cette structure est quasi inexistante et remplacée par un SPM confirmé, assisté d'un ou de plusieurs SPM juniors.

- **Commission Spéciale de Passation des Marchés (CSPM)**

Le MINDDEVEL dispose d'une Commission Interne de Passation des Marchés pour l'ensemble des marchés du Ministère. Dans le cadre du projet de Gouvernance Locale et Résilience Communautaire, il est recommandé la création et la mise en place d'une Commission Spéciale de Passation des Marchés dédiée au projet (CSPM-PGL-RL). La CSPM du PGL-RL appliquera les procédures de passation des marchés de la Banque mondiale, suivant le Règlement en vigueur. Les capacités des membres de la Commission Spéciale et celles des Comités d'évaluation, tout comme celle des Experts de l'UGP-C et les CRC seront renforcées, pour les familiariser avec les procédures de la Banque mondiale.

La CSPM du PGL-RC sera mise en place auprès d'UGP-MINDDEVEL, par Arrêté du MINMAP. C'est un Organe d'appui technique placé auprès de l'Autorité Contractante (AC), pour la passation des marchés dont les montants sont au moins égaux à cinq (05) millions de francs CFA, dans le strict respect des principes de concurrence, de liberté, d'égalité et de transparence des procédures et de juste prix. Elle comprendra au moins : 1 Président, 4 à 5 Membres et 1 Secrétaire pour une durée de 2 ans renouvelables une fois. Les représentants des CTD prendront part aux travaux de la Commission avec voix délibérante.

La CSPM ne peut délibérer qu'en présence de son président et de la ½ de ses membres et en présence d'un Observateur Indépendant (le cas échéant). Les attributions de la CSPM seront définies par l'Acte qui la met en place et devrait au minimum comprendre :

- Examen et émission d'avis techniques sur les projets de dossiers d'appel d'offres, de demandes de propositions et de demandes de cotation préparés par le projet ;
- Ouverture des plis et constitution des Comités d'évaluation des offres/ propositions/ cotations ;

- Préparation, le cas échéant, des dossiers à soumettre à l'avis des Commissions Centrales de Contrôle des Marchés ;
- Formulation des propositions d'attribution des marchés à l'Autorité Contractante ;
- Examen et émission d'avis techniques sur les projets d'avenants et sur les projets de marchés passés suivant la procédure du gré à gré.

Les Commissions Internes de Passation des Marchés (CIPM) des CDT

Sous réserve des résultats de l'évaluation du projet, il est fortement suggéré que les CIPM des CTD bénéficiaires soient mises à contribution pour la passation de certains marchés de faible montant et de faible risque, pour rendre concrète et traduire dans les faits, la décentralisation.

Les activités, les montants et leurs modalités de mise œuvre seront fixés par les Documents de projet. Les arbitrages seront faits par le MINDDEVEL avec l'appui des consultants qui réaliseront des études de ciblage géographiques et d'identification des besoins par les CLD.

Organes chargés du suivi de l'exécution des marchés publics

Le suivi de l'exécution des marchés publics est assuré par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué à travers le Chef de service, l'Ingénieur du marché, et le Maître d'œuvre, le cas échéant,
A cet effet, le Maître de l'ouvrage :

- Désigne le Chef de service ainsi que l'Ingénieur du marché, et met à leur disposition les moyens appropriés pour un bon accomplissement de leurs missions ;
- Signe les ordres de service de démarrage des prestations ;
- Signe les ordres de service ayant une incidence sur les coûts, délais et objectifs dans les conditions prévues dans le Cahier des Clauses Administratives Générales
- Désigne un représentant qui préside la Commission de réception des prestations ;
- Ordonne le paiement des décomptes ;
- Résilie les marchés après mise en demeure, le cas échéant ;
- Veille à la rédaction du rapport d'achèvement de l'exécution des marchés.

Organes chargés du contrôle des marchés

Au niveau national, les Commissions Centrales de Contrôle des Marchés (CCCM) du MINMAP assurent le contrôle a priori des marchés publics pour des seuils fixés par la règlementation.

Ce sont des organes d'appui techniques, placés auprès du Ministre chargé des marchés publics, chargés du contrôle a priori des procédures de passation des marchés publics relevant de leurs compétences, initiées par les Maîtres de l'Ouvrage ou les Maîtres de l'Ouvrage Délégués.

Les Commissions Centrales de Contrôle des Marchés comprennent :

- La **CCCM des travaux routiers**, pour les marchés de **montant ≥ 05 milliards XAF/TTC ;**
- La **CCCM des autres infrastructures**, pour les marchés de montant **≥ 01 milliard** XAF/TTC
- La **CCCM des travaux de bâtiments et des équipements collectifs,** pour les consultations de montant **≥ 500 millions** XAF/TTC
- La **CCCM des approvisionnements généraux**, compétente pour les consultations de montant **≥ 250 millions** XAF/TTC ;
- **La CCCM de services et de prestations intellectuelles**, compétente pour les consultations de montant **≥ 100 millions** XAF/TTC.

Organe de régulation

L'Organe en charge de la régulation du système des marchés publics camerounais est l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP). Il est chargé de la régulation des marchés publics. C'est le surveillant et le facilitateur du système. A ce titre il est chargé entre autres de :

- Formuler des avis et proposer des réformes à l'Autorité chargée des marchés publics pour la définition et l'amélioration des politiques en matière des marchés publics ;
- Veiller à l'application des principes de bonne gouvernance, et à la bonne application des règles par tous les acteurs à travers des avis et des recommandations ;
- Définir les politiques et les stratégies de formation en matière de marchés publics et développer un cadre professionnel et institutionnel en la matière ;
- Assurer l'animation et l'alimentation du système d'information des marchés publics, en assurer la surveillance et éditer et publier le Journal des Marchés Publics
- Evaluer périodiquement la conformité et la performance du système ;
- Instruire les litiges nés des procédures des marchés publics et de formuler les avis techniques au Comité chargé de l'examen des recours des soumissionnaires ;
- Proposer des sanctions des procédures à l'Autorité chargée des marchés publics ;
- Effectuer des audits spécifiques.

2.3.4. Evaluation de l'expérience et de la capacité d'exécution de projets similaires

 Analyse SWOT « Strenghts, Weaknesses, Opportunities and Threats »

FORCES	FAIBLESSES
Bien que jeune Ministère, le MINDDEVEl regorge en son sein des Cadres d'expérience (venus du MINEPAT, MINFI et autres Ministères techniques) habitués à la mise en place et la gestion des projets ; Le projet s'appuiera sur des Services déconcentrés et les Administrations locales existantes et structurées ; Le projet envisage le recrutement d'Experts de haut niveau et expérimentés, aussi bien au niveau national qu'au niveau régional ; Mise en place prévue d'équipes dédiées uniquement à la mise œuvre du projet aussi bien au niveau national (UGP-N, que régional (CUC); De nombreux projets similaires dont certains mis en œuvre par des organismes associés (PNDP) ou sous-tutelle tel (FEICOM) dont l'expérience pourra être mise en œuvre pour la réussite de ce projet. La bonne connaissance du marché par ces organismes et projets similaires est un vrai atout. Les marchés à passer sont de même nature, avec quasiment les mêmes acteurs, dans les mêmes zones d'interventions, pour les mêmes bénéficiaires ; La multisectorialité qui implique des expertises diversifiées dans une approche intégrée des interventions en faveur des bénéficiaires du Projet ; La disponibilité au sein des projets similaires, des bases de données actualisées i. des fournisseurs, ii. des prix ; et aussi iii. des ONG/consultants chargés du ciblage et iv. des Agences de paiement ;	Expérience très moyenne du MINDDEVEL, ses démembrements, les CTD et des équipes en place, dans la gestion de grands projets de cette nature. Les équipes du projet pas encore mise en place ; Lourdeurs et lenteurs dans les procédures administratives de mise en œuvre des projets ; Non maitrise des procédures de la Banque (Règlement) par la plupart des Acteurs (CIPM ; CSC du MINMAP et Ministères techniques) impliquées dans le processus de passation des marchés) ; Lourdeurs administratives dans le traitement des dossiers ; Structures en place non adaptées ; Faiblesse des capacités de gestion des marchés et contrats, avec une influence marquée du MINMAP dans les procédures de paiement ; Les études de programmation et/ou de préfaisabilité n'ont pas encore été faites pour faciliter le cadre budgétaire du projet et le choix des sites des travaux ; Difficultés par les bénéficiaires à formuler des spécifications techniques, termes de référence (Tdrs), budget des activités et cahiers des charges ; Difficultés à mettre en œuvre les paiements électroniques dans le transfert des fonds (THIMO) La faible capacité de certaines ONG et de certaines firmes impliquées dans la mise en œuvre des activités phares du projet (composante 1, 2) ; Risque d'avoir trop de petits contrats, car il est difficile à regrouper les marchés dans un projet décentralisé
OPPORTUNITES	**MENACES**

▯ La grande motivation des CTD à recevoir des fonds et de mettre en œuvre des projets de cette nature, qui leur donne une vraie opportunité de décollage ; ▯ Le projet pourra bénéficier d'un appui externe pour mieux asseoir ses connaissances du nouveau cadre de la BM applicable au Projet ; ▯ Un programme de renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs de la passation des marchés par la BM sera un véritable atout pour le projet ; ▯ La longue expérience dans l'exécution des projets de la Banque mondiale ainsi que les leçons tirées des projets similaires financés par d'autres partenaires techniques et financiers ; ▯ Le nouveau cadre de passation des marchés au Cameroun, avec un nouveau Code a mis l'accent sur la Bonne Gouvernance qui se traduit par la création auprès de l'ARMP d'une **Commission de Règlement des Différends nés de la passation des marchés (CERD) ;** ▯ Le développement du e-Administration et le Boom du Mobile money sont de vrais atouts pour le projet (paiements électroniques envisagés pour les personnes impliquées dans THIMO ; ▯ La Stratégie de PM des marchés en zone considérée comme d'insécurité et en situation d'urgence mise en place par le PNDP est déjà disponible	▯ La gestion décentralisée du projet avec la multiplicité des intervenants est lourde et difficile à gérer ; ▯ L'intrusion, le trafic d'influence du fait de l'implication des Autorités administratives et politiques dans la gestion du projet (marchés, paiements, etc…) ▯ La mauvaise application du concept FCV, comme facteurs déterminants dans le choix des bénéficiaires et des sites devant abriter les infrastructures communautaires ; ▯ Le risque de dérapage et d'absence de synergie avec la multiplication d'acteurs de la passation des marchés pour satisfaire au principe de décentralisation ; ▯ Le retard dans l'exécution des marchés par les prestataires qui pourrait impacter sur les délais de mise en œuvre des activités ; ▯ Le long délai de traitement et de paiement des factures ; ▯ La faible capacité financière des ONG/OSC et de certains cabinets au niveau local ; ▯ La mauvaise gestion des fonds alloués aux ONG ; ▯ Les possibles défaillances techniques et financières de certaines entreprises nationales et locales ; ▯ Le contexte pays et les problèmes de gouvernance dans la gestion des fonds publics en général et de la passation des marchés en particulier ; ▯ L'insécurité dans certaines zones risque d'influencer négativement la mise en œuvre des activités du projet

2.3.5. Besoin d'un soutien actif et direct

Au regard d'une part, des difficultés récurrentes dans la préparation, la passation et la gestion des contrats au sein des Unités de mise en œuvre des projets, et d'autre part, de la complexité du projet, associée au caractère novice du Maître de l'Ouvrage, il est impératif de mettre en œuvre les mesures d'atténuation suivantes :

- Renforcer l'équipe de passation des marchés dont la charge de travail sera très élevée, avec un PPM très chargé (possibilité d'avoir des PPM au niveau des Régions et un PPM Central), au regard de la nature des prestations et de la complexité du projet. Au SPM dont le recrutement est envisagé, il faudrait adjoindre rapidement une équipe d'un ou de deux assistants (ASMP ou SPM Juniors) dont un, qui sera « Champion STEP » pour compiler les données venues des Régions, précisément des six Régions bénéficiaires des activités de la Composante 1;
- Renforcer les capacités des tous les acteurs impliqués dans le processus de passation des marché (cycle de la commande publique). Un accent particulier sera mis sur le SPM au niveau central et les Chargés des achats au niveau régional. Les formations rapprochées concerneront également toutes les équipes du projet, élargies à la CSPM et les membres des Sous-commissions d'évaluation. Les thèmes de formations tourneront entre autres, autour du nouveau cadre de la BM en insistant sur l'application des nouvelles méthodes de PM et l'utilisation des DTPM ;
- Le renforcement des compétences en la matière passe par l'identification des besoins de formation par les méthodes suivantes :
    - L'identification des besoins de formation par l'évaluation des performances ;
    - L'identification des besoins de formation par le bilan des compétences ;
    - L'identification des besoins par déclaration.
- Accompagner l'équipe de PM de l'UGP-C et des CRC par la méthode dite du « learning by doing » (l'apprentissage par la pratique) sur une période conséquente, dès la mise en vigueur du projet. Ceci va aider à mettre en place les nouveaux outils de passation et de gestion des marchés. Des appuis ponctuels des Experts extérieurs et les cliniques de la Banque peuvent être mis à contribution.
- Du fait du caractère décentralisé du projet, il est fort recommandé de mettre l'accent sur STEP (outil de gestion des échanges avec la BM) dont le renseignement devrait se faire depuis la base (au niveau régional) jusqu'à l'UGP-N pour la centralisation, les vérifications et validations préalables, avant la transmission des données à la Banque. L'exemple du PNDP pourra servir.
- Il en est de même des tableaux de suivi des activités depuis le PPM, jusqu'à la phase d'exécution. Il s'agir du tableau de suivi de la mise en œuvre du PPM (marchés en cours de passation) et du tableau de suivi des marchés/contrat en exécution.

2.3.6. Capacité de gestion des contrats

Au regard du contexte global du pays, la capacité de gestion des marchés et contrats des Autorités Contractantes est généralement **jugée faible à très moyenne**. Les délais d'exécution des marchés sont en général très peu, ou pas respectés ; de même que les mécanismes de suivi et de mise en œuvre de contrat sont peu connus et pratiquement non appliqués. S'agissant des délais de paiements, il est fait obligation à toutes les Autorités Contractantes de faire viser leur dernier ou unique décompte/paiement par la MINMAP. Ce qui a pour inconvénient de rallonger un circuit de paiement déjà jugé périlleux par les fournisseurs. C'est ce qui explique en partie, le fait que les termes de paiements sont très peu respectés et les intérêts moratoires, presque jamais appliqués. Les pénalités de retard sont de plus en plus appliquées (par le MINMAP) et parfois abusivement, dans la mesure où elles alimentent le Compte spécial de Régulation (bien que cela soit en contradiction avec les procédures de la Banque).

La conséquence sur la faiblesse des taux de décaissement des projets et sur le processus de passation des marchés (sur ses trois volets de préparation, de passation et de Gestion des contrats) est perceptible et constitue le principal facteur de la sous-consommation des crédits alloués au développement économique et social du pays.

En plus des faiblesses susvisées, si on ajoute la corruption et la mal gouvernance, le tableau s'assombrit davantage.

Le Projet de Gouvernance Locale et de Résilience Communautaire en cours de préparation, s'exécutera certainement dans un contexte similaire et n'échappera pas à cette réalité.

2.3.7. Systèmes de gestion des plaintes et de règlement des différends

Bien que la passation des marchés du projet soit régie par le « *Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant de la Banque mondiale le financement de projets d'investissement, (juillet 2016, révisions novembre 2017, août 2018 et novembre 2020),* il convient de préciser que la Règlementation nationale, qui s'applique pour toute dispositions non contraires audit Règlement, a beaucoup évolué sur ce volet, avec le Décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant nouveau Code des Marchés Publics au Cameroun.

En effet, le Code Camerounais des marchés publics consacre désormais un des organes phares, qui organise le système de gestion des plaintes et de règlement des différends dans les marchés publics. Jusque-là absent, et constituant le ventre mou du système, le « CER » (Comité chargé de l'Examen des Recours résultant des marchés publics) est désormais une réalité. Depuis le 08 décembre 2021, la signature par le MINMAP de l'Arrêté 413A/PR/MINMAP portant organisation et fonctionnement du CER, place le Comité auprès de l'organe en charge de la régulation des marchés publics (ARMP). Les membres ont été nommés dans la foulée, et le Comité est opérationnel.

Les dispositions réglementaires en vigueur au Cameroun et applicables à toutes les Autorités Contractantes, y compris celles des projets sur financement conjoint, se résument comme suit :

- **Recours en phase de passation (Art 170 et suivant du CMP)**

Les Candidats/soumissionnaires s'estimant lésés dans les procédures de passation des marchés peuvent introduire un recours (suivant l'étape de la procédure) auprès du MO/MOD, de l'AC, du Comité d'Examen des recours (CER) avec copie à l'ARMP et au PTF le cas échéant. Les recourants doivent motiver leur plainte pour être recevable. Les recours s'exercent à toutes les étapes de la procédure de PM (pré-qualification, lancement AO, ouverture et évaluation des offres et publication des résultats). Les recours peuvent être suspensifs ou non, des procédures de PM.

- **Recours en phase d'exécution (Art 1586, 187 du CMP)**

Tout cocontractant qui s'estime lésé, peut introduire un recours non juridictionnel auprès des instances appropriées. Toutefois, l'arrangement à l'amiable est privilégié avec possibilité d'un recours à un conciliateur.

Les instances de recours :
- L'Autorité contractante (AC/MO/MOD);
- L'Autorité non juridictionnelle MINMAP/ARMP/CER (Arrêté 413 du 8/12/20)
- Les juridictions nationales /internationales (Arbitrage);
- Les juridictions nationales compétentes pour les nationaux ;
- En cas d'Appel d'offres international et surtout en cas de financement extérieur, l'arbitrage peut se faire suivant les principes de la CNUDCI (Commission ONU Droit Commercial International) et de l'OHADA le cas échéant (pour les africains).

- **Cas de projet financé par la Banque Mondiale**

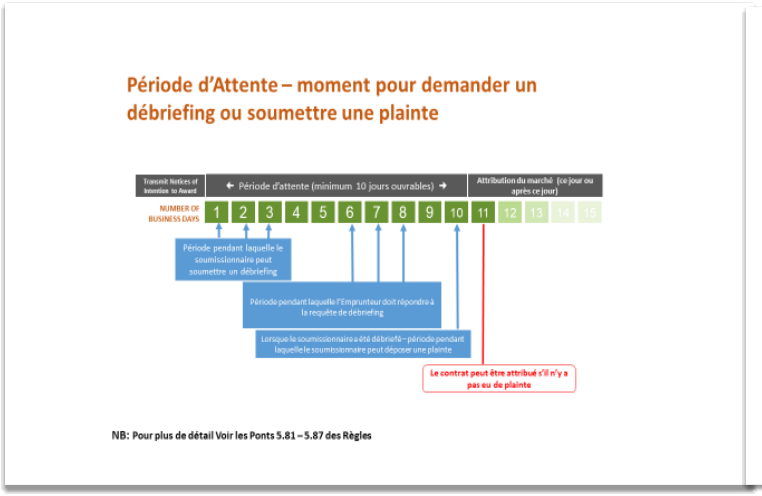
Les nouvelles Règles offrent aux Soumissionnaires et aux Candidats, un cadre plus rationnel de soumission des plaintes aux étapes suivantes du processus de PM (voir points : 3.26-31/5.78-87, Annexe-III du Règlement):

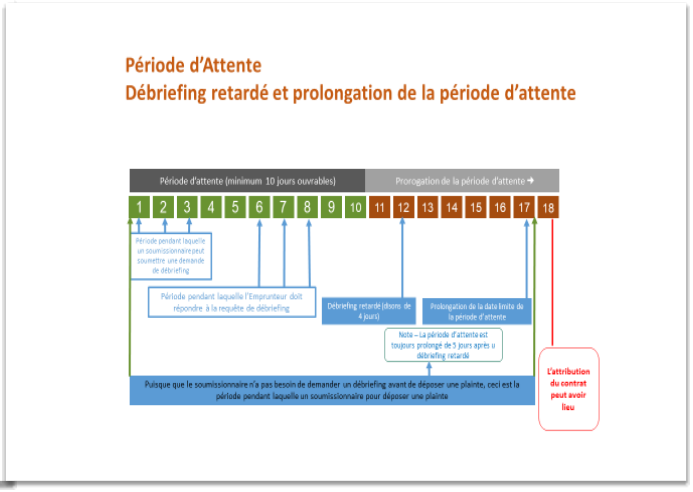
a. **Durant la phase de préparation :** sur certaines dispositions du dossier de sélection DAO/DAP/DPQ/DSI) ;

b. **Durant la phase d'évaluation** : en cas d'exclusion d'un Candidat/Soumissionnaire/ Proposant avant l'attribution : Ce dernier pourra demander des informations sur sa non qualification (short-list, évaluation technique, etc…);

c. **Durant la phase d'attribution (suite notification d'intention d'attribution) :** Institution de la période d'attente (Standstill Period « SP») de 10 jours , pendant laquelle tous soumissionnaire pourra demander un débriefing, voire déposer un recours.

- **La « Période d'Attente** » est la période comprise entre la notification d'intention d'attribution du marché au soumissionnaire retenu et l'attribution effective Période préalable et obligatoire avant l'attribution du marché qui est minimalement de 10 jours mais peut-être étendues;





La gestion des plaintes regroupe trois acteurs, à savoir :

- le Plaignant: Soumissionnaire ou le Candidat ;
- l'Agence d'exécution (au sein de l'Emprunteur) ;
- la Banque Mondiale.

La Banque est plus que par le passé impliquée dans la gestion des plaintes (gestion du risque). Parlant de la gestion centralisée des plaintes, les équipes de projet apporteront un appui accru dans la gestion des plaintes. La soumission d'une plainte peut avoir pour effet de suspendre le processus de PM. Toutes les plaintes doivent être transmises à la Banque, et être résolues de manière satisfaisante sous peine de nullité du contrat qui en résultera.

Concernant les marchés de travaux, le DTPM (Droit Civil, 2021 de la Banque mondiale) qui sera certainement utilisé dans le cadre de la passation des marchés importants de travaux de ce projet, prévoit qu'«**un Comité de Prévoyance et de Règlement des Différends (CPRD), convenablement qualifié, soit mis en place en temps opportun conformément aux dispositions du Marché ».**

Il sera fortement recommandé au MINDDEVEL de mettre cet organe en place. Sa composition suivant les montants des marchés se présente comme suit :

- Pour un Marché dont le coût est estimé à plus de 50 millions de dollars, le CPRD devrait être composé de trois (3) membres ;
- Pour un Marché dont le coût est estimé entre 20 millions de dollars et 50 millions de dollars, le CPRD devrait comprendre trois (3) membres ou un (1) membre unique ;
- Pour un Marché dont le coût est estimé à moins de 20 millions de dollars, un membre unique est recommandé.

Principales conclusions

De ce qui précède, nous pouvons affirmer sans se tromper que le Gouvernent du Cameroun en général, et le MINDEEVEL en particulier, disposeront de toutes les facilités pour mettre en œuvre la passation des marchés du Projet Gouvernance Locale et Résilience Communautaire, dans d'assez bonnes conditions. Les faiblesses et

les menaces relevées sont largement compensées par les forces et les opportunités évaluées.

Les équipes de préparation du projet veilleront à ce que, tous les organes et les structures proposés soient effectivement mis en place, bien avant le début (de la mise en œuvre) du projet. Un accent particulier doit être mis sur le choix des hommes appelés à animer ces organes et structures (de coordination et de gestion du projet) aussi bien au niveau central, que déconcentré.

Le renforcement des capacités sera le maître-mot, notamment en début du projet. Cela concerne tous les intervenants dans la chaîne de mise en œuvre, en passant par les CTD, les CLD et les populations bénéficiaires, qui prendront une part importante dans la réalisation des activités du projet (THMO).

Une vigilance accrue est appelée sur l'esprit décentralisé du projet, qui présente certainement des risques importants de dérapage, ou manque de synergie dans la réalisation des activités, dans toutes les zones de projet. Une supervision rapprochée est fort recommandée à cet effet.

2.4. Analyse du marché

Les acquisitions envisagées dans le cadre du présent projet portent sur les quatre catégories de marchés à savoir : travaux ; fournitures ; services autres que les services de consultants et services de consultants.

L'analyse PARETO des marchés envisagés sur le projet de PPM des 18 premiers mois, et même probablement sur toute la durée du projet, fait apparaître un total **de 314 contrats/marchés** correspondant au nombre de consultations (AO/DC/DP) à lancer (certain seront allotis), représentant 86,41 millions de Dollars US, répartis comme suit :

i- **Marchés de travaux : 56%** en valeur (dont 25 en nombre, soit 8 %) ;
ii- **Marchés de fournitures : 8 %** en valeur (dont 67 en nombre, soit 21 %) ;
iii- **Contrats de services (autres que les services de consultants) : 6%** en valeur et 103 en nombre (soit 33%) :
iv- **Contrats de services de consultants : 31 %** et 119 en nombre, soit 38.

Travaux		Fournitures		Services (ASC)		Consultants		Cumul	
Nbre	Montant (USD)	Nbre	Montant (USD)	Nbre	Montant (USD)	Nbre	Montant (USD)	Nbre	Montant (USD)
25	51 000 000	67	6 735 000	103	5 195 000	118	26 480 000	314	86 410 000
0,08	**0,56**	**0,21**	**0,08**	**0,33**	**0,06**	**0,38**	**0,31**	**1**	**1**

Tableau récapitulatif de l'analyse PARETO sur le base du PPM des 18 premiers mois

Cette évaluation ne prend pas en compte les travaux (à identifier) qui seront directement confiés aux populations bénéficiaires au travers des THIMO, sous l'encadrement et la surveillance des ONGS ou Cabinets d'études techniques. Dans ce cas, les prestataires seront directement payés

individuellement, via les transferts de fonds (paiements électroniques). En les intégrant, les travaux représenteraient environ 60% à 70% du montant prévu pour les premières années de vie du projet.

La particularité de ce projet qui combine plusieurs facteurs dont notamment le tryptique « FCV » et la décentralisation, recommande fortement l'utilisation, autant que faire se peut, de la ***« stratégie de passation des marchés en zone considérée comme d'insécurité et en situation d'urgence*** » mise en place par le PNDP (voir Annexe du PPSD).

2.4.1. Etudes du marché des 04 catégories de marchés

Les marchés et contrats seront passés au niveau de l'UGP-C et des CTD bénéficiaires, par la Commission Spéciale de Passation des Marchés du projet au niveau central et par les CIPM des CTD, pour les prestations dont la mise en œuvre sera décentralisée. Les compétences des commissions dépendront des arbitrages à faire lors des évaluations.

- ***MARCHES DE TRAVAUX***

Éléments analyse	**Types de Travaux**	
	Travaux de réhabilitation et ou de réalisation : **i- d'infrastructures et installations de services sociaux /communautaires identifiées par les CDL** **ii- d'infrastructures de base au niveau communautaire (routes et structures annexes ; petits travaux**	iv- **Réalisation des travaux de construction et/ou de Réhabilitation d'infrastructures visant à soutenir l'adaptation au climat (Protection de la couverture du sol par la végétation/le reboisement ; Gestion des inondations, Structures de prévention de**
Nature de la concurrence	Nationale ouvertes à toutes les entreprises qualifiées	
Capacité de l'offre du	le marché dispose de plusieurs entreprises capables de réaliser les travaux	
Facteurs ayant une influence sur le marché	*Positifs :* • Expérience dans la passation et la gestion des marchés ; • Maîtrise de l'environnement des • travaux ; • Compétences techniques des acteurs impliqués dans la chaîne de validation des décomptes ; • Expérience dans le suivi et le contrôle des travaux par le MOE et le MO ; • La source de financement (Banque mondiale), suscitera une plus grande participation des entreprises ; • Engouement des entreprises locales et facteur de	*Négatifs :* • Méconnaissances des procédures de la Banque mondiale • Les intempéries et les conditions d'accès aux sites parfois difficiles ; • L'insuffisance de la main d'œuvre locale qualifiée, dans la zone d'intervention ; • La rareté des entreprises ayant une surface financière capable de réaliser les grands travaux ; • L'éloignement des carrières de gravier par rapport aux sites des travaux ; • Mise à disposition du site par des bénéficiaires.

Comment les facteurs ci-dessus peuvent affecter la participation des soumissionnaires	• La plupart des entreprises qui ne sont habituées qu'aux procédures nationales peuvent s'abstenir ou présenter des offres non conformes ; • Les intempéries et les conditions d'accès aux sites limitent la mobilité du personnel et l'approvisionnement des chantiers ; • L'insuffisance de la main d'œuvre qualifiée dans la zone d'intervention entraîne l'importation du personnel à rémunérations onéreuses ; • La rareté des entreprises ayant une surface financière capable de réaliser les grands travaux limite la concurrence ; • L'éloignement des carrières/zones d'emprunts par rapport
Principaux Entrepreneurs	• Grandes sociétés d'infrastructures internationales (succursales) et nationales • Entreprises nationales de travaux de génie-civil, de routes, de bâtiments, de construction des équipements collectifs, de
Coûts associés aux travaux des entrepreneurs	*Frais d'exécution :* • Déboursés (tous les inputs : matériaux, matériels, mains d'œuvre, consommables, etc..) ; • Les frais généraux et frais associés, comprenant les frais pour mobilisation des experts, les frais de fonctionnement, de laboratoire et d'études, les charges locatives, les frais de fonctionnement du bureau de chantier, les frais d'équipement du bureau de chantier, véhicules de liaison et de chantier ; les frais financiers (coût de prêt ou garantie bancaire, charges d'assurance et impôts), missions de backstopping • Frais liés aux risques (réputation du MO, Financement) et de
Méthodes de calcul des coûts utilisées par les	Contrats basés sur le prix unitaire
Tendance des	Stabilité des coûts pour les 18 premiers mois et révisables au-delà.
Risques associés au marché et sa gestion	• Compétences techniques limitées et faible capacité financière de l'entreprise titulaire ; • Retard dans l'exécution des contrats du fait des longs délais de validation des options techniques et les modifications techniques ; • Retard dans les paiements des décomptes. • Retard dans l'exécution des travaux du fait des risques
Expérience antérieure	• Le Cameroun dispose d'une expérience avérée dans la réalisation des infrastructures de même nature ou similaires
Impacts (positifs ou négatifs) probables de l'acquisition de l'Emprunteur et la réalisation du marché	*Positifs :* • Contribution à la sécurité de la population ; • Développement de l'économie locale ; • Prolongement de la vie du lac • Renforcement de la sécurité alimentaire ; • Augmentation de la production et des rendements ; • Amélioration des revenus des bénéficiaires ; • Création des emplois au profit des jeunes ; • Contribution à la réduction de l'exode rural ; *Négatifs :* • Afflux important des populations avec comme conséquence la propagation de diverses maladies et le risque de AES-HS

MARCHES DE FOURNITURES ET DE SERVICES AUTRES QUE LES SERVICES DE CONSULTATIONS

Eléments d'analyse	**TYPES DE FOURNITURES**
	i- Matériel et équipements de protection Individuelle pour les populations impliquées dans l'exécution des THIMO ; **ii- Boîtes à pharmacie au bénéfice des populations impliquées dans l'exécution des THMO ;** **iii- Équipements pour crèches temporaires pour les zones bénéficiaires des THIMO ;** **iv- Equipements informatiques, Equipements et mobilier de bureau, matériel roulant ; terminaux de communication ; groupe ;** **v- Campagne de communication, de ciblage, maintenance d'équipement informatique et électrique ; gardiennage ; assurance ; internet**
Nature de la concurrence	Internationale, Nationale (AOI ; AON, DC/CF)
Capacité de l'offre du marché	L'offre est capable de couvrir la demande
Facteurs ayant une influence sur le marché	- le nombre d'ONG limitées ou peu expérimentées ; - l'innovation ; - l'organisation du processus d'achat ; - la gouvernance ; - la source du financement - le délai de paiement ; - le niveau de bureaucratie - termes et conditions contractuels ; - la rentabilité ; - l'évolution de la règlementation dans le secteur des TIC et du développement durable ; - l'homogénéité des produits
Comment les facteurs ci-dessus peuvent affecter la participation des soumissionnaires	- la recherche de l'innovation, les longs délais de paiement et du processus d'achat ainsi que les termes contractuels trop exigeants peuvent limiter la participation des soumissionnaires ; - Par contre la source de financement (Banque mondiale), la bonne gouvernance et la standardisation des besoins susciteront une plus grande participation.
Principaux fournisseurs	- grandes surfaces ; - cabinets d'ingénierie et intégrateurs de solutions ; - assembleurs locaux ; - Très Petites Entreprises
Coûts associés aux fournitures	- acquisition ; - utilisation ; - maintenance ; - traitement du produit en fin de vie
Méthodes de tarification utilisées par les fournisseurs	Tarification à l'unité du bien vendu avec une possibilité de réduction de la marge en fonction des quantités vendues à un seul client et du pouvoir de négociation de ce dernier.
Tendance des prix	La tendance est à la stabilité des prix avec une réduction de la qualité liée à l'origine de certains produits.
Risque associé au marché et sa gestion	- Acquisition des fournitures de contrefaçon ; - Choix d'un mauvais fournisseur - non-participation des fournisseurs performants

Expérience antérieure de l'Emprunteur	Les équipements livrés répondent très souvent aux spécifications techniques exigées. Cependant, les délais de livraison aux lieux convenus font généralement l'objet de prorogation
Impact de l'achat de l'Emprunteur sur le marché	L'Emprunteur étant l'un des plus importants acheteurs, son achat peu influencer la qualité et la performance des fournitures disponibles

▯ Marchés de Services de Consultant

Eléments d'analyse	TYPES DE SERVICES DE CONSULTANTS	
	i. Ciblage géographique et la sélection des bénéficiaires ; **ii. Formation aux compétences de base des membres des CDL ;** **iii. Accompagnement des CDL dans le choix, des infrastructures communautaires clés à réhabiliter ou à construire via des subventions communautaires ;** **iv. Accompagnement des CDL dans la supervision et le contrôle des travaux de construction ou de réhabilitation d'infrastructures communautaire ;** **v. Maîtrise d'œuvre complète (Etudes APS/APD/DCE & supervision) des travaux de Construction et réhabilitation d'infrastructures intercommunales ;** **vi. Consultants à recruter dans le cadre de la composante 2 « Améliorer le cadre institutionnel pour la gouvernance locale et la capacité des entités décentralisées à fournir des services »**	
Nature de la concurrence	Méthodes concurrentes (SFQC) pour des montants au-dessus de 300 000 USD et non-concurrentes (QC) pour des prestations de moindre envergure (<300 000 USD)	
Capacité de l'offre du marché	L'offre est capable de couvrir la demande tant que c'est au niveau international	Offre faible au niveau national surtout en lorsqu'il s'agit des firmes.
Facteurs ayant une influence sur le marché	***Positifs*** - la gouvernance ; - la source du financement - le délai de paiement ; -le niveau de bureaucratie - les termes et conditions contractuels ; - la rentabilité ; - la fiscalité des marchés publics ;	***Négatifs*** - l'insécurité et zones difficiles d'accès ; - la source du financement - le délai de paiement ; - le niveau de bureaucratie - les termes et conditions contractuels ; - la fiscalité des marchés publics ;
Comment les facteurs ci-dessus peuvent affecter la participation des soumissionnaires	-la recherche de l'innovation, les longs délais de paiement et du processus d'achat ainsi que les termes contractuels trop exigeants peuvent limiter la participation des soumissionnaires ; - Par contre la source de financement (Banque mondiale), la bonne gouvernance susciteront une plus grande participation.	
Principaux Consultants	- Cabinets internationaux ; Cabinets d'ingénierie locale ; ONGs exerçant dans le développement local	
Coûts associés aux services des consultants	- Mobilisation des experts; - Sécurité des experts et des consultants dans les zones à risque ; - Frais remboursables. - Matériel à utiliser pour les études de faisabilité	
Méthodes de tarification utilisées par les fournisseurs	*Tarification basée sur la valeur* (les prix sont établis par rapport aux attentes du Client, à la notoriété du consultant, à la valeur que le consultant sollicite dans sa proposition.	
Tendance des prix	Coût assez élevé en raison de la rareté de l'expertise locale	
Risque associé au marché et sa gestion	- Insuffisance des Experts au niveau local - retard dans l'exécution des contrats du fait des longs délais de validation des livrables des consultants ; - Choix d'un mauvais consultant - Non-participation des consultants qualifiés du fait des termes de référence mal définis et des longs délais de passation	

Expérience antérieure de l'Emprunteur	- Délais de traitement et de paiement des factures trop longs - l'utilisation d'une méthodologie non conforme ; -l'utilisation d'une méthodologie et des techniques non conformes ; - faible collaboration des responsables de l'administration en charge de l'Education ; - Faible coordination des structures administratives en charge de l'accompagnement des consultants dans le cadre de leurs prestations
Impact du contrat avec l'Emprunteur sur le marché	-Projet peu performant avec des risques de suspension ou de perte de ressources - risque permanent d'annulation des activités et de restructuration du projet - faibles capacité des crédits pour les années à venir

2.4.2. Marché des transfers monétaires

Le transfert monétaire au Cameroun est dévolu aux banques commerciales, aux établissements de microfinance ou aux sociétés de transfert d'argent installées au pays et ayant un agrément. A ces principaux acteurs viennent de s'ajouter récemment, les opérateurs de la téléphonie mobile avec les transferts électroniques (Mobile Money).

Le marché Mobile Money du Cameroun est contrôlé par les deux principaux opérateurs de téléphonie mobile que sont Orange et MNT. Les deux revendiquent à eux tout seuls, un peu plus de 88,31% du marché national. En juillet 2021ces deux principaux opérateurs ont déclaré, tous les deux 16 800 milliards de CFA de transaction annuelle, soit plus de trois fois le budget du Cameroun.

Un frein à l'utilisation des modes de transferts classiques est la faible bancarisation, et le caractère essentiellement informel de notre économie. De plus, les populations cibles que sont les bénéficiaires des THIMO, sont loin de remplir les conditions exigées pour l'ouverture des comptes dans les établissements financiers. L'économie du Cameroun étant à plus de 90% basée sur l'informel, l'essentiel des transactions financières se déroule en dehors des circuits financiers classiques (Banques et Ets financiers). Ce qui justifie entre autres, la percée de ce mode d'échanges monétaires.

Bien que le Cameroun connaisse un réel frémissement dans le secteur bancaire qui se rapproche de plus de la population avec à ce jour, 328 agences et 729 guichets automatiques sur le territoire national, le **taux de bancarisation reste faible. Bien qu'il a évolué (selon le MINIFI à APECAM Dec. 2021) de 11,2%, passant de 17,1% au 31 décembre 2017 à 28,3% au 31 décembre 2020, il reste néanmoins légèrement inférieur à la moyenne africaine qui est de 29%.** L'ambition du gouvernement est de porter ce taux de bancarisation à 80% en 2030, selon les prévisions de la SND/2020-2030. Il va de soi que cette ambition est loin d'être facile à réaliser. D'où la solution de se retourner entre autres, vers les solutions innovantes, que sont les transferts électroniques des fonds ou « mobile money ».

2.4.3. Dynamique du marché des transferts monétaires électroniques : "Mobile money"

Selon la BEAC, le Cameroun détient, à lui tout seul, 19,5 millions de comptes et la valeur des transactions, elle, est passée de 1 631,7 milliards de FCFA en 2016, à plus de 14 822 milliards de FCFA à fin décembre 2020.

Les Opérateurs du Mobile Money au CamerounEmetteurs	Partenaire Technique	Type de produit	Date d'autorisation	Date de lancement	Date d'arrêt	Nom commercial
BICEC	**Orange CMR**	Mobile Money	29/07/2011	21/09/2011		Orange Money
AFRILAND	**MTN CMR**	Mobile Money	29/07/2011	01/01/2012		MTN Mobile Money
SGC	**OBOPAY**	Mobile Money	02/12/2011	19/03/2012	2014	Monifone
				2018		YUP
ECOBANK	**MTN CMR**		29/07/2011			Mtn Mobile Money
ECOBANK	**CAMPOST**	Ecobank Mobile	2021			Ecobank mobile
UBA	**Orange CMR**					Orange Money
CBC	**GIE-GCB**	Carte prépayée	**	01/05/2010		Carte Salaris
BGFIBank CMR	**CHAKA mobile**	Mobile Money	28/11/2017			BGFI Mobile
EXPRESS UNION		Mobile Money	2008	2010		EU Mobile
Yoomee	**YOOMEE**	Yoomee Mobile				Yoomee Mobile

***Sources* : ART (Agence de Régulation des Télécommunications)**

Par ailleurs, le Gouvernement encouragerait d'avantage ce mode d'échanges plutôt que les paiements en espèces. Le Cameroun prépare en effet, des mesures fiscales visant à décourager les transactions en cash. Selon la circulaire relative à la préparation de la loi de finances 2022 du 30 août 2021, le pays envisage « *la mise en place des mesures fiscales visant à rationaliser les transactions effectuées en espèces* » comme l'une des mesures de renforcement de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale.

La banque centrale annonce ainsi de belles perspectives pour le Mobile Money, service présenté comme « *un véritable catalyseur de l'inclusion financière, du développement de la numérisation ou de la digitalisation des paiements, et par là du développement des économies africaines* ».

Principales conclusions :

Comme nous le relevions plus haut, les acquisitions envisagées dans le cadre du présent projet portent sur les quatre catégories de marchés représentant respectivement en valeur monétaire : travaux (62%) ; fournitures (16%); services autres que les services de consultants (4%); services de consultants 18%).

Les méthodes concurrentielles sont la règle pour toutes les catégories. Toutefois, pour les contrats de consultants de moins de 300 000 USD, la méthode de sélection fondée sur les qualifications des consultants ''QC'' (sans évaluation ni comparaison des propositions sera appliquée, conformément au Règlement de la banque mondiale.

Le marché est essentiellement local et il sera à notre avis un peu difficile d'intéresser les firmes étrangères, sauf si celles-ci sont déjà installées sur le terrain.

Pour épouser l'esprit de la décentralisation et la mettre en pratique les marchés seront après arbitrage, passés aussi bien au niveau central par la CSPM, que par les CIPM des CTD bénéficiaires. Il est fortement recommandé de s'inspirer de l'expérience du PNDP, qui a mis en place des Manuels simplifiés de passation des marchés au niveau local agréé par la Banque. Le PNDP a également développé une « Stratégie de passation des marchés en zone considérée comme d'insécurité et en situation d'urgence du PNDP » dont le PGL-RC pourrait s'inspirer.

Concernant les THIMO (Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre) qui impliquent le paiement direct des populations bénéficiaires, au regard de l'évolution technologique d'une part et des contraintes de terrain (possession de téléphones, de CNI) et la possibilité d'ouverture des comptes bancaires ou dans les EMF d'autre part, il est recommandé l'utilisation des deux modes de transferts monétaires courants (Transfert physiques par les microfinances et les transferts électroniques, en fonction des réalités du terrain. Toutefois les transferts électroniques devraient être privilégiés notamment dans les grandes villes et les autres zones urbaines et périurbaines. La méthode de sélection recommandée pour ces Agences de paiement sera l'appel d'offres ouvert avec la possibilité d'utilisation des accords-cadres.

3. Justification de la stratégie de passation des marchés (PPSD)

La PPSD traite de la façon dont les activités de passation des marchés aideront à atteindre les objectifs de développement du projet et à optimiser l'utilisation des ressources en appliquant une approche basée sur les risques. Le PPSD fournit la base et la justification des décisions d'achat, y compris l'approche du marché et les méthodes de sélection. Le niveau de détail et d'analyse de la PPSD est proportionnel aux risques, aux montants et à la complexité des marchés à passer dans le cadre du projet. Étant donné le montant du crédit, le nombre d'activités de passation des marchés de ce projet et les montants, l'Emprunteur a opté pour une PPSD simplifiée en s'assurant que les modalités de passation des marchés, incluses dans la PPSD, soient conformes aux principes fondamentaux de la Banque en matière de passation des marchés.

L'Emprunteur a la responsabilité d'élaborer la PPSD durant la préparation du projet ainsi que le PPM initial qui couvre normalement au moins les dix-huit premiers mois de l'exécution du Projet. La Banque examine la PPSD et approuve le Plan de Passation des Marchés avant la fin des négociations du crédit. L'Accord de financement fait référence au Plan de Passation des Marchés approuvé par la Banque pendant la négociation du crédit, ce qui rend ledit plan juridiquement contraignant pour l'Emprunteur.

Les marchés de Fournitures, Services ainsi que les Services de Consultants et qui doivent être financés par les fonds du crédit seront passés conformément aux dispositions de passation des marchés contenues dans le document en français intitulé : «Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » en date de juillet 2016 mise à jour en novembre 2017, Aout 2018 et novembre 2020 .

Les conclusions de cette stratégie sont basées sur les informations et les données disponibles à la date de rédaction de ce document. Si les données changent ou si des modifications majeures sont apportées au montage ou au contenu du projet, la stratégie se devra d'être actualisée en conséquence.

Principales conclusions

La Stratégie (PPSD) est préparée pour garantir que les achats comme les activités sont regroupés et préparés de manière à minimiser les risques pour le projet. La PPSD conclut que l'environnement est favorable à la passation des marchés des activités envisagées dans le cadre du projet proposé. Ils comprennent principalement ;

- ***(i) Travaux : Il n'est pas prévu de travaux d'envergure. Il sera possible avec l'évolution de la préparation du projet d'envisager des travaux de très petites tailles pour la rénovation de certains locaux du projet notamment en régions.***
- ***(ii) Fournitures de biens : matériel roulant ; matériel pour le THIMO ; matériel et consommables informatiques ; mobilier et équipements divers ; etc...***

(iii) ***<u>Services autres que les services de consultants</u> : Agences de paiement des bénéficiaires a- des transferts monétaires ordinaires (TMO); b- transferts monétaires d'urgence (TMU); c- Transferts pour travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO).***

(iv) ***<u>Services de consultants</u> : consultants individuels et cabinets de consultants pour des activités spécifiques à savoir : INS pour la réalisation d'enquêtes diverses ; des accompagnateurs des bénéficiaires ; des formateurs* sur les activités génératrices de revenus (AGR) *; des opérateurs de terrain ; des Consultants (firmes) pour l'organisation du ciblage d'urgence des ménages potentiellement bénéficiaires.***

Un plan de passation des marchés pour les 18 premiers mois du projet est inclus dans le PPSD.

4. Evaluation du risquee de la passation des marchés

Le risque lié à la passation des marchés des projets et programmes de même nature et exécutés dans des conditions quasi-similaires ont été notés ''**<u>Elevé''</u>** par la Banque Mondiale, dans ses différentes évaluations (PRAMS, PPR).

Pour ce qui est du projet « Gouvernance Locale et Résilience Communautaire », les choses ne devraient pas particulièrement changer. En effet, compte tenu de ce qui précède à savoir : (i) de la jeunesse relative du MINDDEVEL, abritant le projet ; (ii) du caractère décentralisé de la passation des marchés dans un contexte où les CTD n'ont aucune expérience de gestion des projets de cette envergure ; (iii) du contexte du pays et du risque associé ; (iv) du fait que ce projet utilisera le nouveau cadre de passation des marchés de la Banque mondiale (Règlement de passation des marchés de la Banque mondiale dans le cadre du FPI, de juillet 2016 et révisé en novembre 2017, août 2018 et novembre 2020); et (v) de l'importance d'une capacité adéquate de gestion des contrats de l'UGP,

Le risque de passation des marchés du projet après l'application des mesures d'atténuation envisagées, pourrait être noté <u>''Elevé'',</u> en attendant l'évaluation PRAMS qui se fera lors de la phase d'évaluation.

<u>Ceci est l'hypothèse de travail retenu, sur laquelle a été bâtie la présente Stratégie.</u>

De ce ranking (voir tableau ci-dessous) dépendront les seuils de revue préalable par la Banque et les méthodes de passation des marchés, pour assurer l'atteinte des OPD, garantir l'optimisation des ressources et minimiser les risques.

Une évaluation du MINDDEVEL et les structures de gestion du projet sera réalisée lors de la phase d'évaluation du projet. Des mesures d'atténuation appropriées seront proposées pour assurer une mise en œuvre réussie de la passation des marchés.

Type de passation des Marchés	Risque Elevé	Risque Substantiel	Risque Modéré	Risque Faible
Travaux, Contrats clé en main et Contrats de Fourniture et Montage d'Installations	5	10	15	20
Fournitures, Système d'information, et Services autres que les services de consultants	1.5	2	4	6
Consultants Firmes	0.5	1	2	4
Consultants Individuels	0.2	0.3	0.4	0.5

Figure* - Seuils de revue préalable (millions USD) - Projets de la Banque Mondiale en fonction du *risque

A ce stade de la préparation, l'évaluation du risque de la passation des marchés peut se résumer comme suit :

Description des risques	Description des mesures de mitigation	Allocation des risques
Difficulté dans la définition des activités de passation des marchés du fait d'une part, de la complexité du projet et d'autre part, de nombreux arbitrages à faire dans un contexte où le projet est certes national, mais des conditions restrictives restent applicables aux deux régions anglophones où sévissent des troubles socio-politiques avec des groupes armés	- Réaliser les études de préparation et de programmation des activités notamment de la composante 1 ; - Achever le cadrage des activités tout au moins pour les périodes à venir pour des activités déjà connues et définies ; - Initier des échanges entre les parties prenantes. Les arbitrages permettront de prendre des décisions et des orientations compatibles avec les ODP.	UGP-C/CRC/MINDDEVEL/ CTD Equipes de préparation du Projet/ Banque Mondiale
Le choix des zones du projet et des sites de réalisation des activités assez complexe et pas facile à mettre en œuvre avec le principe basé sur les évaluations de la vulnérabilité spatiale qui doivent évaluer : (i) les vulnérabilités socio-économiques, (ii) les facteurs internes de la FCV, soit le nombre de conflits/violences, les personnes déplacées internes ; et (iii) l'afflux des réfugiés.	- La sélection finale des communes ciblées se fera sur des critères bien établis afin d'avoir un aperçu véritable des communes les plus vulnérables et bénéficiaires du projet. Des consultants/ ONGs/ OSCc connus et compétents en la matière seront mis à contribution ; L'expérience des autres projets (projet Filets Sociaux ; PDUE/PDVIR ; PNDP ; PDF-VM ; PROLAC, Etc.) seront mis à contribution	UGP-C/MINDEVEL/ ONG/BM
Retard dans la passation des marchés pour cause de spécifications techniques/ termes de référence non disponibles à temps	Exiger l'élaboration à temps des TDRs/ spécifications techniques par les services compétents. Les ANO de l'IDA obtenus à temps avec des inputs enrichissants	UGP/Ministères techniques/ BM

Problème de la capacité des ONG/OSC locales et certains Cabinets de consultants, du point de vue, organisationnel, matériel, financier et technique	- Mise en place de la base de données ou d'un répertoire d'ONG performantes reconnues par la qualité de leurs prestations dans des projets similaires. En tenir compte dans les critères d'évaluation et de qualification. Il pourra être envisagé le cas échéant, des consultations restreintes adressées aux candidats pré-qualifiés. - Aménagement des conditions de règlement pour démarrer les activités sur le terrain par les ONGs sans grande capacité financière.	UGP/ONGS/ Banques
Non disponibilité éventuelle de consultants compétents pour des prestations spécifiques	Publication des AMIs dans un journal à grand tirage et sur les pages web indépendamment du montant du contrat. Elargir la compétition ouverte	UGP/CRC/MINDDEVEL /CTD Bénéficiaires
Suivi et gestion des contrats non efficients	Renforcement des capacités du personnel dans ce domaine et mise en place des PGC des gros contrats avec l'assistance d'une expertise de haut niveau	UGP/CRC/MINDDEVEL /CTD Bénéficiaires/ Banque Mondiale
Non-exécution des marchés dans les délais contractuels et recours aux avenants	-Faire une bonne évaluation des activités et donner les délais raisonnables pour la préparation des offres et la réalisation des prestations ; - les prestataires doivent proposer les délais raisonnables, dans lesquels ils estiment réaliser la mission	-UGP-C/CRC/MINDDEVEL - CTD/ Bénéficiaires - Banque Mondiale - Prestataires
Non-exécution des marchés du fait de la sous-évaluation budgétaire	- Elaborer avec beaucoup de précision les spécifications techniques et les termes de référence des activités ; - Effectuer si possible des descentes sur le terrain afin d'allouer un budget raisonnable pour la réalisation des activités ; - Les prestataires doivent faire des offres réalistes	- UGP-C/CRC/MINDDEVEL - Bénéficiaires/ CTD - Prestataires
Non maîtrise du nouveau cadre de passation des marchés sur la base duquel les acquisitions du FA seront faites	- Renforcement des capacités de tous les acteurs de la passation des marchés et autres des Bénéficiaires (CTD)	-Banque Mondiale - Consultants Extérieurs - UGP-C/ MINDDEVEL
Dysfonctionnement de la CSPM du projet et/ Ou des CIPM au niveau local pour les activités entièrement décentralisée	- Mettre en place et à temps, la CSPM et lui donner les moyens de fonctionnement adéquats y compris le paiement des frais des sessions ; - Mobiliser les FCP (Fonds de contrat partie) à temps et les disponibiliser ; - Prendre en compte dans le cadre institutionnel la capacité des CIMP au niveau des CTD à assurer la PM au niveau local	- MINDDEVEL - MINMAP - MINEPAT/MINFI

Fraude et corruption et dans le processus de passation et d'exécution des marchés. Ces fléaux pourraient s'accentuer avec la déconcentration des activités (multiplication d'intervenants au niveau local)	Exigence du respect des principes de bonne gouvernance et de l'application strict des mesures en matière de lutte contre la fraude et corruption aussi bien au Client qu'aux fournisseurs en général.	-UGP-/CRC/MINDDEVEL - Bénéficiaires/ CTD - Prestataires Client / Fournisseur / - Banque Mondiale
- Problème de réalisation des prestations (travaux, acheminement du matériel) dans les zones à risques (sécuritaire et à saisonnalité)	- Le MINDDEVEL prendra toutes les dispositions pour assurer la sécurité des prestataires et des personnes exécutent le projet ; - Les fournisseurs devront sécuriser la livraison de leurs équipements et la mise à disposition dans les zones cibles du projet, en prenant en compte la saison des pluies et les potentiels risques sécuritaires d'acheminement (se renseigner sur les couloirs de livraison en évitant les bandits armés) - Prévoir la sollicitation de l'appui des forces de l'ordre	- UGP-C/ CRC/MINDDEVEL - Autorités Administratives & Forces de Sécurité - Prestataires
- Problème de paiement des prestataires intervenant dans les THIMO (d'acheminement des fonds ou mise à disposition des fonds) vers les zones à risques sécuritaires	- Les agences de paiement devront sécuriser les fonds et la mise à disposition de ceux-ci aux bénéficiaires du projet, en prenant en compte les potentiels risques sécuritaires. - Favoriser les transferts électroniques surtout le Mobile Money (MOMO) - Prévoir la sollicitation de l'appui des forces de l'ordre	- UGP-C/ CRC/MINDDEVEL - Autorités Administratives & Forces de Sécurité - Agence de paiement

<u>Principales conclusions</u>

Au regard de l'analyse ci-dessus, l'ensemble des risques identifiés peuvent faire l'objet de mesures d'atténuation convenables. Bien qu'à ce stade du projet, il soit difficile de bien définir l'ensemble des activités du projet, eu égard à la répartition géographique des bénéficiaires. Il est recommandé d'achever rapidement les études préliminaires (identification et analyse des opportunités/potentialités socio-économiques des CTD) et les arbitrages nécessaires avant de lancer au plus vite les études de programmation et de ciblage.

Une vigilance renforcée devrait être observée dans la rédaction des spécifications techniques des différentes opérations de transferts monétaires, en prenant en compte les transferts électroniques. Il en est de même pour tout le matériel spécialisé à acquérir dans le cadre des THIMO. La même vigilance sera accordée aux termes de référence des différentes missions des ONGs/Cabinets de consultants à recruter et dont le rôle est central dans la réussite du projet, pour les composantes concernées.

Un renforcement global des capacités des acteurs en matière de passation et de suivi de l'exécution des marchés et contrats est indispensable. L'équipe devrait bénéficier le cas échéant, d'un réel appui en début de projet pour la préparation, et la passation des marchés importants, qui sont pour la plupart des activités répétitives. Certaines activités (Services ASC) nécessitent des Contrats-cadres bien encadrés, dans le temps et dans leur gestion, étant donné que les Bons de commandes seront utilisés à chaque fois que le ciblage, la validation par les bénéficiaires et les gestionnaires du projet, par zone géographique seront achevés. Il en est de même de l'expressions des besoins de fonctionnement des Unités de gestion du projet.

5. Objectifs clés de la passation des marchés

Les objectifs de la passation des marchés se fondent sur l'analyse de stratégie, l'évaluation des risques et l'analyse des parties prenantes, afin de servir à l'atteinte des ODP (Objectifs de Développement du Projet), tout en garantissant l'optimisation des ressources.

Les objectifs clés de la passation des marchés définis ci-après devraient être de type SMART (Spécifiques, Mesurables, Appropriés, Réalistes et Temporellement définis). Mais à ce stade de la préparation du projet, il sera difficile de le faire, au regard de la complexité du projet et des nombreux arbitrages encore en cours et à mener lors des études de concepts clés du projet. Il est particulièrement fait allusion au choix des sites bénéficiaires et à la couverture géographique du projet qui sont basés sur le tryptique de principe dits « FCV » à savoir : **Fragilité – Conflits – Violence/Vulnérabilité.**

Ces arbitrages qui seront menés avec une forte implication des CTD bénéficiaires, permettront à terme de définir des activités de passation dans le respect de l'ODP et des indicateurs du projet.

Ce projet étant logé au **Ministère chargé de la décentralisation et du développement local**, processus qu'il accompagne et doit rendre effectif, un accent particulier sera mis sur les achats locaux, dès lors que les activités y relatives et les modalités de mise en œuvre seront définies.

Toutefois, les objectifs ci-dessous seront la boussole de la passation des marchés pour ce projet:

- Définir autant que faire se peut, les besoins en termes de biens, de services ou de travaux ; déterminer quelle est la personne (morale /physique) ou l'organisation la mieux à-même de fournir ces biens, ces services, ou de réaliser ces travaux dans un souci permanent d'optimisation des ressources (ODR) avec intégrité, efficacité et efficience ;
- Déterminer grâce à des processus/procédures concurrentiels, équitables et transparents, les dispositifs acceptables, ainsi que les méthodes qui

conduisent aux résultats attendus, qui incluent également le développement durable et la protection de l'environnement ;

- Acquérir les biens et services et recruter des prestataires et les consultants dans les délais nécessaires à l'atteinte de l'objectif de développement assigné au projet ;
- Adapter de manière convenable et équitable les conditions d'appel d'offres telles que les exigences en matière de qualifications, de qualité, de coûts et les modalités de paiement, en tenant compte de la situation du marché ;
- Contribuer à minimiser d'une part les risques liés à la passation des marchés, et d'autre part les risques de défaillance et/ou d'incompétence des entrepreneur/fournisseurs/prestataires/ consultants y compris les litiges et les différends ;
- Permettre et faciliter la gestion technique, administrative et financière des marchés /contrats des entrepreneurs/prestataires/fournisseurs et consultants conformément aux clauses des marchés/contrats ; Veiller à l'achèvement des prestations ;
- Veiller à ce que les biens ou les services soient fournis, ou les travaux réalisés, au bon endroit, au bon moment, au meilleur prix, dans les délais requis, et selon un processus équitable et ouvert à la concurrence, dans son ensemble ;
- Décentraliser autant que faire se peut les acquisitions en mettant à contribution des instances locales (régionales et municipale) avec l'appui technique des CRC (Cellules Régionales de Coordination) qui seront mises en place par le projet.

6. Options de passation des marchés et recommandations

6.1. Préalables : Option d'approche du marché

- **Concurrence ouverte**

La mise en concurrence ouverte (appel d'offres/à propositions ouvert /à manifestation d'intérêt), sera la règle. Tout autre mode de recherche devra être justifié et spécifié dans le Plan de Passation des Marchés.

- **Concurrence restreinte**

La mise en concurrence restreinte consiste à ne contacter que certaines entreprises, sans publier d'avis. Cette méthode de sélection peut convenir pour des prestations en zone d'insécurité, ou des zones où interviendront les ONGs/OSCs et autres prestataires au niveau local (ciblage, campagne d'information, d'animation-sensibilisation, mise en place et formation des CLD ; encadrement des CLD et des prestataires de THIMO, etc…). Des longues listes seront établies au début du projet en collaboration avec les projets

similaires et comprendront les prestataires connus et ayant réalisé des prestations similaires avec satisfaction.

- **Recherche internationale**

Les Appels d'offres internationaux sont envisagés pour de gros contrats au-dessus des seuils recommandés (voir tableau ci-dessous), et lorsque la participation d'entreprises étrangères accroît la concurrence et peut permettre d'obtenir de meilleurs résultats du point de vue de l'optimisation des ressources et de l'adaptation à l'objectif visé.

- **Recherche nationale**

Comme convenu dans le Plan de Passation des Marchés, il peut être approprié de limiter la recherche de fournisseurs à la sphère nationale dans des conditions suivantes :

a. la taille et les conditions du marché national ;
b. la valeur du contrat;
c. des activités dispersées géographiquement, étalées dans le temps ou à forte intensité de main-d'œuvre ; ou
d. les fournitures, les travaux ou les services autres que les services de consultants sont disponibles dans le pays à des prix inférieurs à ceux du marché international.

Les consultations limitées au niveau national, correspondent le mieux aux projets d'appui à la décentralisation, comme le PGL-RC/ LOGO-RC). Les entreprises étrangères qui le souhaitent peuvent participer à un appel d'offres ouvert national**. Une étude sur les capacités des entreprises locales sera nécessaire pour conforter cette option.**

- **Participation Communautaire au Développement pour les THIMO**

Dans la mesure du possible et après la réalisation des études préalables (études de pré-faisabilité et/ou de programmation), devant aboutir au cadrage du projet par région, et au choix des sites des prestations (ciblage des bénéficiaires et choix des sites), certains travaux seront soit partiellement, soit entièrement réalisés par les populations bénéficiaires (jeunes, et membres des CLD), suivant le principe des THIMO (Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre), sous l'encadrement des ONGs et des Cabinets ayant une bonne connaissance technique et du contexte social.

Le Règlement de la Banque prescrit en effet que, Les modalités de passation de marchés, les spécifications et le contenu du marché peuvent être adaptés en tant que de besoin, d'une manière jugée acceptable par la Banque, lorsque, dans l'intérêt de la pérennité du projet ou afin d'atteindre certains de ses objectifs sociaux, il est souhaitable (pour des composantes précises du projet) de :

a. solliciter la participation de populations locales et/ou d'organisations non gouvernementales (ONG) à des Travaux de génie civil et à la fourniture de Services Autres que des Services de Consultants ;
b. stimuler l'utilisation des savoir-faire, des Fournitures ou des matériaux locaux ; ou
c. employer des techniques à haute intensité de main-d'œuvre ou d'autres technologies appropriées.

- **Seuils pour les méthodes de passation des marchés**

Marchés de Travaux, de Fournitures et Services (ASC)

Les seuils de passation des marchés se présentent comme suit au vu des conditions du marché :

TRAVAUX (US$ équivalent)			FOURNITURES & SEVICES (US$ équivalent)		
AOI (Appel d'Offres International	**AON (Appel d'Offres National)**	**CF (Consultation de Fournisseurs)**	**AOI (Appel d'Offres International**	**AON (Appel d'Offres National)**	**CF (Consultation de Fournisseurs)**
≥10.000.000	<10.000.000	<200.000	≥1.000.000	<1.000.000	<100.000

- **Dispositions spéciales sur les marchés : Achat de véhicules et du carburant**

Concernant les acquisitions de véhicules et de carburant, en fonction des circonstances et des besoins spécifiques du pays, le seuil pour la consultation de fournisseurs pourrait être porté à la contre-valeur de : USD 500,000 (en prenant soin de consulter tous les principaux concessionnaires de marque ou distributeurs de produits pétroliers).

Sélection des Consultants

Liste restreinte composée entièrement de firmes nationales: La liste restreinte de consultants pour les prestations d'études d'ingénierie, de contrôle et de surveillance estimées à moins de **300,000 US$** par contrat, et pour tout autre type de prestations, estimées à moins de **100 000 US$** par contrat, peut comporter entièrement de consultants nationaux selon les dispositions du Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) - Passation des Marchés de fournitures, de travaux et de services (autres que les services de consultants) et Services de Consultants, Juillet 2016, révisés en novembre 2017, août 2018 et novembre 2020 et l'Emprunteur ne procède pas à une publication dans UNDB.

Autre arrangement spécial de Sélection de consultants : Le seuil pour l'utilisation de la méthode de sélection de consultant fondée sur les qualifications des consultants est déterminé au cas par cas en tenant compte de la nature et de la complexité de la mission ; cependant, ce seuil ne devrait pas dépasser la contre-valeur de USD 300,000 sauf dans des cas exceptionnels prévus par le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) - Passation des Marchés de fournitures, de travaux et de services (autres que les services de consultants) et Services de Consultants, Juillet 2016, révisés en novembre 2017, août 2018 et novembre 2020.

Analyse des options

Commented [S1]: Voir pour les différents paragraphes

6.2.1. Travaux

Description du Contrat	***1- Réalisation des travaux de construction et/ou de réhabilitation d'installations de services sociaux communautaires identifiées par les CDL (Ecoles ; installations sanitaires ; eau et assainissement ; abris d'urgence) dans 06 Régions (AD-ES-NO-EN-NW-SW***
Catégorie de Marché	***Marché de Travaux***
Coût Estimé	**1 600 000 *USD*** ***(coût moyen prévisionnel par appel d'offres à lancer par Région)***

Approche de la Passation de Marché

	Aspect traité	Disposition adoptée	Justification
Besoins	Spécifications	Liste des sites, nature des travaux et spécifications techniques déterminées après réalisation des études préalables et APS/APD/DCE	Elaborer des spécifications techniques claires et exhaustives, en tenant comptes aux exigences de ce type de travaux et du
	Exigences de durabilité	Rester conforme aux normes internationales acceptables	Rester conforme au secteur concerné
Stratégie	Type de Contrat	Traditionnel	Conforme au DTPM
	Mécanismes d'établissement du prix	Bordereau des Prix / Mesurage	Bien évaluer les quantités et préciser les conditions d'évaluation des prix
	Relation Fournisseur	Collaborative	RAS
	Variation des prix	Prévoir le cas échéant une formule de révision des prix	Très faible probabilité de variation des prix sur ce type de matériel
	Forme de Contrat (Termes et Conditions)	Conforme au DTPM acceptable par la Banque – de préférence le TDPM Droit civil Avril 2021	Un marché par lot. Contrat-cadres avec Bons de Commande sur une durée de 03 ans par lot et par zone
Méthodes de	Méthodes de Sélection	Appel d'offres (AO)	
	Modalités particulières de Sélection /	N/A	N/A
	Approche du marché	**A. Type de mise en concurrence** - Ouverte - Internationale **B. Nombre d'enveloppes**	Conforme au règlement de la BM applicable au projet.
	Pré / Post Qualification	Post-Qualification	Suivant les critères de qualifications du DAO et prise
Méthodes d'évaluation	Méthodes de Sélection/ Evaluation	Une Etape Offre la plus avantageuses (offre jugée conforme, pour l'essentiel, au DAO/ DAP; et évaluée la moins-disante)	Le marché doit être attribué au soumissionnaire qui satisfait aux critères de qualification, dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel aux stipulations du
	Evaluation des Coûts	Evaluation essentiellement monétaire	Les prix sont comparés après corrections, ajustement pour non-conformité, omission et
	Préférence nationale	Non Applicable	Non Applicable
	Critères d'Evaluation	Evaluation essentiellement monétaire	Prise en compte d'autres éléments autres que le prix le

Description du Contrat	***2- Réalisation des travaux de construction et/ou de réhabilitation d'infrastructures de base au niveau communautaire (routes ; petits travaux d'irrigation et de drainage), identifiées par les CDL dans 06 Régions (AD-ES-NO-EN-NW-SW)*** ***NB : 06 marchés identiques sont à passer dans 06***
Catégorie de Marché	***Marché de Travaux***
Coût Estimé	**3 500 000 *USD*** ***(coût moyen prévisionnel par appel d'offres à lancer par***

Approche de la Passation de Marché

	Aspect traité	Disposition adoptée	Justification
Besoins	Spécifications	Spécifications techniques déterminées après réalisation des études préalables et APS/APD/DCE avec prise en compte des spécifications	Elaborer des spécifications techniques claires et exhaustives, en tenant comptes aux exigences de ce type de travaux et du
	Exigences de durabilité	Rester conforme aux normes internationales acceptables	Rester conforme au secteur concerné
Stratégie	Type de Contrat	Traditionnel	Conforme au DTPM
	Mécanismes d'établissement du prix	Bordereau des Prix / Mesurage	Bien évaluer les quantités et préciser les conditions
	Relation Fournisseur	Collaborative	RAS
	Variation des prix	Prévoir le cas échéant une formule de révision des prix	Très faible probabilité de variation des prix sur ce type
	Forme de Contrat (Termes et Conditions)	Conforme au DTPM acceptable par la Banque – de préférence le TDPM Droit civil Avril 2021	Un marché par lot. Contrat-cadres avec Bons de Commande sur une durée de
Méthodes de Sélection	Méthodes de Sélection	Appel d'offres (AO)	
	Modalités particulières de Sélection /	N/A	N/A
	Approche du marché	**A. Type de mise en concurrence** - Ouverte - Internationale **B. Nombre d'enveloppes**	Conforme au règlement de la BM applicable au projet.
	Pré / Post Qualification	Post-Qualification	Suivant les critères de qualifications du DAO et prise en compte de EAS/HS
Méthodes d'évaluation	Méthodes de Sélection/ Evaluation	Une Etape Offre la plus avantageuses (offre jugée conforme, pour l'essentiel, au DAO/ DAP; et évaluée la moins-disante)	Le marché doit être attribué au soumissionnaire qui satisfait aux critères de qualification, dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel aux stipulations du dossier d'appel d'offres et
	Evaluation des Coûts	Evaluation essentiellement monétaire	Les prix sont comparés après corrections, ajustement pour non-conformité, omission et
	Préférence nationale	Non Applicable	Non Applicable
	Critères d'Evaluation	Evaluation essentiellement monétaire	Prise en compte d'autres éléments autres que le prix le

Description du Contrat	***3- Réalisation des travaux de construction et/ou de réhabilitation d'infrastructures visant à soutenir l'adaptation au climat (Protection de la couverture du sol par la végétation/le reboisement ; Gestion des inondations, Structures de prévention de l'érosion du sol ; Collecte des eaux de pluie) dans les Régions ES&AD) dans les régions ES-AD- NO-EN-NW-SW***
Catégorie de Marché	***Marché de Travaux***
Coût Estimé	- ***1 600 000 USD*** ***(coût moyen prévisionnel par appel d'offres à lancer par Régions)***

Approche de la Passation de Marché

	Aspect traité	Disposition adoptée	Justification
Besoins	Spécifications	Liste des sites, nature des travaux et spécifications techniques déterminées après réalisation des études préalables et APS/APD/DCE	Elaborer des spécifications techniques claires et exhaustives, en tenant comptes des exigences de ce type de travaux et du
	Exigences de durabilité	Rester conforme aux normes internationales acceptables	Rester conforme au secteur concerné
Stratégie	Type de Contrat	Traditionnel	Conforme au DTPM
	Mécanismes d'établissement du prix	Bordereau des Prix / Mesurage	Bien évaluer les quantités et préciser les conditions
	Relation Fournisseur	Collaborative	RAS
	Variation des prix	Prévoir le cas échéant une formule de révision des prix	Très faible probabilité de variation des prix sur ce type
	Forme de Contrat (Termes et Conditions)	Conforme au DTPM acceptable par la Banque – de préférence le TDPM Droit civil Avril 2021	Un marché par lot. Contrat-cadres avec Bons de Commande sur une durée de 03 ans par lot et par zone
Méthodes de	Méthodes de Sélection	Appel d'offres (AO)	
	Modalités particulières de Sélection	N/A	N/A
	Approche du marché	**A. Type de mise en concurrence** - Ouverte - Internationale **B. Nombre d'enveloppes** Une enveloppe	Conforme au règlement de la BM applicable au projet.
	Pré / Post Qualification	Post-Qualification	Suivant les critères de qualifications du DAO et prise
Méthodes d'évaluation	Méthodes de Sélection/ Evaluation	Une Etape Offre la plus avantageuses (offre jugée conforme, pour l'essentiel, au DAO/ DAP; et évaluée la moins-disante)	Le marché doit être attribué au soumissionnaire qui satisfait aux critères de qualification, dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel aux stipulations du dossier d'appel d'offres et
	Evaluation des Coûts	Evaluation essentiellement monétaire	Les prix sont comparés après corrections, ajustement pour non-conformité, omission et
	Préférence nationale	Non Applicable	Non Applicable
	Critères d'Evaluation	Evaluation essentiellement monétaire	Prise en compte d'autres éléments, autres que le prix le

Description du Contrat		***4- Réalisation des travaux de construction et de réhabilitation d'infrastructures intercommunales dans les régions de l'AD-ES- NO-EN-NW-SW*** ***NB : 06 marchés identiques sont à passer dans 06 Régions avec possibilité d'allotissement***	
Catégorie de Marché		***Marché de Travaux***	
Coût Estimé		**1 500 000 *USD*** ***(coût moyen prévisionnel par appel d'offres à lancer par***	
Approche de la Passation de Marché			
	Aspect traité	**Disposition adoptée**	**Justification**
Besoins	Spécifications	Spécifications techniques déterminées après réalisation des études préalables et APS/APD/DCE avec prise en compte des spécifications	Elaborer des spécifications techniques claires et exhaustives, en tenant comptes des exigences de ce type de travaux et du
	Exigences de durabilité	Rester conforme aux normes internationales acceptables	Rester conforme au secteur concerné
Stratégie	Type de Contrat	Traditionnel	Conforme au DTPM
	Mécanismes d'établissement du prix	Bordereau des Prix / Mesurage	Bien évaluer les quantités et préciser les conditions
	Relation Fournisseur	Collaborative	RAS
	Variation des prix	Prévoir le cas échéant une formule de révision des prix	Très faible probabilité de variation des prix sur ce type
	Forme de Contrat (Termes et Conditions)	Conforme au DTPM acceptable par la Banque – de préférence le TDPM Droit civil Avril 2021	Un marché par lot. Contrat-cadres avec Bons de Commande sur une durée de
Méthodes de Sélection	Méthodes de Sélection	Appel d'offres (AO)	
	Modalités particulières de Sélection /	N/A	N/A
	Approche du marché	**A. Type de mise en concurrence** - Ouverte - Internationale **B. Nombre d'enveloppes**	Conforme au règlement de la BM applicable au projet.
	Pré / Post Qualification	Post-Qualification	Suivant les critères de qualifications du DAO et prise en compte de EAS/HS
Méthodes d'évaluation	Méthodes de Sélection/ Evaluation	Une Etape Offre la plus avantageuse (offre jugée conforme, pour l'essentiel, au DAO/ DAP; et évaluée la moins-disante)	Le marché doit être attribué au soumissionnaire qui satisfait aux critères de qualification, dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel aux stipulations du dossier d'appel d'offres et
	Evaluation des Coûts	Evaluation essentiellement monétaire	Les prix sont comparés après corrections, ajustement pour non-conformité, omission et
	Préférence nationale	Non Applicable	Non Applicable
	Critères d'Evaluation	Evaluation essentiellement monétaire	Prise en compte d'autres éléments, autres, que le prix

6.2.2. Fournitures

Description du Contrat	***1- Acquisition de matériel et équipements de Protection Individuelle pour les populations impliquées dans l'exécution des THIMO dans 06 Régions en trois lots (AD-ES-NO-EN- SW-NW)*** ***NB : 06 marchés identiques sont à passer dans 06***
Catégorie de Marché	***Marché de fournitures de Biens***
Coût Estimé	***- 950 000 USD*** ***(Coût moyen prévisionnel par appel d'offres à lancer par***

Approche de la Passation de Marché

	Aspect traité	Disposition adoptée	Justification
Besoins	Spécifications	Détailler de manière précise si possible joindre des spécimens	Elaborer spécifications techniques claires et exhaustives, car matériel très
	Exigences de durabilité	Rester conforme aux normes internationales acceptables	Rester conforme au secteur concerné
Stratégie	Type de Contrat	Traditionnel	Conforme au DTPM
	Mécanismes d'établissement du prix	Bordereau des Prix / Mesurage	Bien évaluer les quantités et préciser les conditions
	Relation Fournisseur	Collaborative	RAS
	Variation des prix	Négociée : Prévoir le cas échéant une formule de	Très faible probabilité de variation des prix sur ce type
	Forme de Contrat (Termes et Conditions)	Conforme au DTPM acceptable par la Banque – Marchés – accord Cadre à BPU avec Bons	Un marché par lot. Contrat-cadres avec Bons de Commande sur une durée de
Méthodes de Sélection	Méthodes de Sélection	Appel d'offres (AO)	
	Modalités particulières de Sélection /	Accords-Cadres avec Bons de Commande	Activités identiques et répétitives sur la durée du
	Approche du marché	**A. Type de mise en concurrence** - Ouverte - Nationale **B. Nombre d'enveloppes**	Conforme au règlement de la BM applicable au projet.
	Pré / Post Qualification	Post-Qualification	Suivant les critères de qualifications du DAO
Méthodes d'évaluation	Méthodes de Sélection/ Evaluation	Une Etape Offre conforme pour l'essentiel au dossier d'appel d'offres, évaluée la moins-disante suivant les critères d'évaluation du DAO	Le marché doit être attribué au soumissionnaire qui satisfait aux critères de qualification, dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel aux stipulations du dossier d'appel d'offres et
	Evaluation des Coûts	Evaluation essentiellement monétaire	Les prix sont comparés après corrections, ajustement pour non-conformité, omission et
	Préférence nationale	Non Applicable	Non Applicable
	Critères d'Evaluation	Evaluation essentiellement monétaire	Prise en compte d'autres éléments, autres que le prix,

Description du Contrat		***2- Acquisition de Boîtes à pharmacie pour les populations impliquées dans l'exécution des THIMO dans 06 régions (AD-ES- NO-EN- SW-NW)***	
Catégorie de Marché		***Marché de fournitures de Biens***	
Coût Estimé		***500 000 USD*** ***(Coût moyen prévisionnel par appel d'offres à lancer par***	
Approche de la Passation de Marché			
	Aspect traité	**Disposition adoptée**	**Justification**
Besoins	Spécifications	Détailler de manière précise si possible joindre des spécimens	Elaborer des spécifications techniques claires et exhaustives, car matériel très particulier et pas
	Exigences de durabilité	Rester conforme aux normes acceptables	Rester conforme au secteur concerné
Stratégie contractuelle	Type de Contrat	Traditionnel	Conforme au DTPM
	Mécanismes d'établissement du prix et des coûts	Bordereau des Prix / Mesurage	Bien évaluer les quantités et préciser les conditions d'évaluation des prix
	Relation Fournisseur	Collaborative	RAS
	Variation des prix	Négociée : Prévoir le cas échéant une formule de révision des prix	Très faible probabilité de variation des prix sur ce type de matériel
	Forme de Contrat (Termes et Conditions)	Conforme au DTPM acceptable par la Banque – Marchés – accord Cadre à BPU	Un marché par lot. Contrat-cadres avec Bons de Commande sur une durée de 02 ans par lot et par zone
Méthodes de	Méthodes de Sélection	Appel d'Offres	
	Modalités particulières de Sélection /	Accords-Cadres avec Bons de Commande	Activités identiques et répétitives sur la durée du
	Approche du marché	**A. Type de mise en concurrence** - Ouvert - Nationale **B. Nombre d'enveloppes**	Conforme au règlement de la BM applicable au projet.
	Pré / Post Qualification	Pré-Qualification	Suivant les critères de qualifications du DAO
Méthodes d'évaluation	Méthodes de Sélection/ Evaluation	Une Etape Offre conforme pour l'essentiel au dossier d'appel d'offres, évaluée la moins-disante suivant les critères d'évaluation du DAO	Le marché doit être attribué au soumissionnaire qualifié dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel aux stipulations du dossier de consultation
	Evaluation des Coûts	Evaluation essentiellement monétaire	Les prix sont comparés après corrections, ajustement pour non-
	Préférence nationale	Non Applicable	Non Applicable
	Critères d'Evaluation	Evaluation essentiellement monétaire	Prise en compte d'autres éléments, autres que le prix

Description du Contrat		***3- Acquisition des équipements pour crèches temporaires pour les populations impliquées dans l'exécution des THIMO dans 06 régions (AD-ES- NO-EN- SW-NW)***	
Catégorie de Marché		***Marché de fournitures de Biens***	
Coût Estimé		***500 000 USD*** ***(Coût moyen prévisionnel par appel d'offres à lancer par***	
Approche de la Passation de Marché			
	Aspect traité	**Disposition adoptée**	**Justification**
Besoins	Spécifications	Détailler de manière précise si possible joindre des spécimens	Elaborer les spécifications techniques claires et exhaustives, car matériel très particulier et pas
	Exigences de durabilité	Rester conforme aux normes acceptables	Rester conforme au secteur concerné
Stratégie	Type de Contrat	Traditionnel	Conforme au DTPM
	Mécanismes d'établissement du prix et des coûts	Bordereau des Prix / Mesurage	Bien évaluer les quantités et préciser les conditions d'évaluation des prix
	Relation Fournisseur	Collaborative	RAS
	Variation des prix	Négociée : Prévoir le cas échéant une formule de révision des prix	Très faible probabilité de variation des prix sur ce type de matériel
	Forme de Contrat (Termes et Conditions)	Conforme au DTPM acceptable par la Banque – Marchés – accord Cadre à BPU	Un marché par lot. Contrat-cadres avec Bons de Commande sur une durée de 03 ans par lots et par
Méthodes de	Méthodes de Sélection	Appel d'Offres	
	Modalités particulières de Sélection /	Accords-Cadres avec Bons de Commande	Activités identiques et répétitives sur la durée du
	Approche du marché	**A. Type de mise en concurrence** - Ouvert - Nationale **B. Nombre d'enveloppes**	Conforme au règlement de la BM applicable au projet.
	Pré / Post Qualification	Pré-Qualification	Suivant les critères de qualifications du DAO
Méthodes d'évaluation	Méthodes de Sélection/ Evaluation	**Une Etape** Offre conforme pour l'essentiel au dossier d'appel d'offres, évaluée la moins-disante suivant les critères d'évaluation du DAO	Le marché doit être attribué au soumissionnaire qualifié dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel aux stipulations du dossier de consultation
	Evaluation des Coûts	Evaluation essentiellement monétaire	Les prix sont comparés après corrections, ajustement pour non-
	Préférence nationale	Non Applicable	Non Applicable
	Critères d'Evaluation	Evaluation essentiellement monétaire	Prise en compte d'autres éléments, autres que le prix

Description du Contrat		***4- Acquisition des équipements d'équipements et mobilier de bureau pour l'UGP-C et les 06 CRC (l'UGP-C et dans les 06 Régions : AD-ES-EN-NO-NW, SW)***	
Catégorie de Marché		***Marché de fournitures de Biens***	
Coût Estimé		***300 000 USD*** ***(Coût moyen prévisionnel par appel d'offres à lancer par***	
Approche de la Passation de Marché			
	Aspect traité	**Disposition adoptée**	**Justification**
Besoins	Spécifications	Détailler de manière précise si possible joindre des spécimens	Elaborer spécifications techniques claires et exhaustives, car matériel
	Exigences de durabilité	Rester conforme aux normes acceptables	Rester conforme au secteur concerné
Stratégie contractuelle	Type de Contrat	Traditionnel	Conforme au DTPM
	Mécanismes d'établissement du prix et des coûts	Bordereau des Prix / Mesurage	Bien évaluer les quantités et préciser les conditions d'évaluation des prix
	Relation Fournisseur	Collaborative	RAS
	Variation des prix	Négociée : Prévoir le cas échéant une formule de	Très faible probabilité de variation des prix sur ce type de matériel
	Forme de Contrat (Termes et Conditions)	Conforme au DTPM acceptable par la Banque – Marchés – accord Cadre à BPU	Un marché par lot. Contrat-cadres avec Bons de Commande sur une durée
Méthodes de Sélection	Méthodes de Sélection	Appel d'Offres	
	Modalités particulières de Sélection /	N/A	N/A
	Approche du marché	**A. Type de mise en concurrence** - Ouvert - Nationale **B. Nombre d'enveloppes** Une enveloppe	Conforme au règlement de la BM applicable au projet.
	Pré / Post Qualification	Pré-Qualification	Suivant les critères de qualifications du DAO
Méthodes d'évaluation	Méthodes de Sélection/ Evaluation	Une Etape Offre conforme pour l'essentiel au dossier d'appel d'offres, évaluée la moins-disante suivant les critères d'évaluation du DAO	Le marché doit être attribué au soumissionnaire qualifié dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel aux stipulations du dossier de consultation
	Evaluation des Coûts	Evaluation essentiellement monétaire	Les prix sont comparés après corrections, ajustement pour non-
	Préférence nationale	Non Applicable	Non Applicable
	Critères d'Evaluation	Evaluation essentiellement monétaire	Prise en compte d'autres éléments, autres que le prix

Description du Contrat		***5- Acquisition de matériel et équipements informatiques pour l'UGP-N et dans les 06 CRC dans les Régions de AD-ES-EN-NO-NW-SW)***	
Catégorie de Marché		***Marché de fournitures de Biens***	
Coût Estimé		***500 000 USD*** ***(Coût moyen prévisionnel par appel d'offres à lancer par Régions & l'UGP-C)***	
Approche de la Passation de Marché			
	Aspect traité	**Disposition adoptée**	**Justification**
Besoins	Spécifications	Détailler de manière précise et préciser les services connexes et les	Elaborer spécifications techniques claires et exhaustives, et préciser les logiciels utilitaires car matériel très particulier et pas courant
	Exigences de durabilité	Rester conforme aux normes internationales acceptables : Exiger certificats d'origine et Attestation de représentation le cas échéant	Rester conforme au secteur concerné
Stratégie contractuelle	Type de Contrat	Traditionnel	Conforme au DTPM
	Mécanismes d'établissement du prix et des coûts	Bordereau des Prix / Mesurage	Bien évaluer les quantités et préciser les conditions d'évaluation des prix
	Relation Fournisseur	Collaborative	RAS
	Variation des prix	Non Applicable	Non Applicable
	Forme de Contrat (Termes et Conditions)	Conforme au DTPM acceptable par la Banque – Marchés – accord Cadre à BPU a	Un marché par lot. Contrat-cadres avec Bons de Commande sur une durée de 03 ans par lots et par zone
Méthodes de Sélection	Méthodes de Sélection	Appel d'offres (AO)	
	Modalités particulières de Sélection /	Non Applicable	Non Applicable
	Approche du marché	**A. Type de mise en concurrence** - Ouverte - Nationale **B. Nombre d'enveloppes** Une enveloppe	Conforme au règlement de la BM applicable au projet.
	Pré / Post Qualification	Post-Qualification	Suivant les critères de qualifications du DAO
Méthodes d'évaluation	Méthodes de Sélection/ Evaluation	Une Etape Offre conforme pour l'essentiel au dossier d'appel d'offres, évaluée la moins-disante suivant les critères d'évaluation du DAO	Le marché doit être attribué au soumissionnaire qui satisfait aux critères de qualification, dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel aux stipulations du
	Evaluation des Coûts	Evaluation essentiellement monétaire	Les prix sont comparés après corrections, ajustement pour non-conformité, omission et autres
	Préférence nationale	Non Applicable	Non Applicable
	Critères d'Evaluation	Evaluation essentiellement monétaire	Prise en compte d'autres éléments, autres que le prix, le cas échéant

Description du Contrat		***6- Fourniture, installation et maintenance d'un système moderne S&E des données du projet aux niveaux national et régional comprenant : la fourniture d'un système d'information de gestion (SIG) robuste de données et le développement***	
Catégorie de Marché		***Marché de fournitures de Biens***	
Coût Estimé		***1 500 000 USD***	
Approche de la Passation de Marché			
	Aspect traité	**Disposition adoptée**	**Justification**
Besoins	Spécifications	Détailler de manière précise un logiciel performent avec tous les services connexes	Elaborer les spécifications techniques claires et exhaustives et qui précisent les services connexes
	Exigences de durabilité	Rester conforme aux normes internationales acceptables : Exiger certificats d'origine et Attestation de représentation le cas échéant	Rester conforme au secteur concerné
Stratégie contractuelle	Type de Contrat	Traditionnel	Conforme au DTPM
	Mécanismes d'établissement du prix et des coûts	Bordereau des Prix / Mesurage	Bien évaluer les quantités et préciser les conditions d'évaluation des prix
	Relation Fournisseur	Collaborative	RAS
	Variation des prix	Non Applicable	Non Applicable
	Forme de Contrat (Termes et Conditions)	Conforme au DTPM acceptable par la Banque – Marchés – accords Cadre à BPU	Un marché par lot. Contrat-cadres avec Bons de Commande sur une durée de 03 ans par lots et par zone
Méthodes de Sélection	Méthodes de Sélection	Appel d'offres (AO)	
	Modalités particulières de Sélection /	Non Applicable	Non Applicable
	Approche du marché	**A. Type de mise en concurrence** - Ouverte - Internationale **B. Nombre d'enveloppes** Une enveloppe	Conforme au règlement de la BM applicable au projet.
	Pré / Post Qualification	Post-Qualification	Suivant les critères de qualifications du DAO
Méthodes d'évaluation	Méthodes de Sélection/ Evaluation	Une Etape Offre conforme pour l'essentiel au dossier d'appel d'offres, évaluée la moins-disante suivant les critères d'évaluation du DAO	Le marché doit être attribué au soumissionnaire qui satisfait aux critères de qualification, dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel aux stipulations du
	Evaluation des Coûts	Évaluation essentiellement monétaire	Les prix sont comparés après corrections, ajustement pour non-conformité, omission et autres
	Préférence nationale	Non Applicable	Non Applicable
	Critères d'Evaluation	Evaluation essentiellement monétaire	Prise en compte d'autres éléments autres que le prix le cas échéant

Description du Contrat		***7- Acquisition de Véhicules pour l'UGP-C et les 06 CRC (dans les Régions AD-EN-ES-NO-NW-SW) assortie de contrats de maintenance***	
Catégorie de Marché		***Marché de fournitures de Biens***	
Coût Estimé		***500 000 USD***	
Approche de la Passation de Marché			
	Aspect traité	**Disposition adoptée**	**Justification**
Besoins	Spécifications	Suffisantes pas trop détaillées afin de permettre une concurrence équitable.	Elaborer spécifications techniques claires pour véhicule standards sans options particulières
	Exigences de durabilité	Rester conforme aux normes acceptables dans le secteur	Véhicule standards sans options particulières
Stratégie contractuelle	Type de Contrat	Traditionnel	Conforme au DTPM
	Mécanismes d'établissement du prix et des coûts	Bordereau des Prix / Mesurage	Bien évaluer les quantités et préciser les conditions d'évaluation des prix
	Relation Fournisseur	Collaborative	RAS
	Variation des prix	Aucune – Prix fermes	Délais relativement cours
	Forme de Contrat (Termes et Conditions)	Conforme au DTPM acceptable par la Banque – Marchés – accord Cadre à BPU	Un marché par lot. Contrat-cadres avec Bons de Commande sur une durée
Méthodes de Sélection	Méthodes de Sélection	Demande de Cotations (DC) à l'attention des concessionnaires locaux	DC adressée uniquement à au moins 03 concessionnaires installés
	Modalités particulières de Sélection	Non Applicable	Non Applicable
	Approche du marché	**A. Type de mise en concurrence** - Restreinte - Nationale **B. Nombre d'enveloppes**	Conforme au règlement de la BM applicable au projet.
	Pré / Post Qualification	Pré-Qualification	Suivant les critères de qualifications du DAO
Méthodes d'évaluation	Méthodes de Sélection/ Evaluation	**Une Etape** Offre conforme pour l'essentiel au dossier de consultation, évaluée la moins-disante suivant les critères d'évaluation	Le marché doit être attribué au soumissionnaire dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel aux stipulations du dossier de consultation et évaluée
	Evaluation des Coûts	Evaluation essentiellement monétaire	Les prix sont comparés après corrections, ajustement pour non-
	Préférence nationale	Non Applicable	Non Applicable
	Critères d'Evaluation	Evaluation essentiellement monétaire	Prise en compte d'autres éléments autres que le prix

6.2.3. Services autres que les services de consultants

Description du Contrat	***1- Contrats de Campagnes de communication dans 06 Régions (01 AO par Région AD-EN-ES- NO-NW-SW)*** ***i- Diffusion des informations sur le projet dans 06 Régions*** ***ii- Bonnes pratiques d'adaptation au climat et de gestion des ressources naturelles au niveau communautaire***
Catégorie de Marché	***Marché de Services Autres que les Services de Consultants***
Coût Estimé	***i- 500 000 USD (informations sur le projet)*** ***ii- 600 000 USD (bonnes pratiques-climat et ressources naturelles)*** ***iii- 500 000 USD (avantages socio économique***

Approche de la Passation de Marché			
	Aspect traité	**Disposition adoptée**	**Justification**
Besoins	Spécifications	Suffisantes afin de permettre une compréhension précise de la mission et une saine	Elaborer les spécifications techniques claires qui prennent en compte les réalités locales
	Exigences de durabilité	Rester conforme aux normes internationales acceptables	Prise en compte de l'évolution technologique
Stratégie	Type de Contrat	Traditionnel	Conforme au DTPM
	Mécanismes d'établissement du prix et des coûts	Bordereau des Prix / Mesurable	Bien évaluer les quantités et préciser les conditions d'évaluation des prix
	Relation Fournisseur	Collaborative	RAS
	Variation des prix	N/A	Très faible probabilité de variation des prix sur ce type
	Forme de Contrat (Termes et Conditions)	Conforme au DTPM acceptable par la Banque – Marchés	Un contrat par lot suivant le regroupement proposé ou par contrat par région concernées
Méthodes de Sélection	Méthodes de Sélection	Appel d'offres (AO)	Concerne ONG et Agences de Communication
	Modalités particulières de Sélection /	N/A	N/A
	Approche du marché	**A. Type de mise en concurrence** - Ouverte - Nationale **B. Nombre d'enveloppes** Une enveloppe	Conforme au règlement de la BM applicable au projet.
	Pré / Post Qualification	Post-Qualification	Suivant les critères de qualifications du DAO
Méthodes d'évaluation	Méthodes de Sélection/ Evaluation	Une Etape Offre conforme pour l'essentiel au dossier d'appel d'offres, évaluée la moins-disante suivant les critères d'évaluation du DAO	Le marché doit être attribué au soumissionnaire qui satisfait aux critères de qualification, dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel aux stipulations du dossier d'appel d'offres et évaluée la moins
	Evaluation des Coûts	Evaluation essentiellement monétaire	Les prix sont comparés après corrections, ajustement pour non-conformité, omission et
	Préférence nationale	Non Applicable	Non Applicable
	Critères d'Evaluation	Evaluation essentiellement monétaire	Prise en compte d'autres éléments autres que le prix, le cas échéant

Description du Contrat		***1- Recrutement d'Agences de transfert monétaire pour le paiement (électronique) des prestataires du programme THIMO, dans 6 Régions (AD-EN-ES- NO-NW-SW)*** ***NB : Il est prévu 01 marché (AO) par Région avec***	
Catégorie de Marché		***Marché de Services Autres que les Services de Consultants***	
Coût Estimé		***200 000 USD (Moyenne par Région)***	
Approche de la Passation de Marché			
	Aspect traité	**Disposition adoptée**	**Justification**
Besoins	Spécifications	Suffisante afin de permettre une compréhension exacte de la mission et une saine concurrence équitable.	Elaborer les spécifications techniques claires qui prennent en compte les transferts électroniques (Mobile Money, Yup et autres)
	Exigences de durabilité	Rester conforme aux normes internationales acceptables	Prise en compte de l'évolution technologique que sont les paiements et transferts
Stratégie	Type de Contrat	Traditionnel	Conforme au DTPM
	Mécanismes d'établissement du prix et des coûts	Bordereau des Prix / Mesurage	Bien évaluer les quantités et préciser les conditions d'évaluation des prix
	Relation Fournisseur	Collaborative	RAS
	Variation des prix	Négociée : Prévoir le cas échéant une formule de	Très faible probabilité de variation des prix sur ce type de services
	Forme de Contrat (Termes et Conditions)	Conforme au DTPM acceptable par la Banque – Marchés – accord Cadre à BPU avec Bons de commande	Un marché par lot. Contrat-cadres avec Bons de Commande sur une durée de 02 ans par lot et par zone
Méthodes de Sélection	Méthodes de Sélection	Appel d'offres (AO)	
	Modalités particulières de Sélection /	Accords-Cadres avec Bons de Commande	Activités identiques et répétitives sur la durée du
	Approche du marché	**A. Type de mise en concurrence** - Ouverte - Nationale **B. Nombre d'enveloppes**	Conforme au règlement de la BM applicable au projet.
	Pré / Post Qualification	Post-Qualification	Suivant les critères de qualifications du DAO
Méthodes d'évaluation	Méthodes de Sélection/ Evaluation	Une Etape Offre conforme pour l'essentiel au dossier d'appel d'offres, évaluée la moins distante suivant les critères d'évaluation du DAO	Le marché doit être attribué au soumissionnaire qui satisfait aux critères de qualification, dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel aux stipulations du dossier d'appel d'offres et
	Evaluation des Coûts	Evaluation essentiellement monétaire	Les prix sont comparés après corrections, ajustement pour non-conformité, omission et
	Préférence nationale	Non Applicable	Non Applicable
	Critères d'Evaluation	Evaluation essentiellement monétaire	Prise en compte d'autres éléments autres que le prix le cas échéant

6.2.4. Services de consultants

Description du Contrat		***1- Recrutement de Consultants/ONGs pour le ciblage géographique et la sélection des bénéficiaires du projet, dans 06 Régions (AD-EN-ES- NO-NW-SW)*** ***NB : Il est prévu 01 Demande de Propositions par région***	
Catégorie de Marché		***Contrat de Services de Consultants***	
Coût Estimé		***150 000 USD (Coût estimé pour une mission)***	
Approche de la Passation de Marché			
	Aspect traité	**Disposition adoptée**	**Justification**
Besoins	Termes de référence (TDRs)	TDRs suffisamment détaillés afin de permettre une compréhension du mandat et une concurrence équitable	Elaborer les TDRs par les experts du domaine et qui prennent en compte les activités et les obligations des
	Exigences de durabilité	Pas d'exigences particulières. Tenir compte des facteurs FCV et les contraintes ES- ES/AES-HS	Les aspects sécuritaires liés et le climat sont également à prendre en compte suivante les zones concernées
Stratégie contractuelle	Type de Contrat	Traditionnel	Conforme au DTPM
	Mécanismes d'établissement du prix et des coûts	Rémunération forfaire	Bien évaluer les objectifs et le nombre de nombre de rapport à payer
	Relation Fournisseur	Collaborative	RAS
	Variation des prix	Négociée : Prévoir le cas échéant une formule de révision des prix	Très faible probabilité de variation des prix sur ce type de services
	Forme de Contrat (Termes et Conditions)	Conforme au DTPM de la Banque – Bien préciser les conditions de passage d'un cycle à un autre après des évaluations annuelles	Contrat complexe rémunéré au forfait. Ferme sur un an. Les autres années sont conditionnées par l'évaluation positive de l'année N-1
Méthodes de Sélection	Méthodes de Sélection	Sélection Fondée sur les Qualifications des Consultants (QC)	AMI ou consultation d'une longue liste arrêtée sur la base des expériences de projets
	Modalités particulières de Sélection /	Non Applicable	Non Applicable
	Approche du marché	**A. Type de mise en concurrence :** - Ouverte ou Restreinte (longue liste des Cabinets/ONG qualifiés) - Nationale	Conforme au règlement de la BM applicable au projet. Proposition technique et financière du Candidat le plus qualifié sollicitée, suivi des négociations du contrat. En cas d'échec, passer au 2e sur la
	Pré / Post Qualification	Pré-Qualification	Sur base d'un AMI ou d'une longue liste d'ONG/Cabinets connus. Etablir une shortlist de Candidats qualifiés
Méthodes d'évaluation	Méthodes de Sélection/ Evaluation	QC-Consultant le mieux qualifié à l'issue de l'évaluation des MI est invité à présenter une proposition technique et	AMI non obligatoire si l'on dispose d'au moins trois candidats qualifiés .
	Evaluation des Coûts	N/A : seul la proposition du consultant qualifié est vérifiée et négociée	Sur la base des coûts similaires des contrats de même nature ou de projets similaires. Les
	Préférence nationale	Non Applicable	Non Applicable
	Critères d'Evaluation	N/A	Les offres ne sont pas évaluées. Seuls les dossiers de candidature sont évalués lors

Description du Contrat		***2- Recrutement de Consultants/ONGs pour appuyer les CDL dans l'élaboration des PAC/CAP, comprenant des (PAGE) plans d'action de gestion environnementale dans 06 Régions (AD-EN-ES- NO-NW-SW)***	
Catégorie de Marché		***Contrat de Services de Consultants***	
Coût Estimé		***300 000 USD (Coût estimé pour une mission)***	
Approche de la Passation de Marché			
	Aspect traité	**Disposition adoptée**	**Justification**
Besoins	Termes de référence (TDRs)	TDRs suffisamment détaillés afin de permettre une compréhension du mandat et une concurrence équitable	Elaborer les TDRs par les experts du domaine et qui prennent en compte les activités et les obligations des
	Exigences de durabilité	Pas d'exigences particulières. Tenir compte des facteurs FCV et les contraintes ES- ES/AES-HS	Les aspects sécuritaires liés et le climat sont également à prendre en compte suivante les zones concernées
Stratégie contractuelle	Type de Contrat	Traditionnel	Conforme au DTPM
	Mécanismes d'établissement du prix et des coûts	Rémunération forfaire	Bien évaluer les objectifs et le nombre de rapport à payer
	Relation Fournisseur	Collaborative	RAS
	Variation des prix	Négociée : Prévoir le cas échéant une formule de révision des prix	Très faible probabilité de variation des prix sur ce type de services
	Forme de Contrat (Termes et Conditions)	Conforme au DTPM de la Banque – Bien préciser les conditions de passage d'un cycle à un autre après des évaluations annuelles	Contrat complexe rémunéré au forfait. Ferme sur un an. Les autres années sont conditionnées par l'évaluation positive de l'année N-1
Méthodes de Sélection	Méthodes de Sélection	Sélection Fondée sur la Qualité et la Coût (SFQC)	AMI ou consultation d'une longue liste arrêtée sur la base des expériences de projets
	Modalités particulières de Sélection /	Non Applicable	Non Applicable
	Approche du marché	**A. Type de mise en concurrence :** - Ouverte ou Restreinte (longue liste des Cabinets/ONG qualifiés) - Nationale	Conforme au règlement de la BM applicable au projet. Proposition technique et financière du Candidat le plus qualifié sollicitée, suivi des négociations du contrat. En cas d'échec, passer au 2e sur la
	Pré / Post Qualification	Pré-Qualification	Sur base d'un AMI ou d'une longue liste d'ONG/Cabinets connus. Etablir une shortlis de Candidats qualifiés
Méthodes d'évaluation	Méthodes de Sélection/ Evaluation	QC-Consultant le mieux qualifié à l'issue de l'évaluation des MI est invité à présenter une proposition technique et financière puis à négocier le	Critères notés. Note technique et note financière rapportées à leurs poids respectifs.
	Evaluation des Coûts	N/A : seul la proposition du consultant qualifié est vérifié et négociée	Les notes sont obtenues sur la base des coûts sans correction rapportés à la proposition la
	Préférence nationale	Non Applicable	Non Applicable
	Critères d'Evaluation	N/A	Les offres ne sont pas évaluées. Seuls les dossiers de candidature sont évalués à la

Description du Contrat		***3- Recrutement de Consultants/ONGs pour le renforcement de la capacité des membres des communautés bénéficiaires impliqués dans les TP-HIMO dans 06 Régions (AD-EN-ES- NO-NW-SW)***	
Catégorie de Marché		***Contrat de Services de consultants***	
Coût Estimé		***850 000 USD***	
Approche de la Passation de Marché			
	Aspect traité	**Disposition adoptée**	**Justification**
Besoins	Termes de référence (TDRs)	TDRs suffisamment détaillés afin de permettre une compréhension du mandat et	Elaborer les TDRs par les experts du domaine et qui prennent en compte les activités et les obligations des
	Exigences de durabilité	Pas d'exigences particulières. Tenir compte des contraintes ES- ES/AES-HS.	Les aspects sécuritaires sont également concernés suivant les zones d'intervention
Stratégie	Type de Contrat	Traditionnel	Conforme au DTPM (DP Type)
	Mécanismes d'établissement du prix et des coûts	Rémunération forfaire	Bien évaluer les objectifs et le nombre de rapport sujet à payements
	Relation Fournisseur	Collaborative	RAS
	Variation des prix	Négociée : Prévoir le cas échéant une formule de	Faible probabilité de variation des prix sur ce type de services
	Forme de Contrat (Termes et Conditions)	Conforme au DTPM de la Banque – DP type en vigueur	Contrat complexe rémunéré au forfait.
Méthodes de Sélection	Méthodes de Sélection	Sélection Fondée sur la Qualité et le Cout **(SFQC)**	Une liste restreinte sera constituée sur la base d'une pré-qualification suite à la
	Modalités particulières de Sélection /	Non Applicable	Non Applicable
	Approche du marché	**A. Type de mise en concurrence :** - Restreinte à l'issue d'un AMI ou d'une longue liste - InterNationale	Conforme au règlement de la BM applicable au projet. Evaluation en deux enveloppes. Enveloppes techniques d'abord et enveloppes financières pour les consultants qualifiés.
	Pré / Post Qualification	Pré-Qualification	Sur la base d'un AMI
Méthodes d'évaluation	Méthodes de Sélection/ Evaluation	SFQC-Consultant le mieux disant à l'issue de l'évaluation combinée technique et financières	Critères notés. Note technique et note financière rapportées à leurs poids respectifs.
	Evaluation des Coûts	Critères notés pour les consultants ayant reçu la note technique minimale. Les coûts ne seront pas corrigés.	Les notes sont obtenues sur la base des coûts sans correction rapportés à la proposition la moins-disante. Le poids de la note financière ramené au poids technique déterminera,
	Préférence nationale	Non Applicable	Non Applicable
	Critères d'Evaluation	Critères notées	Critères notés

6.3. Arrangements préférés pour les activités de faible-valeur et/ou de faible-risque

Ref	Nom du Contrat, Description et Catégorie		Coûts Estimés (US$)	Arrangements de Passation de Marchés/ Observations particulières				
Ref. No.	**Intitulé /Description du marché**	**Nombre de lots**	**Coût estimatif (US$)**	**Revue de la Banque (priori / post.)**	**Méthode passation des marchés**	**Approche du Marché**	**Processus d'évaluation**	**Délai Observation Type de contrat)**
A	**TRAVAUX**							
1	Réhabilitation des locaux devant la Cellule Régionale de Coordination (CRC) du projet dans la **Région de l'Adamaoua**	01	60 000	Posteriori	DC	National Ouvert	1 Etape -1 Enveloppe	Marché au forfait
2	Réhabilitation des locaux devant la Cellule Régionale de Coordination du projet dans la Région de l'**Est**	01	50 000	Posteriori	DC	National Ouvert	1 Etape -1 Enveloppe	Marché au forfait
3	Réhabilitation des locaux devant la Cellule Régionale de Coordination du projet dans la **Région de l'Extrême-Nord**	01	50 000	Posteriori	DC	National Ouvert	1 Etape -1 Enveloppe	Marché au forfait
4	Réhabilitation des locaux devant la Cellule Régionale de Coordination du projet dans la **Région du Nord**	01	50 000	Posteriori	DC	National Ouvert	1 Etape -1 Enveloppe	Marché au forfait
5	Réhabilitation des locaux devant la Cellule Régionale de Coordination du projet, **Région du Nord-Ouest**	01	60 000	Posteriori	DC	National Ouvert	1 Etape -1 Enveloppe	Marché au forfait
6	Réhabilitation locaux devant la Cellule Régionale de Coordination du projet, **Région du Sud-Ouest**	01	50 000	Posteriori	DC	National Ouvert	1 Etape -1 Enveloppe	Marché au forfait
Ref. No.	**Intitulé /Description du marché**	**Nombre de lots**	**Coût estimatif (Mille US$)**	**Revue de la Banque (priori / post.)**	**Méthode passation des marchés**	**Approche du Marché**	**Processus d'évaluation**	**Délai Observation Type de contrat**
B	**FOURNITURES**							
1	Acquisition et paramétrage du logiciel TOM2PRO pour l'UGP-C et les 06 CRC (dans les dix régions)	01	120 000	Posteriori	AO	National / Ouvert	1 étape/ 1 enveloppe	06 mois Marché à PU
3	Fourniture de matériel et terminaux de communication (postes téléphoniques et téléphones portables) pour l'UGP-N et les 06 CRC (01 AO/Région)	07	40 000	Posteriori	AO	DC	1 Etape -1 Enveloppe	01 AO par région et 01 pour l'UGP-C Marché à PU
4	Fourniture de groupes électrogènes ou de sources d'alimentation électrique alternative pour l'UGP-N et les 06 CRC (01 AO/Région)	07	200 000	Posteriori	AO	National Ouvert	1 Etape -1 Enveloppe	01 AO par région et 01 pour l'UGP-C Marché à PU
C	**SERVICES AUTRES QUE LES SERVICES DE CONSULTANTS**							

Ref. No.	Intitulé /Description du marché	Nombre de lots	Coût estimatif (1000 US$)	Revue de la Banque (priori/post.)	Méthode passation des marchés	Approche du Marché	Processus d'évaluation	Délai Observation Type de contrat
1	Multiplication des outils de vulgarisation des mécanismes de participation citoyenne dans les processus de développement local	01	200 000	Posteriori	AO	National / Ouvert	1 Etape -1 Enveloppe	Marché à PU
2	Service de gardiennage biennale pour l'UGP-C et les 06 CRC (dans les 06 régions ; 01 AO/Région)	07	250 000	Posteriori	AO	National / Ouvert	1 étapes/ 1 enveloppe	01 AO/ Région + 01/UGP Contrat 02 ans Marché à PU
4	Souscription de polices d'assurance biennales du projet Gouvernance locale au niveau central (UGP-N) et au niveau régional (CRC) comprenant : i- automobiles; ii-maladie/assistance/ personnel ; iii- Assurances des locaux et matériel de bureau	01	500 000	Posteriori	AO	National / Ouvert	1 étapes/ 1 enveloppe	Contrat 02 ans Marché à PU
6	Service de maintenance biennale du parc informatique et électronique pour l'UGP-C et les 06 CRC (dans six régions/ 01 AO/Région)	07	250 000	Posteriori	AO	National / Ouvert	1 étapes/ 1 enveloppe	01 AO/Région + 01 /UGP Contrat de 2 ans : Accord cadres avec BC
8	Service de maintenance biennale du climatiseurs et des splits, y compris le matériel réfrigérant pour l'UGP-C et les 10 CRC (dans six régions ; 01OA/Région)	07	200 000	Posteriori	AO	National / Ouvert	1 étapes/ 1 enveloppe	01 AO/ Région + 01/UGP Contrat 2 ans : Accord cadres avec BC
9	Service de nettoyage et d'entretien de locaux de l'UGP-C et des 06 CRC (dans 06 régions)	07	200 000	Posteriori	AO	National / Ouvert	1 étapes/ 1 enveloppe	Contrat de 2 ans : Accord cadres avec BC
11	Service de reprographie et de reproduction des documents pour l'UGP-C et les CRC dans les 06 Régions, y compris pour séminaires et ateliers (01 AO/Région)	07	70 000	Posteriori	DC	National / Ouvert	1 étapes/ 1 enveloppe	01 AO/ Région + 01/UGP Contrat de 2 ans : Accord cadres avec BC
13	Service de restauration, de fourniture des commodités de bureau pour la tenue des réunions et du nécessaire pour pauses café l'UGP-C et les 10 CRC dans 06 Régions (01 AO/Région)	07	100 000	Posteriori	DC	National	1 étapes/ 1 enveloppes	01 AO/ Région + 01/UGP Contrat de 2 ans : Accord cadres avec BC
14	Contrat biennal de fourniture du signal internet pour l'UGP-C et les 06 CRC dans 06 Régions (01 AO/Région)	07	200 000	Posteriori	AO	National / Ouvert	1 étapes/ 1 enveloppe	01 AO/ Région + 01/UGP Contrat de 02 ans à PU

D	SERVICES DE CONSULTANTS

1	2	3	4	5	6	7	8
Ref. No.	Description de la Mission	Coût estimatif ($EU)	Méthode de sélection	Revue de la Banque (priori/post.)	Délai prévisionnel	Approche du Marché	Type de contrat Délai et Observation

1	Recrutement de Consultants/ONGs pour appuyer les CDL dans l'élaboration des PAC/CAP, comprenant des plans d'action de gestion environnementale (PAGE) – dans 06 Régions (01 Mission /Région)	300 000	SFQC	Posteriori	12 mois	Ouvert	01 Mission de 300 mille USD par Région Contrat Rem. Forfait.
7	Recrutement d'un consultant devant accompagner les CDL dans le choix, à partir des PAC, des infrastructures communautaires clés à réhabiliter ou à construire via un financement sous forme de subventions communau-taires dans 06 Régions (01mission par Région)	290 000	QC	Posteriori	10 mois	Ouvert	01 Mission d'environ 285 mille USD par Région Contrat Rem. Forfait.
10	Recrutement d'un consultant pour une assistance technique ponctuelle pour opérationnalisation continue de la décentralisation et la révision de la stratégie de décentralisation	250 000	QC	Posteriori	6 mois	Ouvert	Contrat Rem. Temps passé
11	Recrutement d'un consultant pour un appui aux systèmes de transferts intergouvernementaux et flux des fonds: intégration des comptes des régions dans le Compte unique du Trésor; Appui au FEICOM et autres	270 000	QC	Posteriori	6 mois	Ouvert	Contrat Rem. Temps passé
12	Recrutement d'un consultant pour la mise en place de plateformes de coordination et gestion du changement entre acteurs centraux et décentralisés	280 000	QC	Posteriori	6 mois	Ouvert	Contrat Rem. Temps passé
13	Réalisation d'un Diagnostic et élaboration des plans de développement de capacités au niveau régional et des municipalités, dans 10 Région (01 Mission /Région)	145 000	QC	Posteriori	6 mois	Ouvert	01 Mission d'environ 145 mille USD par Région Contrat Rem. Forfait.
18	Recrutement d'un consultant pour l'appui aux exécutifs régionaux dans les aspects de Planification, programmation et budgétisation des investissements publics locaux dans 10 Régions (01 Mission /Région)	125 000	QC	Posteriori	24 mois	Ouvert	01 Mission d'environ 145 mille USD par Région Contrat Rem. Forfait
19	Recrutement d'un consultant pour l'appui à la mise en œuvre et suivi des projets : cadre règlementaire des marchés publics; processus d'opération et d'entretien des investissements ; suivi de l'exécution du BIP; exécution budgétaire; système de gestion de l'information budgétaire des CTD (SIMBA)-	150 000	QC	Posteriori	24 mois	Ouvert	01 Mission d'environ 145 mille USD par Région Contrat Rem. Forfait

	dans les 10 Régions (01 Mission /Région)						
23	Recrutement d'un consultant pour la confection des outils de motivation de la performance y compris l'appui à la mise en œuvre et le suivi des: Subventions/ financement basé sur la performance sur la base de critères bien conçus dans les 10 Régions (01 Mission /Région)	150 000	QC	Posteriori	24 mois	Ouvert	Rem. Forfait.
27	Etude pour l'institutionnalisation au niveau local des outils de motivation de la performance que sont les subventions/ financement basé sur la performance	300 000	SFQC	Posteriori	24 mois	Ouvert	Rem. Forfait.
28	Conception et production des outils de vulgarisation des mécanismes de participation citoyenne dans les processus de développement local	200 000	QC	Posteriori	24 mois	Ouvert	Rem. Forfait.
29	Recrutement d'un consultant pour la Systématisation/institutionnalisation des mécanismes de participation citoyenne dans les processus de développement local avec accent sur la préparation et l'exécution du BIP	150 000	QC	Posteriori	24 mois	Ouvert	Rem. Forfait.
30	Information/sensibilisation sur les mécanismes de participation citoyenne dans les processus de développement local, dans les 10 Région s(01 Mission /Région)	100 000	QC	Posteriori	24 mois	Ouvert	01 Mission 100 mille USD/Région Contrat Rem. Forfait
34	Recrutement d'un partenaire d'exécution pour la mise en œuvre des activités du projet dans le Nord-Ouest	280 000	QC	Posteriori	12 mois	Ouvert	01 an renouvelable Temps Passé.
35	Recrutement d'un partenaire d'exécution pour la mise en œuvre des activités du projet dans le Sud-Ouest	280 000	QC	Posteriori	12 mois	Ouvert	01 an renouvelable Temps Passé.

7. Résumé de la Stratégie de passation des marchés

N° Ref.	Nom du Contrat, Description et Catégorie	Coût estimé en US$ et notation du risque	Revue de la Banque	Approche de Passation des Marchés/ Concurrence • Appel d'Offres : • National/International • Ouvert/ Limitée • Sélection Directe • Source unique • SFQC/SBQ etc. • Négociations • BAFO	Méthode d'Evaluation • Critères notés (VfM) • Coût Evalué le plus Faible

Ref. No.	Intitulé /Description du marché	Nombre de lots	Coût estimatif (US$)	Revue de la Banque (priori/ post.)	Méthode de passation des marchés	Approche du Marché	Processus d'évaluation	Délai prévisionnel (mois)
A	**TRAVAUX**							
Pas de marchés de travaux d'envergure								
Ref. No.	**Intitulé /Description du marché**	**Nombre de lots ou AO**	**Coût estimatif (US$)**	**Revue de la Banque (priori/ post.)**	**Méthode de passation des marchés**	**Approche du Marché**	**Processus d'évaluation**	**Délai Observation Type de contrat**
1	Réalisation des travaux de construction et/ou de réhabilitation d'installations de services sociaux communautaires identifiées par les CDL (Ecoles ; Installations sanitaires ; eau et assainissement ; Abris d'urgence) dans 06 Régions (01 AO/ Région : AD-ES-EN-NO-SW-SW)	06	1 600 000	Posteriori	AO	National Ouvert	1 Etape - 1 Enveloppe	O1 appel d'offres d'environ 1, 6 millions USD par Région Marché à prix unitaire
2	Réalisation des travaux de construction et/ou de Réhabilitation d'infrastructures de base au niveau communautaire (routes et structures annexes ; petits travaux d'irrigation et de drainage), identifiées par les CDL dans 06 Régions (01 AO/ Région : AD-ES-EN-NO-SW-SW)	06	3 500 000	Posteriori	AO	National Ouvert	1 Etape - 1 Enveloppe	01 appel d'offres d'environ 3,5 millions USD par Région Marché à prix unitaire
3	Réalisation des travaux de construction et/ou de Réhabilitation d'infrastructures visant à soutenir l'adaptation au climat (Protection de la couverture du sol par la végétation/le reboisement ; Gestion des inondations, Structures de prévention de l'érosion du sol ; Collecte des eaux de pluie) dans 06 Régions (01 AO/ Région : AD-ES-EN-NO-SW-SW)	06	1 600 000	Posteriori	AO	National Ouvert	1 Etape - 1 Enveloppe	01 appel d'offres d'environ 1, 6 millions USD par Région Marché à prix unitaire
4	Travaux de construction et réhabilitation d'infrastructures intercommunales dans les régions dans 06 Régions (01 AO/ Région : AD-ES-EN-NO-SW-SW)	06	1 500 000	Posteriori	AO	National Ouvert	1 Etape - 1 Enveloppe	1 AO/Région de 1,5 M USD Marché à prix unitaire
B	**FOURNITURES**							
1	Acquisition du matériel et des équipements de protection Individuelle pour les populations impliquées dans	06	950 000	Priori	AO	International Ouvert	1 Etape - 1 Enveloppe	01 AO de 950 mille USD par Région Marché à PU

	l'exécution des THIMO dans 06 régions concernées							Accords-cadres à BC/ 2-3 ans
2	Acquisition de boîtes à pharmacie au bénéfice des les populations impliquées dans l'exécution des THMO dans 06 régions (1 AO par Région/AD-ES-EN-NO-NW-SW)	06	500 000	Posteriori	AO	National / Ouvert	1 Etape - 1 Enveloppe	01 AO de 500 mille USD par Région Marché à PU Accords-cadres à BC sur 2 à 3 ans
3	Acquisition des équipements pour crèches temporaires pour les zones bénéficiaires des THIMO dans 06 régions (1 AO par Région/AD-ES-EN-NO-NW-SW)	06	500 000	Posteriori	AO	National / Ouvert	1 Etape - 1 Enveloppe	01 AO de 500 mille USD par Région Marché à PU Accords-cadres à BC sur 2 à 3 ans
4	Acquisition et paramétrage du logiciel TOM2PRO pour l'UGP-C et les 06 CRC (dans les six Régions)	01	120 000	Posteriori	AO	National / Restreint	1 étapes/ 1 enveloppe	Marché à PU
5	Achat d'équipements et mobilier de bureau pour l'UGP-C et les 06 CRC (dans les six Régions dont 01 AO/Région)	07	300 000	Posteriori	AO	National Ouvert	1 Etape - 1 Enveloppe	1 AO/ Région 1 à 2 lots par type de matériel 300 XAF/CRC
6	Acquisition d'équipement et matériel informatique pour l'UGP-C et les 06 CRC (dans six Régions du projet dont 01AO/Région)	07	300 000	Posteriori	AO	National Ouvert	1 Etape - 1 Enveloppe	1 AO/ Région 300 XAF/CRC Marché à PU
7	Acquisition de consommables informatiques et fournitures de bureau pour l'UGP-C et les 06 CRC (des Régions du projet ; 01 AO par Région)	07	500 000	Posteriori	AO	National Ouvert	1 Etape - 1 Enveloppe	1 AO par Région Marché à PU Accords-cadres à BC sur 2 à 3 ans
8	Fourniture, mise en place et maintenance d'un système moderne de Suivi-Evaluation des données du projet au niveaux national et régional comprenant : un système d'information de gestion robuste de données et le développement d'applications TIC	01	1 500 000	**Priori**	AO	International Ouvert	1 Etape - 1 Enveloppe	01 lot Marché à PU
9	Acquisition de Véhicules pour l'UGP-C et les 06 CRC (dans les dix régions) assortie de contrats de maintenance	02	500 000	Posteriori	AO	National Restreint	1 Etape - 1 Enveloppe	02 lots DC auprès des concessionnaires locaux
C	**SERVICES AUTRES QUE LES SERVICES DE CONSULTANTS**							
Ref. No.	**Intitulé /Description du marché**	**Nombre de lots**	**Coût estimatif (US$)**	**Revue de la Banque (priori/ post.)**	**Méthode de passation des marchés**	**Approche du Marché**	**Processus d'évaluation**	**Délai prévisionnel (mois) / Commentaires**
1	Campagne de communication et de diffusion des informations sur le projet (dans 06 Régions : NO-EN-AD-SU-NW-SW) ; 01 AO/Régions	06	500 000	Posteriori	AO	National / Ouvert	01 étape/01 enveloppe	01 AO par Région Contrat à PU
2	Campagne de communication sur les bonnes pratiques d'adaptation au climat et de gestion des ressources	06	600 000	Posteriori	AO	National / Ouvert	01 étape/01 enveloppe	01 AO par Région Contrat à PU

	naturelles au niveau communautaire dans 6 Régions (01 AO /Région)							
3	Campagne de communication sur les avantages socio-économiques de l'inclusion des femmes dans le bien-être de la communauté dans 06 régions (01 AO par Région)	06	500 000	Posteriori	AO	National / Restreinte	01 étape/ 01 enveloppe	01 AO par Région Contrat à PU
4	Recrutement d' Agences de transfert monétaire pour le paiement (électronique) des prestataires du programme THIMO dans 06 Régions : NO-EN-AD-SU-NW-SW) ;	06	200 000	Posteriori	AO	National / Ouvert	1 étapes/ 2 enveloppes	1 AO/ Région Contrat 2 ans Accord cadres avec BC

D	**SERVICES DE CONSULTANTS**						
1	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**
Ref. No.	**Description de la Mission**	**Coût estimatif ($US)**	**Méthode de sélection**	**Revue de la Banque (a priori / a posteriori)**	**Délai prévisionnel**	**Approche du Marché**	**Type de contrat Observ**
1	Recrutement de Consultants/ONGs pour le ciblage géographique et la sélection des bénéficiaires du projet, dans 06 régions (NO-EN-AD-SU-NW-SW)	150 000	QC	Posteriori	06 mois	Ouvert	01 Mission/DP de 150 mille USD/ Région Contrat Rem. Forfait.
2	Recrutement de Consultants/ONGs pour la formation aux compétences de base des membres des CDL dans 06 régions (NO-EN-AD-SU-NW-SW)	450 000	SFQC	Posteriori	24 mois	Ouvert	01 Mission/DP de 450 mille USD/ Région Contrat Rem. Forfait
3	Recrutement d'un consultant dans l'accompagnement des CDL dans la supervision et le contrôle des travaux de construction ou de réhabilitation d'infrastructures communautaires dans 06 régions (NO-EN-AD-SU-NW-SW)	300 000	SFQC	Posteriori	24 mois	Ouvert	01 Mission/DP de 300 mille USD/ Région Contrat Rem. Forfait
4	Recrutement de Consultants/ONGs pour le renforcement de la capacité des membres des communautés bénéficiaires impliqués dans les TP-HIMO dans 06 régions (NO-EN-AD-SU-NW-SW)	750 000	SFQC	Priori	24 mois	Ouvert	01 Mission/DP de 750 mille USD/ Région Contrat Rem. Forfait
6	Recrutement d'un consultant pour la maîtrise d'œuvre complète (i- Etudes APS/APD/DCE ; ii- supervision et contrôle) des travaux de Construction et réhabilitation d'infrastructures intercommunales, dans 06 régions (NO-EN-AD-SU-NW-SW)	850 000	SFQC	Posteriori	24 mois	Ouvert	01 Mission/DP de 850 mille USD/ Région Contrat Rem. Forfait
7	Recrutement d'un Cabinet d'audit pour la réalisation des audits financiers et comptables du projet sur deux ans y	100 000	QCBS	Posteriori *	24 mois	Ouvert	Contrat sur 02 exercices Rem. Forfait.

	compris le PPA à la fin de l'année 1						

*NB : * Revue technique à chaque étape*

ANNEXE 1 : Stratégie de passation des marchés en zone considérée comme d'insécurité et en situation d'urgence du PNDP

- **Contexte**

Les présentes orientations prennent en compte les circonstances exceptionnelles auxquelles les Maitres d'ouvrage sont confrontés dans les parties septentrionales du pays et les zones à forte affluence de réfugiés. Deux situations d'urgence peuvent être prises en compte : L'urgence simple, qui permet de réduire les délais de consultation, doit être distinguée de l'urgence impérieuse, qui permet de recourir au marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence.

L'urgence simple sera justifiée. Elle ne se conçoit que si les délais normaux de réception de candidatures et des offres sont rendus impraticables au regard des problèmes impératifs à résoudre. C'est le cas actuel des régions septentrionales et de l'Est soumises à l'insécurité, à la très forte pression sur des infrastructures socio-économiques de base exercée par les populations déplacées, à la forte sous employabilité et à l'environnement économique particulièrement difficile.

L'urgence impérieuse sera circonscrite aux zones rouges (militarisées de l'extrême nord) ayant reçue au moins une attaque de la secte islamique Boko Haram et/ou rendues inaccessibles en principe aux entreprises mais dans lesquels le besoin d'infrastructure se fait pressant.
Les présentes orientations s'appliquent dans les phases de sélection des entreprises et d'exécution de la commande.

Les projets concernés sont à forte orientation sociale, mais également économique. Il est fortement conseillé d'utiliser la méthode HIMO chaque fois que cela sera techniquement faisable et économiquement rentable. L'utilisation des ressources locales (humaines et matérielles) est également très encouragée, mais après approbation des PTF lors des études de programmation et de planification des activités. Quels que soit les cas, les projets retenus en priorité doivent promouvoir l'emploi et résoudre le problème de déficit d'infrastructure.
Au titre de cette opération, les activités suivantes sont ciblées : la construction des bâtiments (salles de classe, hangars de marché, centre de santé, magasin de stockage); la construction/réhabilitation des infrastructures de transport (ouvrages de franchissement, réhabilitation des routes, ouvrages d'assainissement); la construction des ouvrages hydrauliques (forage d'eau à consommation humaine, forage pastoral, mare d'eau, réseau d'AEP, château d'eau).

- **Processus de sélection du prestataire**

L'exécution des projets se fait en priorité en entreprise. Toutefois, sous réserves de certains préalables définis plus tard, elle peut être faite par une ONG et un organisme public (SEMRI, MEADEN, FNE et MIPROMALO). A cet effet, deux types de relation lient le PNDP et l'organe d'exécution: le contrat cas des

entreprises et la convention en cas d'organisme public. Un diagramme de synthèse est joint.

- **Le recours aux entreprises**

La pré-qualification des entreprises

- ***sur la base du fichier des entreprises du Programme***

  Une présélection des meilleures entreprises est faite suivant leur domaine de compétence à partir du ranking élaboré par le Programme. Cette liste permet de répondre rapidement au besoin de disposer des entreprises capables de réussir les opérations urgentes à l'instar du HIMO et les premières interventions sur financement IDA. Pour établir cette liste, en ce qui concerne les opérations dans le septentrion et l'Est, les CRC des régions de l'Extrême Nord, du Nord, de l'Adamaoua et l'Est sont sollicitées.

- ***sur la base d'une liste restreinte après AMI***

  Après les opérations pilotes, un appel à manifestation d'intérêt est lancé en vue de constituer une liste restreinte des entreprises capables de travailler en urgence et en zone d'insécurité. Le lancement de l'AMI et la constitution de la liste se font en urgence sous la responsabilité du spécialiste en passation des marchés du Programme.

La sélection des entreprises

- ***en procedure d'urgence***

  Les préalables: le nombre d'entreprise disponible sur la liste restreinte est au moins égal au nombre de projet à exécuter, un dossier de consultation des entreprises est fait. Les entreprises sont mises en concurrence. Les offres attendues dans un délai de 10 à 15 jours.

- ***en gré à gré/entente directe***

  Les préalables : le nombre d'entreprises disponible sur la liste restreinte est au plus égal au nombre de projets à exécuter, urgence impérieuse, site du projet non sollicité par les entreprises, autorisation de l'Autorité des marchés, le savoir-faire de l'entreprise est d'autorité. Ces entreprises peuvent être sollicitées directement le Maitre d'Ouvrage qui peut également explorer en cas de besoin, la possibilité d'une réalisation par une entreprise ou ONG locale ou international ayant les capacités requises.

- **Le recours à un organisme public**

Les préalables: (1) le projet est situé dans une zone d'insécurité importante et les entreprises privées manifestent leur désintérêt /ne peuvent pas y accéder sans escorte; (2) le projet peut générer un grand nombre d'emploi, servir de chantier école et peut être exécuté en utilisant les matériaux locaux disponibles.

Dans ces deux cas, la mise à contribution du MIPROMALO ou du FNE est sollicitée.
A cet effet, l'exécution desdits travaux se fait à travers une convention. Un comité dont la composition est indiquée dans la convention, fait le suivi de son exécution.

CHOIX D'UN PRESTATAIRE EN ZONE CONSIDEREE COMME D'INSECURITE ET EN SITUATION D'URGENCE

Préalables	Répertoire disponible d'entreprise capable de réaliser les travaux en urgence et en zone sensible.		(1) le projet est situé dans une zone d'insécurité importante et les entreprises ne peuvent y accéder normalement ; (2) le projet peut générer un grand nombre d'emploi, servir de chantier école et peut être exécuté en utilisant les	Répertoire disponible d'ONG capables de mobiliser les populations pour la réalisation des travaux en urgence et en zone considérée comme d'insécurité.
Prestataire	Entreprise privée		Organisme public/parapublic **Exple** : MIPROMALO et FNE, Génie militaire	ONG; Ex ONG CARITAS,
Mode de Sélection	Consultation	Gré à Gré /Entente Directe	Entente Directe	Sélection Consultant
Mesures spécifiques	Autorisation du MINMAP de passer des marchés en gré à gré HIMO et autres.			
Responsabl	Commission Départementale/		Maître d'Ouvrage	CSPM
Durée Sélection	30 jrs	15 jrs	15 jrs	15jrs
Forme contractuell	Contrat normal		Convention de financement	Contrat de consultants
Type de travaux	Tous les types de travaux		Tous les types de travaux	Le pavage de route, les fossés maçonnés, autres à fort employabilité

SUIVI DE L'EXECUTION ET PAIEMENT DES PRESTATIONS

Prestataire	Entreprise privée	Organisme	ONG; Ex ONG CARITAS
Organe de	Comité multisectoriel de	Comité de suivi	Comité de suivi
Modalité de paiement	Guichet unique. Tous les signataires du décompte sont réunis chaque mois pour l'examen et la validation des décomptes	Par tranche de paiement prévu dans la convention	
Mesures spécifiques	Autorisation du MINMAP, donnant pourvoir à ses Délégués départementaux de viser pour paiement les prestations dont les seuils sont		

PROCUREMENT PLAN **Cameroon : Local Governance and Resilient Communities Project**

General Information

Country: Cameroon
Bank's Approval Date of the Original Procurement Pla 2022-08-10
Revised Plan Date(s): (comma delineated, leave blank 2022-08-12
Project ID: P175846
GPN Date:
Project Name: Local Governance and Resilient Communities Project
Loan / Credit No: IDA / V4310
Executing Agency(i Ministry of Decentralization and Local Development

WORKS

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Procurement Process	Prequalification (Y/N)	High SEA/SH Risk	Procurement Document Type	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Draft Pre-qualification Documents		Prequalification Evaluation Report		Draft Bidding Document / Justification		Specific Procurement Notice / Invitation		Bidding Documents as Issued		Proposal Submission / Opening / Minutes		Bid Evaluation Report and Recommendation for Award		Signed Contract		Contract C ion
													Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned

GOODS

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Procurement Process	Prequalification (Y/N)	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Draft Pre-qualification Documents		Prequalification Evaluation Report		Draft Bidding Document / Justification		Specific Procurement Notice / Invitation		Bidding Documents as Issued		Proposal Submission / Opening / Minutes		Bid Evaluation Report and Recommendation for Award		Signed Contract		Contract Completion	
											Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual
CM-MINDDEVEL-308472-GO-RFQ / Acquisition, installation des logiciels utilitaires et formation du personnel à l'utilisation.	IDA / V4310	Project management, monitoring and evaluation	Post	Request for Quotations	Limited	Single Stage - One Envelope		30,000.00	0.00	Pending Implementation							2022-10-25								2022-12-20		2023-06-18	
CM-MINDDEVEL-308485-GO-RFQ / Acquisition du materiel de bureau pour la préparation du projet	IDA / V4310	Project management, monitoring and evaluation	Post	Request for Quotations	Limited	Single Stage - One Envelope		25,000.00	0.00	Pending Implementation							2022-11-20								2023-01-15		2023-07-14	
CM-MINDDEVEL-308511-GO-RFQ / Communication, internet pour l'équipe de préparation	IDA / V4310	Project management, monitoring and evaluation	Post	Request for Quotations	Limited	Single Stage - One Envelope		10,000.00	0.00	Pending Implementation							2022-11-28								2023-01-23		2023-07-22	

NON CONSULTING SERVICES

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Procurement Process	Prequalification (Y/N)	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Draft Pre-qualification Documents		Prequalification Evaluation Report		Draft Bidding Document / Justification		Specific Procurement Notice / Invitation		Bidding Documents as Issued		Proposal Submission / Opening / Minutes		Bid Evaluation Report and Recommendation for Award		Signed Contract		Contract Completion	
											Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual

CONSULTING FIRMS

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Contract Type	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Terms of Reference		Expression of Interest Notice		Short List and Draft Request for Proposals		Request for Proposals as Issued		Opening of Technical Proposals / Minutes		Evaluation of Technical Proposal		Combined Evaluation Report and Draft Negotiated Contract		Signed Contract		Contract Completion	
										Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual
CM-MINDDEVEL-308524-CS-CQS / Etude sur l'identification et l'analyse des opportunités/potentialités socio-économiques des CTD	IDA / V4310	Project management, monitoring and evaluation	Post	Quality And Cost-Based Selection	Open - National		446,000.00	0.00	Pending Implementation	2023-03-14		2023-04-04		2023-05-18				2023-06-15		2023-07-15		2023-08-19		2023-09-23		2024-09-22	
CM-MINDDEVEL-308569-CS-CQS / Evaluation des capacités des CTD dans la fourniture efficace des services sociaux de base	IDA / V4310	Project management, monitoring and evaluation	Post	Quality And Cost-Based Selection	Open - National		500,000.00	0.00	Pending Implementation	2023-04-19		2023-05-10		2023-06-23				2023-07-21		2023-08-20		2023-09-24		2023-10-29		2024-10-28	

INDIVIDUAL CONSULTANTS

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Contract Type	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Terms of Reference		Invitation to Identified/Selected Consultant		Draft Negotiated Contract		Signed Contract		Contract Completion	
										Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual
CM-MINDDEVEL-308531-CS-INDV / consolidation des données sur les vulnérabilités sociales des CTD (pauvreté, situation de l'emploi des jeunes et des femmes, protection civile, infrastructures de base)	IDA / V4310	Project management, monitoring and evaluation	Post	Individual Consultant Selection	Open - National		15,000.00	0.00	Pending Implementation	2023-04-19		2023-06-07		2023-06-28		2023-08-02		2024-01-29	
CM-MINDDEVEL-308571-CS-INDV / Elaboration du Plan d'engagement des parties prenantes	IDA / V4310	Project management, monitoring and evaluation	Post	Individual Consultant Selection	Open - National		15,000.00	0.00	Pending Implementation	2023-01-31		2023-03-21		2023-04-11		2023-05-16		2023-11-12	
CM-MINDDEVEL-308575-CS-INDV / Etude sur la situation de référence du projet	IDA / V4310	Project management, monitoring and evaluation	Post	Individual Consultant Selection	Open - National		75,000.00	0.00	Pending Implementation	2023-02-14		2023-04-04		2023-04-25		2023-05-30		2023-11-26	
CM-MINDDEVEL-308577-CS-INDV / Elaboration de la stratégie de communication	IDA / V4310	Project management, monitoring and evaluation	Post	Individual Consultant Selection	Open - National		25,000.00	0.00	Pending Implementation	2023-10-10		2023-11-28		2023-12-19		2024-01-23		2024-07-21	
CM-MINDDEVEL-308581-CS-INDV / Elaboration du manuel de suivi-Evaluation du projet	IDA / V4310	Project management, monitoring and evaluation	Post	Individual Consultant Selection	Limited		25,000.00	0.00	Pending Implementation	2023-10-25		2023-10-30		2023-11-20		2023-12-25		2024-06-22	
CM-MINDDEVEL-308584-CS-INDV / Elaboration du Manuel d'exécution et des Procédures Administratives, Financières et Comptables	IDA / V4310	Project management, monitoring and evaluation	Post	Individual Consultant Selection	Open - National		25,000.00	0.00	Pending Implementation	2023-11-27		2024-01-15		2024-02-05		2024-03-11		2024-09-07	
CM-MINDDEVEL-308594-CS-INDV / Elaboration du Plan de Gestion de la main d'oeuvre (PGMO)	IDA / V4310	Project management, monitoring and evaluation	Post	Individual Consultant Selection	Open - National		10,000.00	0.00	Pending Implementation	2023-09-26		2023-11-14		2023-12-05		2024-01-09		2024-07-07	
CM-MINDDEVEL-308998-CS-INDV / Elaboration du Plan de gestion des Peuples Autochtones	IDA / V4310	Project management, monitoring and evaluation	Post	Individual Consultant Selection	Open - National		25,000.00	0.00	Pending Implementation	2023-05-16		2023-07-04		2023-07-25		2023-08-29		2024-02-25	
CM-MINDDEVEL-309003-CS-INDV / Elaboration du Cadre de Politique de Réinstallation (CPR)	IDA / V4310	Project management, monitoring and evaluation	Post	Individual Consultant Selection	Open - National		25,000.00	0.00	Pending Implementation	2023-05-30		2023-07-18		2023-08-08		2023-09-12		2024-03-10	

CM-MINDDEVEL-309007-CS-INDV / Etude sur le cadre de gestion environnemental et social (CGES) du projet	IDA / V4310	Project management, monitoring and evaluation	Post	Individual Consultant Selection	Open - National		50,000.00	0.00	Pending Implementation	2023-08-15		2023-10-03		2023-10-24		2023-11-28		2024-05-26	